|  |
| --- |
| Actuel_Marx_Confrontation_Logo  (1996)  Actualiser l’économie de Marx  Actes du Congrès *Marx international*  Tenu à l’Université de Paris-X les 27-30 septembre 1995  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée avec le concours de Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html>

Courriel : [pierre.patenaude@gmail.com](mailto:pierre.patenaude@gmail.com)

[](https://actuelmarx.parisnanterre.fr/indexl.htm)À partir du livre de

Actuel Marx

**Actualiser l’économie de Marx.**

***Actes du Congrès Marx international tenu à l’Université de Paris-X les 27-30 septembre 1995.***

Paris : Les Presses universitaires de France, 1996, 144 pp.

[Autorisation formelle de François Chesnais accordée le 14 février 2020 de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]

Boite_aux_lettres_clair Courriel : François Chesnais : [chesnaisf@gmail.com](mailto:chesnaisf@gmail.com)

Polices de caractères utilisée : Times New Roman 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 7 avril 2020 à Chicoutimi, Québec.

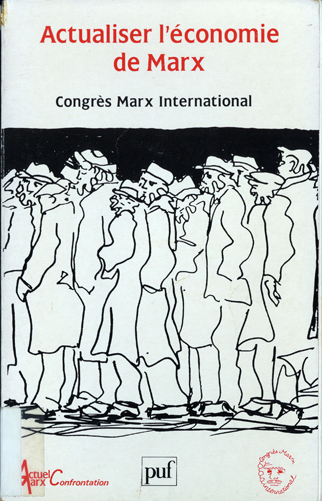
fait_sur_mac

Actuel Marx Confrontation

Revue internationale publiée avec le concours de l’Université de Paris-X  
et du Centre national de recherche scientifique (CNRS)

Actualiser l’économie de Marx.

*Actes du Congrès Marx international  
tenu à l’Université de Paris-X les 27-30 septembre 1995*



Paris : Les Presses universitaires de France, 1996, 144 pp.

ACTUEL MARX CONFRONTATION

*Actualiser l’économie  
de Marx*

*Publié avec le concours  
de l'Université de Paris X - Nanterre  
et de ristituto Italiano per gli Studi Filosofici*

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

***Actualiser l’économie de Marx***

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Le Congrès Marx International* s’est tenu du 27 au 30 septembre 1995 aux Universités de Paris-I et de Paris-X, à l’appel d’une centaine de revues et d’institutions

500 chercheurs, ainsi qu’un vaste public, ont pris part à cette rencontre que la presse a saluée comme un événement

L’ensemble des actes paraît en cinq volumes dans la revue *Actuel Marx* et la collection *Actuel Marx Confrontation*

Le présent ouvrage rassemble les interventions consacrées à l’économie de Marx et à son actualisation

**Approfondissements et renouvellements**

Gilles RASSELET, L’analyse marxienne des crises de surproduction par la contraduction production-consommation : un essai de reconstitution de l’analyse

Paul BOCCARA, Au-delà de Marx : pour des analyses systémiques, ouvertes à la créativité d’une nouvelle régulation, en économie et en anthroponomie

**Changements et mutations**

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY, Mutation du capitalisme ? Révision du marxisme

François CHESNAIS, Contribution au débat sur le cours du capitalisme à la fin du XXe siècle

**Champs nouveaux**

Patrick DIEUAIDE, Distribution de la production et rapport marchand Pierre BAUBY, Marx, marxistes et État

Franck-Dominique VIVIEN, Marxisme et écologie politique, le rendez-vous manqué de Sergueï Podolinsky

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[3]

***Actualiser l’économie de Marx***

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Actualiser_Marx_couverture)

[PRÉSENTATION](#Actualiser_Marx_presentation) [5]

[APPROFONDISSEMENTS ET RENOUVELLEMENTS](#Actualiser_Marx_pt_1) [9]

**Gilles Rasselet**, “[L’analyse marxienne des crises de surproduction par la contradiction production-consommation : un essai de reconstitution de l’analyse](#Actualiser_Marx_pt_1_texte_01).” [9]

**Paul Boccara**, “[Au-delà de Marx : pour des analyses systémiques, ouvertes à la créativité d’une nouvelle régulation, en économie et en anthroponomie](#Actualiser_Marx_pt_1_texte_02).” [31]

[CHANGEMENTS ET MUTATIONS](#Actualiser_Marx_pt_2) [49]

**Gérard Duménil et Dominique Lévy**, “[Mutation du capitalisme ? Révision du marxisme](#Actualiser_Marx_pt_2_texte_03).” [49]

**François Chesnais**, “[Contribution au débat sur le cours du capitalisme à la fin du XXe siècle](#Actualiser_Marx_pt_2_texte_04).” [63]

[CHAMPS NOUVEAUX](#Actualiser_Marx_pt_3) [87]

**Patrick Dieuaide**, “[Distribution de la production et rapport marchand. Un premier aperçu](#Actualiser_Marx_pt_3_texte_05).” [87]

**Pierre Bauby**, “[Marx, marxistes et État](#Actualiser_Marx_pt_3_texte_06).” [101]

**Franck-Dominique Vivien**, “[Marxisme et écologie politique, le rendez-vous manqué de Sergueï Podolinsky](#Actualiser_Marx_pt_3_texte_07).” [127]

[AUTEURS](#Actualiser_Marx_auteurs) [143]

[4]

*Déjà parus dans la collection :*

Sous la direction de Jacques Bidet et de Jacques Texier

Fin du communisme ? Actualité du marxisme ?

L’idée du socialisme a-t-elle un avenir ?

Le nouveau système du monde

La crise du travail

Sous la direction de Jacques Bidet

Les paradigmes de la démocratie

Louis Althusser

Sur la reproduction

Jacques Bidet

John Rawls et la théorie de la justice

Collectif

Congrès Marx International

L’ordre capitaliste

Utopie, théologie de la libération, philosophie de l’émancipation

Dessin de couverture par **Béatrice Tabah**,

d’après l’œuvre de Reginald Marsh,

*Breadline no one has starved*, 1932. Gravure

ISBN 2 13 047843 3

issn 1158-5900

Dépôt légal — lre édition : 1996, mai

© Presses Universitaires de France, 1996

108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

[5]

***Actualiser l’économie de Marx***

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’ouvrage propose trois séries de textes, issus du Congrès Marx International (Paris-X, 27-30 septembre 1995), qui manifestent la vitalité des réflexions autour du marxisme, qu’elles prennent pour base principale Marx et/ou le marxisme, ou qu’elles prennent certaines distances avec lui tout en s’efforçant d’en conserver l’aspect critique et novateur. La reconnaissance de l’actualité de la pensée économique de Marx mais aussi la volonté d’actualiser cette analyse économique se traduisent par trois efforts convergents. Le premier est un effort de renouvellement et d’approfondissement d’un certain nombre de thèmes classiques de l’analyse marxienne. Le deuxième effort porte sur l’intégration à l’analyse des changements et mutations intervenus depuis un siècle. Le troisième actualise la construction marxienne en portant l’analyse vers de nouveaux champs, essentiels aujourd’hui.

Approfondissements  
et renouvellements

**Gilles Rasselet** - *Analyser la crise périodique de surproduction* - s’intéresse à l’analyse des crises périodiques de surproduction. Si Marx nous a laissé divers textes relatifs aux crises, il n’en donne aucun exposé systématique. Comment articuler les diverses contradictions qui sont à l’origine de la crise ou se manifestent dans la crise de surproduction. Quelle relation établir entre les contradictions dans le domaine de la réalisation et les contradictions dans le domaine de l’accumulation du capital ? Comment lire la dynamique de crise dans le cycle décennal de la reproduction ? Vieille question des débats autour des crises, dans la pensée marxienne, marxiste et aussi dans les théories du cycle et de la croissance. Le texte de G. Rasselet permet de distinguer précisément les différents types de contradictions, leurs relations, leur jeu dans la crise et le cycle. Après l’illusion de la disparition des crises grâce à la maîtrise de la conjoncture par des politiques économiques scientifiques, à l’heure où le caractère chaotique de la reproduction dans des économies très complexes se manifeste de façon dramatique, ces préoccupations redeviennent d’une brûlante actualité.

[6]

**Paul Boccara** - *Analyser les régulations capitaliste et post-capitaliste* - présente une interprétation de la systémique économique de la reproduction matérielle sociale (fluctuations, régulations et transformations du capitalisme) qui le conduit à proposer une régulation « mixte », nouvelle par ses critères de gestion et institutions. Il l’articule à une autre systémique, qui dépasse la sphère de l’économie : une systémique anthroponomique de la régulation sociale des humains, qui vise les régulations du parental, du travail, du politique, de l’informationnel, de façon rétrospective et prospective.

Changements et mutations

**Gérard Duménil et Dominique Lévy** - *Analyser les mutations du capitalisme* - s’intéressent aux profondes mutations que les sociétés capitalistes ont connu depuis plus d’un siècle. Ces mutations conduisent habituellement à remettre en cause la portée opératoire du modèle marxien, jugé historiquement connoté et inadéquat à l’analyse de sociétés modernes complexes. Ils proposent de mettre au cœur des mutations une révolution de la gestion privée et sociale (notamment la « révolution managériale ») qui a conduit à l’émergence des nouvelles classes salariées de cadres et d’employés. Ils avancent ensuite que, pour rendre compte des changements introduits et comprendre le fonctionnement et la dynamique d’ensemble du nouveau système, l’analyse marxiste demeure d’une grande actualité en fournissant de précieux et inégalés instruments d’analyse des grandes lois du capitalisme.

**François Chesnais** - *Analyser le capitalisme fin de siècle* - rassemble ici les principales conclusions de son livre récent, *La mondialisation du capital* (Syros, 1994). Le capital, que l’on avait cru pouvoir civiliser dans le cadre de régulations nationales, est parvenu, à travers les politiques de libéralisation, à une très large émancipation. La globalisation n’est pas celle des échanges, mais celle des opérations du capital, notamment celles du capital-argent, devenu relativement autonome par rapport au capital industriel. Les oligopoles à dominante financière, concurrents et interdépendants, sont devenus les centres essentiels de l’accumulation, alliant profit et rente. L’économie mondiale entre dans une phase de conjoncture basse, marquée par un chômage structurel élevé, une déflation rampante et une concurrence internationale intense.

[7]

Champs nouveaux

Patrick Dieuaide - *Analyser la distribution* - aborde une question traditionnellement absente de la réflexion marxiste. Les rapports de distribution sont définis dans la Préface à la *Contribution de la critique de l’économie politique* comme la simple conséquence, le reflet des conditions de la production. De cette priorité méthodologique donnée à l’étude de la production, l’on est passé, notamment du fait de l’absence d’analyse marxienne des autres domaines (distribution, répartition, consommation...), à leur sous-estimation totale, aggravant la tendance productiviste et techniciste de certaines analyses marxistes. Les rapports de production, définis comme rapports entre les hommes à l’occasion de la production sont réduits aux rapports dans la sphère productive. De ce fait, les formes marchandes disparaissent derrière les formes capitalistes, les conditions de socialisation de la marchandise aussi et la valeur d’usage n’apparaît que comme propriété subalterne de la marchandise. La valeur est seule considérée, indépendamment de la valeur d’usage, dont les formes historiques ne trouvent aucune considération. Le texte précise la double relation qui s’établit entre rapports de distribution et marchandise d’un côté, rapports de distribution et salariat de l’autre.

**Pierre Bauby** - *Analyser l’État* - étudie un autre champ difficile, celui de l’État. Les marxistes ont généralement développé une conception instrumentaliste de l’État dont les limites ont été, à juste titre, fréquemment soulignées. L’État est conçu comme appareil aux mains de la classe dirigeante et instrument de maintien ou d’approfondissement de leur domination. À partir de la mise en évidence de la relative richesse et de la complexité, souvent méconnues, des esquisses de conception de l’État que l’on trouve chez Marx et Engels, P. Bauby précise les conditions politico- théoriques du développement d’une conception instrumentaliste de l’État. Il s’intéresse en parallèle aux tentatives alternatives de penser un État bourgeois moderne qui, de Gramsci à Poulantzas, s’efforcent de construire une analyse dialectique de l’État dans une société démocratique bourgeoise qui n’a pas grand-chose de commun avec l’absolutisme tsariste qui a servi de modèle à la IIIe Internationale. A partir de là, l’auteur peut proposer une intéressante analyse de l’État contemporain comme État-stratège dans un marché mondial globalisé.

**Franck-Dominique Vivien** - *Analyser la nature* - fait revivre pour nous Sergueï Podolinsky. Celui-ci, populiste russe émigré en France, ouvre dans les années 1880 un chantier d’avant garde en tentant de relier pensée socialiste et pensée écologique, critique marxiste et critique écologique [8] du mode de production capitaliste. F-D Vivien retrace cette tentative peu connue, première esquisse d’une analyse éco-énergétique. Il dégage les enjeux des débats - auxquels Engels participera - liés à l’appréciation de l’œuvre de Darwin, à l’intégration des développements de la thermodynamique, à l’extension des principes marxiens à de nouveaux champs. Il montre le caractère novateur de certaines propositions mais aussi leurs limites qui conduiront à ce rendez-vous manqué entre marxisme et écologie. [[1]](#footnote-1)

**Actuel Marx**

[9]

***Actualiser l’économie de Marx***

APPROFONDISSEMENTS  
ET  
RENOUVELLEMENTS

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Approfondissements et renouvellements**

“L’analyse marxienne des crises  
de surproduction par la contradiction  
production-consommation :  
un essai de reconstitution de l’analyse.”

Gilles RASSELET

[Retour à la table des matières](#tdm)

On sait que Marx n’a pu mener jusqu’au terme son projet d’élaborer une théorie complète des crises de surproduction. Il nous a cependant laissé nombre de développements et indications consacrés à la question des crises qui constituent un matériau pour l’élaboration de la théorie des crises annoncée dans l’*Avant-propos* à la *Critique de l’économie politique* de 1859. L’essentiel de ce matériau concerne plus spécifiquement la question des causes fondamentales des crises. Il en ressort explicitement que, pour Marx, ce sont les contradictions de la production capitaliste, c’est-à-dire en fait du procès de reproduction élargie du capital social, qui sont à l’origine des crises, lesquelles « ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l’équilibre rompu » (K, 6, 261-262) [[2]](#footnote-2).

En pratique Marx a envisagé différentes explications des crises de surproduction dont il a poussé l’élaboration plus ou moins loin selon le cas (et dont on trouve un recensement dans A. Emmanuel, 1974). Mais, dans *Le Capital*, comme dans les *Théories sur la plus-value et dans les Fondements* [10] *de la critique de l’économie politique*, il privilégie nettement deux explications distinctes des crises, celle qui les relie au jeu de la loi de baisse tendancielle du taux de profit général d’une part, et celle qui les relie au jeu de ce que l’on pourrait appeler à partir de ses indications la contradiction production-consommation. On trouve ainsi dans les ouvrages cités des éléments d’analyse par lesquels Marx cherche à établir comment le jeu de la loi de baisse tendancielle du taux de profit général d’une part et le jeu de la contradiction production-consommation d’autre part peuvent constituer l’une et l’autre une cause fondamentale et spécifique des crises de surproduction.

Dans l’un et l’autre cas on ne dispose cependant pas d’un exposé synthétique de ses analyses ni même en fait, et c’est plus particulièrement vrai de son explication des crises par le jeu de la loi de baisse tendancielle du taux de profit général, d’une explication achevée des crises. Dans l’un et l’autre cas il est donc nécessaire de procéder, à tout le moins, à un travail de reconstitution de l’explication des crises avancée par Marx. C’est ce que l’on se propose de faire ici pour son explication des crises par la contradiction production-consommation. Ce choix ne signifie cependant pas que l’on considère cette explication des crises comme plus « marxienne » que celle par le jeu de la loi de baisse tendancielle du taux de profit général. Il résulte de ce que le matériau laissé par Marx pour son explication des crises par la contradiction production-consommation est plus riche que celui qui concerne son explication des crises liée au jeu de la loi de baisse tendancielle du taux de profit général, de sorte que dans le premier cas il paraît effectivement possible de *reconstituer* l’explication marxienne des crises, alors que dans le second il y a beaucoup plus, selon nous, à constituer une explication marxiste des crises intégrant les indications fournies par Marx (G. Rasselet, 1990).

Dans différents développements du *Capital, des Fondements de la critique de l’économie politique* et des *Théories sur la plus-value*, Marx rattache les crises de surproduction aux limites et aux freins que le capital met à la croissance de la consommation finale de la société et plus spécifiquement de celle des travailleurs salariés.

Dans son esprit ce n’est cependant pas la sous-consommation des travailleurs *en tant que telle* qui est responsable de la crise. Il oppose en effet aux explications des crises de surproduction par la seule sous-consommation des travailleurs les deux arguments suivants.

- La sous-consommation des producteurs est très antérieure au mode de production capitaliste, alors que les crises de surproduction sont une caractéristique spécifique de ce mode de production (TPV, 2, 629).

- La période qui précède l’éclatement des crises est le plus souvent caractérisée par une augmentation de la consommation finale réelle des travailleurs.

(11]

« Mais si (...) on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu’elle en recevrait une plus grande part, dès que s’accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel destiné à la consommation (...). Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions qui n’ont rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté, qui ne tolèrent cette prospérité relative de la classe ouvrière que passagèrement et toujours seulement comme signe annonciateur d’une crise » (K, 5, 63-64).

Plus généralement, ce n’est pas non plus la seule limitation de la croissance de la consommation finale de la société qui constitue par elle même la cause des crises de surproduction. Ce que Marx présente en fait comme l’une des causes fondamentales des crises c’est la contradiction, propre au capitalisme, entre, d’une part la tendance à un « développement absolu » des forces productives et donc à l’accroissement sans limites de la production sociale en valeur et en volume et, d’autre part, la limitation de la croissance de la consommation finale de la société. C’est cette contradiction qu’il qualifie, dans les *Théories sur la plus-value, de contradiction production-consommation (finale)* [[3]](#footnote-3).

- « La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n’avaient pour limites que la capacité de consommation absolue de la société » (K, 7, 144).

- « C’est le développement absolu des forces productives et, partant, la production de masse sur la base, d’une part, de la masse de produits englobés dans le cercle des subsistances nécessaires, d’autre part, de la limite constituée par le profit du capital qui constituent la base de la surproduction moderne » (TPV, 2, 630) [[4]](#footnote-4).

[12]

Dans les développements qui suivent on caractérisera la contradiction production-consommation puis on présentera l’analyse que fait Marx de la genèse des crises de surproduction comme produit de cette contradiction.

La caractérisation de la contradiction production-consommation par Marx

La contradiction production-consommation  
en tant que composante structurelle  
du mode de production capitaliste

Selon Marx, le capitalisme ne se caractérise pas seulement par les contradictions propres à la production marchande (contradiction valeur-valeur d’usage des marchandises, contradiction marchandise-argent) ainsi que la contradiction capital-travail salarié. Il se caractérise également par ce qu’il dénomme lui-même la contradiction production-consommation. Commentant la théorie des crises de surproduction de Sismondi, il écrit ainsi que « Sismondi a le sentiment profond que la production capitaliste se contredit ; que (...) ses rapports de production incitent d’une part à un développement effréné de la force productive et de la richesse ; que d’autre part, ces rapports sont conditionnés, que leurs contradictions : valeur d’usage et valeur d’échange, marchandise et argent, achat et vente, *production et consommation*, travail salarié et capital, etc., prennent des dimensions d’autant plus grandes que se développe davantage la force productrice » (TPV, 3, 58).

Marx ne donne cependant pas une définition rigoureuse de cette contradiction production-consommation dont il fait ainsi une spécification de la structure économique capitaliste.

Dans le paragraphe du tome 2 des *Théories sur la plus-value* où il analyse les « contradictions entre la production et la consommation dans les conditions du capitalisme », il caractérise différentes facettes de cette contradiction en montrant qu’elle correspond au fait que dans le mode de production capitaliste il n’y a pas unité entre la production et la consommation, ni identité entre les producteurs et les consommateurs. D’une part, dans les branches qui fabriquent les moyens de production les travailleurs « ne sont jamais *immédiatement* consommateurs ou acheteurs de cette grande partie de leur propre produit, bien qu’ils paient une part de la valeur de ces produits dans les articles de consommation qu’ils achètent » (TPV, 2, 617). D’autre part, les ouvriers ne sont employés par le capital et ne peuvent donc consommer que dans la mesure où ils créent une plus-value, c’est-à-dire qu’ils produisent une valeur plus grande que celle qu’ils consomment, de sorte que pour eux « l’unité entre production et consommation apparaît comme fausse de prime abord » (TPV, 2, 619). Enfin, [13] certains consommateurs ne sont pas des producteurs, ce qui est en particulier le cas des propriétaires fonciers.

Mais, au-delà, on peut déduire des différentes indications qu’il donne par ailleurs que ce que Marx vise à appréhender à travers cette notion de contradiction production-consommation, c’est essentiellement le fait que le capitalisme est un système de production pour la production, dans lequel la consommation finale de la société, tant celle des producteurs que celles des non-producteurs, ne constitue plus l’objectif principal *assigné* à la production ; avec pour conséquence que « la production ne s’effectue pas en tenant compte des limites existantes de la consommation, mais n’est limitée que par le capital lui-même » (TPV, 2, 620). Ce qui caractérise en effet spécifiquement le capitalisme, c’est que « le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production. La production n’est qu’une production pour le *capital* et non l’inverse » (K, 5, 263) ; et pour ce qui est du capital, le problème c’est de le mettre en valeur et « non de le consommer » (K, 5, 270). Il en résulte que le but assigné à la production n’est pas la consommation de la richesse produite, mais bien plutôt l’accumulation de cette richesse sous une forme abstraite, celle de valeur se valorisant [[5]](#footnote-5).

Le capital se constitue historiquement en se greffant sur un procès de production « naturel » dont la finalité, déterminée par les agents qui le contrôlent, est la création de biens de consommation finale destinés selon le cas à satisfaire les besoins de la société toute entière ou principalement ceux de la classe dominante. La soumission du procès de production social aux rapports de production capitalistes se traduit par un dédoublement de ce procès. Il reste le procès par lequel la société crée ses conditions d’existence, mais il devient également et surtout procès de la valeur-capital (conservation de la valeur-capital dans le temps - le capital doit être reproduit [14] - et mise en valeur). Il peut de ce fait y avoir production pour la production, c’est-à-dire production pour conserver et valoriser le capital, sans limite *a priori* et sans référence immédiate à la consommation.

Le procès de reproduction élargie du capital social  
et le développement de la contradiction  
production-consommation

Avec la reproduction élargie du capital social (conservation de la valeur-capital, mise en valeur et accumulation de tout ou partie des profits réalisés), cette contradiction production-consommation se développe, comme déjà indiqué, en une « contradiction entre le développement irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation ». Les deux moments de la contradiction, le développement « irrésistible » des forces productives d’une part, la limitation de la consommation finale de la société d’autre part, constituent en effet des tendances inhérentes au procès de reproduction élargie du capital social *qui les génère simultanément*.

D’une part, la reproduction élargie du capital social se traduit par une tendance « au développement sans entraves des forces productives et (à 1’) accroissement de la richesse » (TPV, 3, 58). La production s’accroît en valeur et en volume [[6]](#footnote-6) du fait de cette reproduction élargie ainsi que des progrès de la productivité du travail qui se traduisent par un accroissement de la production en volume plus rapide que celui de la production en valeur.

« En étudiant le procès de production, nous avons vu que toute la tendance, tout l’effort de la production capitaliste consiste à accaparer le plus possible de surtravail, donc à matérialiser le plus possible de temps de travail immédiat avec un capital donné, que ce soit par l’allongement du temps de travail ou par le raccourcissement du temps de travail nécessaire en développant la force productive du travail, en employant la coopération, la division du travail, le machinisme, etc., *bref par la production sur une grande échelle, donc la production de masse*» (TPV, 2, 621).

D’autre part, la reproduction élargie du capital qui suppose à la fois la reproduction (conservation) de la valeur-capital, sa mise en valeur et son accumulation, freine la croissance de la consommation finale de la société. La capacité de consommation finale de la société qui conditionne, avec « les proportions respectives des différentes branches » (K, 6, 257), la réalisation des marchandises produites est en effet *doublement contrainte* dans le mode de production capitaliste.

Elle l’est tout d’abord par les « rapports de distribution antagoniques » dominés par la recherche de la mise en valeur du capital au taux [15] maximum qui réduisent la consommation de la classe ouvrière « à un minimum susceptible de varier seulement à l’intérieur de limites plus ou moins étroites » (K, 6, 257).

Marx insiste plus particulièrement sur ce point dans les *Fondements de la critique de l’économie politique*. Il y rappelle tout d’abord que la consommation de la classe ouvrière augmente nécessairement en valeur absolue avec l’accumulation du capital et l’accroissement de la quantité de force de travail employée dans le procès de production social qu’elle induit. Mais il ajoute que la recherche d’une plus-value accrue qui sous-tend le procès d’accumulation développe contradictoirement des tendances à la limitation de la consommation de la classe ouvrière. *L’augmentation du taux de plus-value* que le capital cherche à imposer comme moyen fondamental d’améliorer sa mise en valeur signifie, sous l’hypothèse implicite à l’analyse de Marx selon laquelle les salaires sont intégralement consommés, une réduction de la part de la consommation finale de la classe ouvrière dans les emplois de la valeur nouvelle créée par la dépense de la force de travail sociale. Ceci est en contradiction avec les exigences de la réalisation d’une production croissant en valeur et en volume. Pour la formuler autrement, cette contradiction traduit la *dualité* du travailleur qui est à la fois producteur de plus-value et acheteur de marchandises [[7]](#footnote-7).

La contradiction production-consommation apparaît ainsi comme l’expression/développement de la contradiction valeur-valeur d’usage qui est spécifique au mode de production capitaliste, c’est-à-dire la contradiction valeur-valeur d’usage de la force de travail. La valeur d’usage de la force de travail, c’est sa capacité à produire une valeur supérieure à sa propre valeur, une plus-value. La contradiction valeur-valeur d’usage de la force de travail s’exprime dans le fait que l’affirmation de la valeur d’usage de la force de travail est antagonique de l’affirmation de sa valeur : toutes choses égales par ailleurs, la quantité de plus-value produite par un travailleur est d’autant plus grande que la valeur reconnue à sa force de travail est plus faible. Mais la contraction de la valeur de la force de travail c’est en même temps la contraction de la capacité du travailleur à absorber une partie du produit qu’il crée ; d’où la contradiction production-consommation. [16] L’augmentation du taux de plus-value qui accroît l’écart entre la valeur produite par les travailleurs et leur consommation finale se traduit donc par une accentuation de cette contradiction production-consommation.

La capacité de consommation de la société est également contrainte par la « tendance à l’accumulation, la tendance à agrandir le capital » qui limite la croissance de la consommation finale de la classe capitaliste. Pour Marx, le capitaliste, comme personnification de son capital, a pour raison d’être l’accumulation de la richesse sous sa forme abstraite. Sa consommation finale est seconde par rapport à cet impératif, ce qui n’exclut pas qu’elle puisse prendre un caractère somptuaire [[8]](#footnote-8). La consommation finale de la classe capitaliste ne peut donc suppléer à l’insuffisance de la consommation finale de la classe ouvrière [[9]](#footnote-9). Et Marx souligne à plusieurs reprises que l’hypothèse selon laquelle les capitalistes pourraient consommer eux-mêmes la plus-value pour procurer des débouchés supplémentaires à la section II est contradictoire avec les prémisses du mode de production capitaliste. Il explique ainsi que :

« Faire cette supposition c’est supposer l’inexistence de la production capitaliste et, par suite, l’inexistence du capitalisme lui-même. Car on supprime le capitalisme jusque dans sa base si l’on suppose que le principe moteur est la jouissance, et non l’enrichissement en lui-même » (K, 4, 111).

La question soulevée ici est en fait celle du mode d’évolution de ce que l’on appellera le *taux de capitalisation de la plus-value*, défini comme le [17] rapport de la plus-value accumulée/épargnée sur la plus-value totale produite et réalisée [[10]](#footnote-10). À notre connaissance Marx ne précise nulle part explicitement l’hypothèse qu’il retient concernant le mode d’évolution du taux de capitalisation de la plus-value. Dans la 7ème section du livre I du *Capital* il explique cependant que l’accroissement de la productivité du travail permet d’augmenter la fraction de la plus-value consacrée à l’accumulation du capital sans réduire la consommation finale en volume des capitalistes. Dans le quatrième paragraphe du chapitre 24 où il se propose de recenser les « circonstances qui déterminent l’étendue de l’accumulation » il écrit ainsi que :

« Un autre facteur important de l’accumulation, c’est le degré de productivité du travail social. Étant donné la plus-value, l’abondance du produit net dont elle est la valeur correspond à la productivité du travail mis en œuvre. À mesure donc que le travail développe ses pouvoirs productifs, le produit net comprend plus de moyens de jouissance et d’accumulation. Alors la partie de la plus-value qui se capitalise peut même augmenter aux dépens de l’autre qui constitue le revenu, sans que la consommation du capitaliste en soit resserrée, car désormais une moindre valeur se réalise en une somme supérieure d’utilités » (K, 3, 45).

Cela laisse supposer que dans son esprit l’accumulation intensive du capital (c’est-à-dire l’accumulation du capital avec accroissement de la productivité du travail) va de pair avec une augmentation du taux de capitalisation de la plus-value [[11]](#footnote-11).

La recherche par le capital de sa valorisation maximum et la tendance à l’accumulation qui conduisent respectivement à l’augmentation du taux de plus-value et à celle du taux de capitalisation de la plus-value constituent donc *autant de freins à l’essor de la consommation finale de la société* et, par conséquent, à la réalisation de la valeur et de la plus-value produites. Mais, de ces deux facteurs de limitation de la croissance de la consommation [18] finale de la société, l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value, c’est à l’évidence le premier qui joue, pour Marx, le rôle principal dans la genèse de la surproduction.

Le capital est ainsi confronté à une contradiction inhérente à son procès de reproduction élargie ! D’une part ce procès se traduit par la croissance de la production sociale en valeur et en volume, ce qui suppose au bout du compte que la consommation finale de la société augmente. Mais, d’autre part, en cherchant à élever le taux de plus-value et en s’accumulant, le capital limite l’augmentation de la consommation finale de la société. En allant à l’essentiel : d’une part, le capital ne peut effectuer sa reproduction élargie, ce qui suppose que la production sociale ne soit effectivement vendue à sa valeur totale (avec somme des valeurs égale somme des prix de production), que si la consommation finale de la société s’accroît sans cesse, d’autre part, en effectuant sa reproduction élargie, ce qui suppose sa mise en valeur par l’exploitation du travail et l’accumulation, le capital limite la croissance de la consommation finale de la société.

Marx ajoute que le capital tente bien de trouver une solution à cette contradiction dans « l’extension du champ extérieur de la production » (K, 6, 258). Mais cette solution n’est au mieux qu’un palliatif qui ne peut empêcher que « plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation » (K, 6, 258). En d’autres termes, « la fin du capital étant la production du profit et non la satisfaction des besoins, le capital n’atteignant ce but que par des méthodes qui adaptent la masse de sa production à l’échelle de production et non inversement, il doit nécessairement y avoir sans cesse discordance entre les dimensions restreintes de la consommation sur la base capitaliste et une production qui sans cesse tend à franchir cette barrière qui lui est immanente » (K, 6, 269).

La contradiction production-consommation  
et la genèse des crises de surproduction

La contradiction qui se développe ainsi avec le procès de reproduction élargie du capital social entre la tendance à l’accroissement de la production et la limitation de la consommation finale de la société se traduit concrètement par l’impossibilité de réaliser la totalité des marchandises produites à des prix correspondant aux valeurs (aux prix de production). D’où la crise.

- « La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de production du capital : produire à la mesure des forces productives (c’est- à-dire selon la possibilité qu’on a d’exploiter la plus grande masse possible de travail avec une masse donnée de capital) sans tenir compte des limites [19] existantes du marché ou des besoins solvables, et en y procédant par un élargissement constant de la reproduction et de l’accumulation donc par une reconversion constante de revenu en capital, tandis que d’autre part la masse des producteurs demeure et doit nécessairement demeurer limitée à un niveau moyen de besoins de par la nature de la production capitaliste » (TPV, 2, 637).

- « Mais le fait qu’elle (la production capitaliste GR) soit obligée, par ses propres lois immanentes, d’une part, de développer les forces productives comme si elle n’était pas une production sur une base sociale étroite, et d’autre part, qu’elle ne puisse à son tour se développer que dans les limites de cette étroitesse, est la raison la plus profonde et la plus secrète des crises, des contradictions qui éclatent en son sein » (TPV, 3, 95).

Marx ne présente cependant pas un exposé synthétique du cheminement par lequel la contradiction production-consommation peut déboucher sur une situation de surproduction et de là sur une crise. Son analyse doit être reconstituée à partir des différents éléments d’analyse qu’il fournit pour cela dans les *Théories sur la plus-value*, le *Capital* et les *Fondements de la critique de l’économie politique*.

On distinguera entre le mécanisme général de genèse de la surproduction dans la section II et les processus concrets qui conduisent à la crise.

La contradiction production-consommation  
et le mécanisme général de genèse de la surproduction  
dans la section II

L’analyse de Marx s’appuie sur la thèse formulée à différentes reprises dans Le Capital selon laquelle l’accroissement de la productivité du travail est associé à une augmentation de la production en volume [[12]](#footnote-12).

Il suppose en fait que l’accroissement de la productivité du travail associé à l’accumulation du capital qui se produit au cours de la phase d’expansion du cycle se traduit dans la section II par une *croissance de la production globale en volume qui s’effectue à un rythme au moins égal à celui de la productivité du travail total* [[13]](#footnote-13).

[20]

« La même chose se produit pour la force productive. De toute nécessité, le capital s’efforce d’une part de l’accroître à l’extrême, afin d’augmenter le temps de surtravail relatif ; d’autre part, de diminuer à cet effet le temps de travail nécessaire, c’est-à-dire la faculté d’échange de l’ouvrier (...). *Cependant, la masse des produits augmente dans la même proportion que la force productive* (...). Mais, à mesure qu’augmente la masse des produits, augmente aussi la difficulté de valoriser le temps de travail contenu en eux, parce que les efforts exigés de la consommation augmentent » (F, 1, 380).

La pleine réalisation des biens de consommation produits par la section II [[14]](#footnote-14) suppose donc que la consommation finale réelle (en volume) de la société (somme de la consommation finale des salariés et de celle des capitalistes) progresse à un rythme au moins identique à celui auquel s’accroît la productivité du travail total dans cette section. Or, l’augmentation du taux de plus-value que l’accroissement de la productivité du travail total rend possible ne se produit effectivement que si le salaire réel augmente à un rythme *inférieur* à celui de la productivité du travail total dans la section II et donc, compte tenu de l’hypothèse retenue par Marx, à celui de la production globale en volume dans cette section. De même, l’augmentation du taux de capitalisation de la plus-value permise par l’accroissement de la productivité du travail suppose que la consommation finale réelle de la classe capitaliste s’accroisse à un rythme inférieur à celui de la productivité du travail total dans la section II et donc à celui de la production globale en volume de cette section. L’augmentation du taux de plus-value et du taux de capitalisation de la plus-value en phase d’essor de l’accumulation (en supposant qu’il en soit bien ainsi) doit donc aboutir à ce que la production globale en volume de la section II augmente à un rythme inférieur à celui de la consommation finale réelle de la société [[15]](#footnote-15). Au niveau d’abstraction où se situe l’analyse marxienne de la contradiction production-consommation comme cause fondamentale des crises, celui d’un mode de production capitaliste conforme à sa moyenne idéale [[16]](#footnote-16), cela doit déboucher à [21] terme sur une situation de surproduction où la pleine réalisation des marchandises produites dans la section II ne peut plus être assurée.

« La marchandise doit être nécessairement transformée en argent. La demande des ouvriers ne saurait suffire puisque le profit provient justement du fait que la demande des ouvriers est inférieure à la valeur de leur produit et qu’il est d’autant plus grand que cette demande est relativement moindre. La demande des capitalistes entre eux ne saurait pas suffire davantage. La surproduction ne provoque pas une baisse *permanente* du profit, mais elle est *périodique* en permanence. Une sous-production lui succède, etc. La surproduction provient justement du fait que la masse du peuple ne peut jamais consommer davantage que la quantité moyenne des biens de première nécessité, *que sa consommation n 'augmente donc pas au rythme de l’augmentation de la productivité du travail*» (TPV, 2, 659-660, souligné par nous G. R.).

Dans un premier temps la contradiction production-consommation trouve cependant une solution dans le développement de l’accumulation en capital constant et l’accroissement correspondant de la production des moyens de production (ce qui fonde par ailleurs l’augmentation de la composition organique du capital). Les capitalistes se créent alors mutuellement des débouchés.

En accumulant en capital constant, les capitalistes de la section II créent des débouchés accrus à ceux de la section I. Ces derniers qui doivent augmenter leur production, à la fois pour répondre à la demande accrue de moyens de production de la section II et à celle de leur propre section (production de moyens de production destinés à être utilisés dans la section I), embauchent de nouveaux travailleurs, ce qui augmente la masse salariale et élargit les débouchés de la section II. Par ailleurs, la consommation finale des capitalistes s’accroît en valeur absolue, malgré la tendance à l’augmentation du taux de capitalisation de la plus-value, par suite de la croissance de la quantité de plus-value produite, ce qui contribue aussi à élargir les débouchés de la section II. Élargissement auquel contribue encore la hausse des salaires favorisée par la contraction progressive de l’armée industrielle de réserve qu’induit l’essor de l’accumulation dans les deux sections. Cet élargissement des débouchés de la section II que provoque ainsi l’essor de l’accumulation du capital justifie à son tour la poursuite de l’accumulation dans cette section.

L’essor de l’accumulation sous la forme prédominante d’une accumulation en capital constant suscite ainsi un processus d’auto-entretien de la reproduction élargie dans la section II (et dans la section I) qui se caractérise non seulement par un accroissement de la production en volume lié à [22] l’accroissement de la productivité du travail, mais aussi par *un accroissement de la production en valeur* lié à l’élargissement des débouchés en valeur que provoque le procès d’accumulation lui même (augmentation du nombre de travailleurs employés à l’échelle sociale, hausse des salaires, augmentation de la consommation finale financée par une plus-value sociale croissante,...).

Mais cette solution de la contradiction production-consommation n’est que provisoire. Pour Marx, la possibilité d’accroître la production des moyens de production (accumulation privilégiée en capital constant) dépend au bout du compte de la croissance de la consommation finale de la société ; la production de capital constant étant conditionnée en dernière instance par la consommation productive qui en est faite dans la section II.

« Les dépenses des capitalistes augmentent en même temps que leurs revenus ; en outre, (...) une circulation continuelle se fait entre capital constant et capital constant (même si l’on ne tient pas compte de l’accumulation accélérée) ; cette circulation est d’abord indépendante de la consommation individuelle, dans la mesure où elle n’y entre pas : néanmoins, elle est définitivement limitée par cette dernière, parce que la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu’il s’en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle » (K, 6, 314).

En résumé, l’explication marxienne des crises par la contradiction production-consommation repose donc sur l’hypothèse selon laquelle l’essor de l’accumulation se traduit dans la section II par une augmentation de la production globale en volume à un rythme au moins égal à celui de l’accroissement de la productivité du travail total ainsi qu’à une augmentation de la production globale en valeur. Dans ce contexte spécifique, l’élévation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value qui freinent l’augmentation de la consommation finale de la société créent les conditions d’un désajustement à terme sur les marchés de la section II entre l’offre et la demande globales de biens de consommation, pour des prix correspondant aux valeurs (prix de production), avec excèdent de l’offre sur la demande.

Les processus concrets d’apparition  
de la surproduction dans la section II

Dans les *Théories sur la plus-value* Marx explique que la surproduction qui doit ainsi apparaître dans la section II du fait de la contradiction production-consommation se manifeste tout d’abord dans les branches qui produisent ce qu’il appelle les « articles de consommation pilotes ».

Il désigne ainsi des biens de consommation qui présentent une double caractéristique.

[23]

*D’une part*, il s’agit de biens de consommation « qui ne peuvent être produits qu’en masse et industriellement (même dans l’agriculture) » (TPV, 2, 631). C’est plus particulièrement dans les branches correspondant à ces biens de consommation pilotes que la production capitaliste « peut lâcher les rênes » (TPV, 2, 634).

*D’autre part*, il s’agit « d’articles *commerciaux* pilotes », c’est-à-dire, c’est du moins ainsi que nous l’interprétons, des biens qui occupent une place prépondérante dans les échanges que réalise le secteur capitaliste.

Ces articles de consommation pilotes entrent dans la norme de consommation ouvrière [[17]](#footnote-17). Il correspondent à des biens de consommation nécessaires (les « biens de première nécessité » dont Marx parle à plusieurs reprises) auxquels la consommation de la « masse des producteurs se trouve plus ou moins réduite » (TPV, 2, 629). Ce sont à l’évidence, dans l’esprit de Marx, ceux des biens de consommation entrant dans la norme de consommation ouvrière et produits par le secteur capitaliste qui occupent la place relative la plus importante dans cette norme. Marx prend en effet systématiquement comme exemple de ces articles de consommation pilotes les textiles, et en particulier les cotonnades, dont l’étude de M. Singer-Kerel (1961) sur la structure de la consommation des ménages ouvriers au XIXe siècle montre qu’ils occupent, dans la deuxième moitié de ce siècle, une place relative prépondérante dans les biens de consommation de la classe ouvrière produits par le secteur capitaliste [[18]](#footnote-18).

Mais ces articles de consommation pilotes entrent également, avec des spécificités, dans la consommation finale qui est financée par prélèvement sur la plus-value produite par les travailleurs productifs (consommation finale des capitalistes, des rentiers et des travailleurs improductifs). Marx précise en effet que si « une grande partie des produits qui entrent dans la consommation des capitalistes et *land lords* n’entrent pas dans la consommation des ouvriers », par contre « presque (tous) - *in fact* plus ou moins tous les produits qui entrent dans la consommation des ouvriers - entrent aussi dans celle des land lords et capitalistes, y compris leurs serviteurs parasites, chiens et chats » (TPV, 2, 676).

[24]

Compte tenu de la place qu’occupent ces biens de consommation pilotes dans la consommation ouvrière et dans la consommation financée par la plus-value, c’est dans les branches qui les produisent que la surproduction, résultant d’une croissance de la consommation finale de la société (et en particulier de la classe ouvrière) insuffisante relativement à celle de la production globale en valeur, doit tout d’abord apparaître.

Ces articles de consommation pilotes sont en effet, plus que tous les autres biens, ceux pour lesquels il y a développement d’une production de masse, alors même que la reproduction élargie du capital social, avec l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus- value, freine la croissance de leur consommation. Ce sont donc ceux pour lesquels s’applique plus spécifiquement l’observation de Marx citée précédemment selon laquelle : « c’est le développement absolu des forces productives et, partant, la production de masse sur la base, d’une part, de la masse de produits englobée dans le cercle des *necessaries*, d’autre part, de la limite constituée par le profit du capital qui constituent la base de la surproduction moderne » (TPV, 2, 630).

C’est dans les branches qui produisent ces biens de consommation pilotes que se manifeste ce que Marx appelle la « surproduction *active* », c’est-à-dire la surproduction qui, d’une part, résulte directement du développement de la contradiction production-consommation, et qui, d’autre part, est à l’origine de la surproduction dans les autres branches.

La surproduction apparue initialement dans les articles de consommation pilotes *se transforme ensuite en surproduction générale*. La surproduction active dans les branches qui produisent ces biens de consommation pilotes se communique aux autres branches où se manifeste ainsi ce que Marx appelle une surproduction « passive » ou « relative », ces qualificatifs servant à exprimer que cette surproduction est le résultat de la surproduction dans les articles commerciaux pilotes.

« Dans les moments de surproduction générale, dans certaines sphères, la surproduction n’est toujours que le résultat, la conséquence de la surproduction dans les articles commerciaux pilotes : [elle n’est] toujours que relative ; surproduction parce qu’il existe une surproduction dans d’autres sphères » (TPV, 2, 631).

- *D’une part*, la surproduction dans les branches des articles de consommation pilotes s’y traduit par une « perturbation du procès de reproduction » et le licenciement de certains travailleurs, ce qui influe défavorablement sur l’évolution de la masse salariale et de la demande globale de biens de consommation (les biens de consommation pilotes et les autres). La surproduction s’étend ainsi à l’intérieur même de la section II des biens de consommation pilotes aux autres.

- *D’autre part*, la surproduction dans les branches des articles de consommation pilotes induit une surproduction dans les branches de la section I [25] qui leur fournissent des moyens de production fixes et circulants [[19]](#footnote-19). La perturbation du procès de reproduction dans ces branches de la section I qui en résulte s’y traduit par une baisse du taux d’accumulation [[20]](#footnote-20), des licenciements et une contraction des revenus distribués (salaires et revenus correspondant au partage de la plus-value) qui aggravent à leur tour les problèmes de débouchés dans les branches produisant les biens de consommation pilotes ainsi que dans les autres branches de la section II.

- Enfin, après avoir expliqué que la surproduction active dans les branches qui produisent les articles de consommation pilotes doit nécessairement se traduire par une surproduction passive/relative dans les branches de la section I qui leur fournissent des moyens de production fixes et circulants, Marx ajoute que la surproduction dans ces branches de la section I peut cependant *aller au-delà de cette seule surproduction relative*, de sorte qu’une « surproduction ait eu lieu dans le cadre de la surproduction ». La raison en est que la production des moyens de production se guide non pas sur le niveau actuel de la demande des biens finals que ces moyens de production servent à produire, mais sur le *rythme auquel* *s’accroît* la demande et donc la production de ces biens finals. Il explique ainsi que :

« Par ex., bien qu’il faille nécessairement avoir produit autant de charbon qu’il en faut pour faire marcher toutes les industries dans lesquelles le charbon entre en tant que condition de production nécessaire, donc que la surproduction de charbon soit impliquée dans celle de fer, de filés, etc. [26] (encore que la charbon n’ait été produit que de façon proportionnée à la production de fer et de filés), il se peut aussi qu’on ait produit plus de charbon que n’en requerrait la surproduction [dans la sphère] du fer, des filés, etc. Cela n’est pas seulement possible, c’est même *très vraisemblable*. Car la production de charbon et de filés et de toute autre sphère de production, qui n’est que la condition ou la phase préliminaire du produit qu’il s’agit de finir dans une autre sphère, *ne se guide pas sur la demande immédiate*, sur la production ou la reproduction immédiate, *mais sur le degré, la mesure, le rapport (proportion) dans lesquels celles-ci continuent de s’étendre*. Et que dans ce calcul on puisse dépasser le but cela va de soi » (TPV, 2, 632- 633, SNGR).

La surproduction dans les biens de consommation pilotes suscite ainsi, de proche en proche, une surproduction générale frappant la section II et la section I.

Après avoir montré comment une surproduction limitée à la seule branche de production des calicots de coton peut se traduire par des perturbations du procès de reproduction pour les « fileurs, marchands (ou planteurs) de coton, mécaniciens, (producteurs de broches et métiers à tisser), producteurs d’acier et de charbon, etc. » (TPV, 2, 624), Marx ajoute ainsi que : « si on se trouve en présence d’une surproduction, non seulement de calicots, mais encore de lin, soies et lainages, on comprend comment une surproduction de ces articles peu nombreux, mais pilotes provoquera une surproduction (relative) plus ou moins générale sur tout le marché » (TPV, 2, 623).

Conclusion

En résumé, qu’il la présente comme « la raison ultime de toute véritable crise » (K, 5, 144), ou comme la « base de la surproduction » (TPV, 2, 628), la contradiction production-consommation telle qu’elle s’exprime dans le cadre du procès de reproduction élargie du capital conduit donc nécessairement, selon Marx, à la surproduction et aux crises.

L’analyse de Marx soulève cependant au moins deux questions qui appellent des développements complémentaires.

1. La question de l’augmentation de la production  
en volume dans la section Il en proportion  
de l’accroissement de la productivité du travail

L’hypothèse de Marx selon laquelle l’accroissement de la productivité du travail associé à l’accumulation du capital se traduit dans la section II par une augmentation de la production globale en volume à un rythme comparable à celui de la productivité du travail est essentielle à son explication [27] des crises par la contradiction production-consommation. C’est en effet la condition pour que l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisations de la plus-value se traduisent par une augmentation de la consommation finale de la société à un rythme inférieur à celui de la production de la section II [[21]](#footnote-21). Cela justifie de s’interroger sur les fondements analytiques de cette hypothèse.

De nombreux auteurs marxistes contemporains reprennent plus ou moins explicitement le thèse d’une relation entre le rythme de croissance de la productivité du travail total et celui de la production en volume, et en particulier dans les branches des biens de consommation, en phase d’essor de l’accumulation.

Pour la plupart d’entre eux, cette relation a une base essentiellement technique, les économies d’échelle constituent l’un des facteurs de l’accroissement de la productivité du travail. C’est par exemple le cas de E. Mandel qui considère que dans les conditions des forces productives du machinisme « il est impossible de réduire la valeur unitaire des biens de consommation (ce qui est la base de l’augmentation de la plus-value relative) sans en augmenter considérablement la masse totale » (1978, 190).

On ne peut cependant réduire la relation ainsi admise entre le rythme d’accroissement de la productivité du travail total et celui de la production en volume à une détermination purement « technique », sans nier ni sous- estimer cependant cette dernière. Cette relation, du moins en phase d’essor cyclique de l’accumulation, doit également être mise en rapport avec les déterminants économiques de l’accroissement de la productivité du travail analysés par Marx, et en particulier la recherche par les capitaux indépendants de surprofits liés à l’existence de différences de niveau de productivité du travail entre entreprises d’une même branche.

On sait qu’une entreprise peut réaliser des surprofits en innovant de manière à accroître sa productivité et abaisser son coût de production unitaire en dessous du coût de production unitaire moyen de la branche. Pour un surprofit unitaire donné, le surprofit global réalisé par l’entreprise innovatrice dépend du volume de ses ventes. Si, comme le suppose Marx dans l’exposé de son analyse de la plus-value extra, l’augmentation du volume de ses ventes passe par une certaine baisse de son prix, ce qui réduit le montant du surprofit unitaire, l’entreprise innovatrice qui cherche à maximiser son profit doit alors arbitrer entre le niveau de son profit unitaire et le volume de ses ventes. On peut penser que la manière dont elle effectue cet arbitrage est conditionnée par le contexte dans lequel elle [28] opère, et en particulier par la manière dont évolue alors la demande qui s’adresse à sa branche. Dans un contexte de stagnation de cette demande il est concevable que l’entreprise innovatrice, et dans la mesure où cela est matériellement possible, mettra l’accent sur le surprofit unitaire relativement au volume des ventes, dissociant ainsi l’accroissement de la productivité du travail et l’évolution de la production en volume (E. Varga, 1976). Inversement, dans un contexte d’expansion de la demande elle cherchera à accroître sa production et ses ventes. D’autant que dans un tel contexte d’expansion de la demande la baisse de son prix d’offre par rapport au prix de marché préexistant que l’entreprise innovatrice devra consentir pour détourner vers elle un supplément de demande pourra être réduite. Cela signifie que dans le contexte de la phase d’expansion d’un cycle Juglar qui est généralement caractérisée par une croissance de la demande (globale en valeur) des biens de consommation, les entreprises innovatrices de la section II qui cherchent à maximiser leurs profits seront naturellement incitées à conjuguer l’accroissement de la productivité du travail et l’augmentation de leur production (en volume et en valeur).

2. La question du mode d’évolution du taux de plus-value  
et du taux de capitalisation de la plus-value  
en phase d’essor cyclique de l’accumulation du capital

On peut prolonger l’analyse de Marx sur ce point en faisant une hypothèse concernant le mode d’évolution du taux de plus-value et du taux de capitalisation de la plus-value au cours de la phase d’expansion du cycle Juglar.

Dans la mesure où l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value dépendent pour partie de l’accroissement de la productivité du travail, on peut supposer qu’elles ne s’effectuent pas de manière uniforme au cours de la phase d’expansion du cycle, et qu’elles ne prennent une ampleur significative qu’au terme du délai nécessaire pour réaliser dans la section II une certaine accumulation intensive du capital qui est à la base de l’accroissement de la productivité.

Dans cette hypothèse la croissance de la demande de biens de consommation au cours de la phase d’expansion du cycle Juglar s’effectuera en deux temps.

Une première période au cours de laquelle l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value sont encore relativement limitées, alors que l’essor de l’accumulation du capital et la croissance de la production suscitent l’embauche de nouveaux salariés. Cette première phase est donc caractérisée par une croissance de la demande de biens de consommation soutenue principalement par l’élévation du niveau de l’emploi.

[29]

La croissance de la demande de biens de consommation au cours de cette première période conditionne les décisions d’accumulation du capital prises alors par les entreprises de la section II ; décisions dont dépend l’évolution des capacités de production et de la production globale en valeur de la section II dans la suite de la phase d’expansion du cycle.

Mais l’essor de l’accumulation aboutit, au bout d’un délai qui peut varier d’une phase d’expansion du cycle à l’autre, à la conjonction de deux processus : d’une part, un ralentissement du rythme de croissance de l’emploi car la hausse des salaires, favorisée par la réduction progressive du nombre de chômeurs et la tension progressive du marché du travail qui en résulte, constitue une incitation à l’accentuation de l’augmentation de la composition organique du capital qui freine la croissance de la demande de force de travail (P. Boccara, 1987) ; d’autre part, une accentuation de l’augmentation du taux de plus-value et de celle du taux de capitalisation de la plus-value. Il en résulte un freinage de la croissance de la demande de biens de consommation. De ce fait, celle-ci ne permet plus de valider les engagements antérieurs de capitaux dans la section II qui avaient été effectués sur la base d’une perspective d’évolution de la demande de biens de consommation qui n’est plus vérifiée du fait même des conséquences de l’accumulation du capital qui a été réalisée.

Dans la mesure où la reproduction élargie du capital dans la section II au cours de la phase d’expansion du cycle associe l’augmentation de la production à l’accroissement de la productivité, l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value que l’accroissement de la productivité du travail social rend possibles influent donc dans le sens d’un désajustement entre l’évolution de la production (ou de la capacité de production) des biens de consommation et celle de leur demande, et donc dans le sens de l’apparition d’une surproduction. Ce désajustement aura une probabilité d’autant plus grande de se produire que l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value seront plus brutales, et donc que le freinage de la croissance, voire la contraction, de la demande de biens de consommation qui en résultera sera plus marqué.

Bibliographie

Aglietta M., 1982, *Régulation et crise du Capitalisme*, Calmann Lévy, 2ème édition, Paris.

Aglietta M., Brender A., 1984, *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, Paris.

Boccara P., 1987, « Les cycles longs et la longue phase de difficultés en cours. *Population et finances*», *Issues*, n° 29.

[30]

Emmanuel A., 1974, *Le profit et les crises*, Éditions Maspero, Paris.

Lipietz A., 1979, *Crise et inflation, pourquoi ?*, Éditions Maspero, Paris.

Mandel E. 1978, *La Crise, 1974-1978,* Flammarion, Paris.

Marx K., [*Le Capital*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.cap2)*,* Editions Sociales, Tomes 1 à 8, Paris, 1970.

Marx K., *Fondements de la critique de l’Économie politique.* Editions Anthropos, Tomes I et II, Paris, 1968.

Marx K., *Théories sur la plus-value,* Tome 1 à 3, Editions Sociales, Paris, 1974.

Marx K., [*Contribution à la critique de l'économie politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.con). Éditions Sociales, Paris, 1977.

Marx K., Engels F., *La Crise,* Recueil de textes sur la crise, 10/18, UGE, 1978.

Rasselet G., 1990, *Le procès de reproduction élargie du capital social et les crises de surproduction*. Thèse de doctorat d’État, Université de Reims.

Rasselet G., 1993, « Contradictions de la reproduction élargie du capital social, régulation et articulation du cycle quasi-décennal Juglar et du “ cycle long ” Kondratieff », *Économies et Sociétés,* F33, n° 7-8.

Rasselet G., 1993, « Mode dominant d’accumulation intensive du capital et tendance à l’augmentation de la composition organique du capital », *Les cahiers du CERAS,* n° 9, février 1993, pp. 2 à 63.

Singer-Kerel J., 1963, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954,* Librairie A. Colin, Paris.

Varga E., 1976, *La crise économique, sociale et politique.* Éditions Sociales, Paris, 1935, Réédition 1976.

Vilar P., *Croissance économique et analyse historique*, Première conférence internationale d’histoire économique. Mouton, 1960.

[31]

**Approfondissements et renouvellements**

“Au-delà de Marx :  
pour des analyses systémiques,  
ouvertes à la créativité  
d’une nouvelle régulation,  
en économie et en anthroponomie.”

Paul BOCCARA

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les aspirations à la construction d’une société de progrès de la civilisation - face à l’effondrement des constructions étatistes se réclamant du socialisme et surtout à la profondeur de la crise contemporaine de la société capitaliste - font ressentir cruellement l’insuffisance des théorisations sociales correspondantes.

Afin d’aller de nos jours au-delà de Marx, mais sans régresser par rapport à ses avancées, on peut en effet partir d’une contradiction interne profonde de sa démarche théorique : d’un côté, il entend contribuer à une transformation pratique radicale de la société contemporaine, de portée révolutionnaire, mais d’un autre côté, ses analyses théoriques critiques les plus élaborées et approfondies ne proposent presque rien de précis comme construction sociale nouvelle possible.

Bien sûr, cette situation résulte d’un effort explicite visant à dépasser, entre autres, pour reprendre les expressions du *Manifeste du Parti communiste* de 1847-48, les « systèmes » du socialisme et du communisme « critico-utopiques » [[22]](#footnote-22), comme les conceptions spéculatives de la « critique » socialiste néo-hégélienne critiquées dans la [*Sainte Famille*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.sai) de 1844-45.

Mais aussi, l’enfoncement, à cette fin, de Marx dans la critique de l’économie politique classique, surtout avec *Le Capital*, afin de dégager des « *lois..., des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité* [32] *de fer ...la loi économique du mouvement de la société moderne*» (selon la formule du Livre 1er de 1867) n’a pu encore aboutir à un dépassement véritable, sinon des constructions spéculatives, du moins des propositions utopistes. En effet, il se cantonne, de la sorte, dans une large mesure à leur « négation » par une élaboration critique positive. Celle-ci concernait le mouvement de la réalité existante (encore trop réduite à l’économie d’ailleurs), dans un processus théorique chargé, seulement, de potentiels de dépassements possibles ultérieurs (tout en valorisant les luttes pratiques), étant donné d’ailleurs l’immaturité des conditions sociales historiques elles- mêmes.

Néanmoins, la contradiction entre la non-prédétermination (critiquant Hegel), renvoyant aux luttes vivantes, et la détermination par « l’être » objectif du prolétariat de son devenir (à la Hegel) est déjà présente dès le tout début de l’œuvre de Marx, sans être elle aussi pour autant dépassée, comme on le voit dans la *Sainte Famille* [[23]](#footnote-23).

Nous allons, au contraire, présenter des élaborations récentes (retravaillées depuis plus de trente ans), prétendant initier des dépassements proprement dits des contradictions utopistes et une créativité de propositions de constructions sociales possibles. Ces propositions se voudraient ni prédéterminées de façon scientiste, ni spéculatives, dans des conditions sociales et de luttes qui pourraient désormais ne pas être immatures pour ces transformations. Cette créativité subjective chercherait, en effet, à tenir compte rigoureusement des conditionnements matériels et sociaux en mouvement, liés aux débuts de la révolution informationnelle et à la crise systémique à laquelle ils contribuent, en relation avec les leçons des échecs relatifs des efforts de transformations tentés depuis Marx et surtout avec les luttes en cours. Mais, bien sûr, la viabilité des propositions en question, limitée à un certain nombre de grandes lignes, n’est pas assurée.

Pour reprendre l’image du renversement de la conception idéaliste qui marche sur la tête, il ne s’agirait plus, une fois remise sur pieds, de façon matérialiste, que l’expression de la tête ne soit pas décisive (sans être monstrueusement coupée, d’un corps lui-même en transformation). Et le dépassement des conceptions, soit de la prédétermination, soit de l’arbitraire des transformations sociales, renverrait à une théorie systémique ouverte à la créativité. Cette ouverture pourrait provenir de la définition d’un système de transformation comme situé entre deux systèmes hétérogènes (comme celui de la reproduction matérielle sociale, entre la nature extérieure et la nature humaine historiques). Elle proviendrait aussi de l’interconditionnement, dans les sociétés humaines, des systèmes économiques [33] de la reproduction matérielle sociale et des systèmes anthroponomiques de la régénération humaine sociale.

Aussi, avant de présenter quelques propositions de construction sociale possible, se référant à une mixité radicalement nouvelle, commençant à dépasser la société capitaliste, aux plans économique et anthroponomiques, il convient de préciser quelque peu ces élaborations systémiques. Pour commencer, on peut revenir brièvement sur l’effort de théorisation systémique de Marx, et sur les modalités de son ouverture à la créativité sociale effective à travers une certaine mise en perspective historique.

Du refoulement de la théorie systémique  
de Marx à son ouverture

On peut rapidement évoquer, pour ainsi s’exprimer, la négation par Marx de ses prédécesseurs, la négation de Marx lui-même par ses successeurs dits « marxistes » et la négation de cette dernière négation à laquelle nous voudrions contribuer.

Négation par Marx de ses prédécesseurs  
et début de dépassement majorant une analyse systémique  
de l’économie capitaliste ou les luttes sociopolitiques

Les premiers travaux de Marx vont essentiellement concerner - comme on le sait - des analyses critiques de la philosophie allemande hégélienne et néo-hégélienne. Elles passent tout particulièrement par la critique de la critique de Hegel par Feuerbach qui lui semble insuffisante, dans la mesure où, tout en insistant à juste titre sur les hommes réels sensibles et leur activité subjective, elle ne considère pas assez la politique [[24]](#footnote-24) et encore moins l’activité productive de l’économie.

Précisément pour dépasser le « communisme grossier » (borné à la suppression de la propriété privée) et le socialisme spéculatif philosophique ou utopiste, Marx va surtout élaborer la critique de l’économie politique en une analyse systémique de l’économie capitaliste.

Cependant, l’écrasante majorité des « marxistes » néglige, encore de nos jours, les dépassements proprement systémiques de Marx, pour se représenter ses conceptions à travers des éléments empruntés par lui à ses prédécesseurs classiques, ou pour ainsi dire en restant sur les « entrées » de son système d’élaboration critique ou de transformation théorique en économie.

[34]

On peut évoquer trois questions décisives liées entre elles. Tout d’abord, les concepts de « forces productives », de « structure économique » (renvoyant aux « rapports entre les... classes »), et même de « superstructure », censés exprimer la conception fondamentale de Marx et du « marxisme » (d’après sa préface de 1859 à la *Contribution à la critique de l’économie politique*), sont repris du théoricien néo-ricardien Richard Jones, que Marx cite sur ces points par ailleurs [[25]](#footnote-25). Au contraire, dans *Le Capital*, Marx va d’abord déglobaliser l’analyse des forces productives par celle de la révolution industrielle (de la machine-outil remplaçant la main), et ainsi, en fait, du type de progression capitaliste de la productivité du travail total (vivant et mort incorporé dans les machines). Il démultiplie aussi l’analyse des différents rapports de la « reproduction », de production, de circulation, de répartition et de consommation. Et surtout, il va insister sur la troisième composante d’un système de transformation (outre la structure et l’opération typées) la régulation passant par des régulateurs (comme le taux de profit).

Ensuite, du « *pons asini*» de l’économie politique classique sur la tendance à la baisse du taux de profit (selon sa propre expression), il va 3 passer à la « suraccumulation » du capital (excès d’accumulation par rapport au profit possible). Cette suraccumulation et ses « solutions » (mises en sommeil du capital, destruction de capital, mise en valeur à un taux réduit) expriment une régulation par crises. D’ailleurs, à l’opposé de Ricardo, il a développé dans l’analyse des marchandises la distinction entre valeur (renvoyant au travail moyen socialement nécessaire régulateur) et valeurs d’échanges (ou rapports concrets d’échanges entre valeurs d’usage différentes sur le marché), qui se manifeste tout particulièrement dans ces crises.

Si cette analyse de la régulation par crises est grosse de potentiels de développements systémiques [[26]](#footnote-26), d’énormes lacunes ou béances de Marx vont sans doute contribuer au non-développement de ces potentiels chez ses successeurs. Ces lacunes ou béances, en chaîne, concernent explicitement l’analyse de la réalité économique *phénoménale* de la concurrence concrète [[27]](#footnote-27) et donc de la gestion et de ses critères ou régulateurs subjectifs, [35] mais aussi implicitement celle des transformations économiques systémiques. Elle concerne surtout l’analyse systémique de ce que nous appelons la régénération des êtres humains de l'*anthroponomie*, vers laquelle il tend expressément pourtant dès sa critique de la philosophie néo-hégélienne, puis dans le *Capital* et enfin dans ses derniers travaux [[28]](#footnote-28). Et, la transformation de ses conceptions politiques, insistant à partir de 1871-1872, à l’opposé en fait de la dictature du prolétariat, sur le fédéralisme et sur les voies pacifiques de la révolution, comme aussi les aboutissements de son élaboration économique, débouchant sur la régulation phénoménale, accusaient les exigences se rapportant à tous ces manques décisifs, économiques et anthroponomiques, pour un dépassement véritable des utopistes, par une créativité subjective de propositions de construction sociale révolutionnaire.

Négation de Marx par ses successeurs dits « marxistes » :  
réduction théorique et amplification du champ pratique.  
Négation de cette négation

Les successeurs de Marx dits « marxistes », loin de poursuivre simplement son œuvre ou de la nier mais par de véritables dépassements, vont tendre à plus ou moins gravement l’amputer et à régresser au plan théorique, d’une part. Mais, d’autre part, ils vont élargir le champ factuel et technique, ou plus exactement d’articulation de la théorie à la pratique, en rendant de la sorte encore plus dommageables les régressions et plus impérieux les besoins de dépassements effectifs.

Ainsi, *au plan économique*, on peut citer :

- les études sur les crises et aussi sur le stade nouveau du capitalisme, dit du capital financier, ou impérialiste ou monopoliste jusqu’au capitalisme monopoliste d’État (de M. Tougan-Baranowsky, R. Hilferding, R. Luxemburg, O. Bauer, V. Lénine, N. Boukharine, etc.) ;

- les études sur les cycles de longue période (de Herphan alias Parvus, Vangelderen, de Wolff, Kondratieff) ;

- les études sur la planification (de Léontief, Lange, Kantorovitch, Kornai, etc.).

Au plan *anthroponomique*, on peut citer :

- les études sur la parenté (d’Engels, Makarius, etc.) ; sur les générations (de K. Mannheim, etc.), et les études dites freudo-marxistes (de Reich, Fromm, Marcuse, Mendel, etc.), ou encore les travaux des féministes marxistes (S. Firestone, etc.) ;

- les études sur l’utopie, l’idéologie, la réification (de Mannheim, Lukacs, E. Bloch, etc.) ;

[36]

- les études sur l’État et la stratégie politique (d’Engels, Kautsky, Lénine, van der Velde, Adler, Gramsci, Mao Zedong), sur les conseils ouvriers, l’autogestion (de A. Kollontai, M. Adler, A. Pannekoek, A. Gramsci, E. Kardelj, etc.).

Il faudrait aussi considérer le besoin d’intégrer et de dépasser la production théorique formidable sur ces thèmes et leur environnement, dans le cadre de systèmes de références non marxistes, de la gestion à l’ethnologie.

Les régressions théoriques par rapport aux avancées de Marx - tandis que l’occupation de nouveaux champs fait monter l’exigence d’aller au-delà de ces avancées - se rapporteraient principalement à la négligence de l’analyse de la régulation, passant par les crises de suraccumulation du capital et du type capitaliste de progression de la productivité, au plan économique. Au plan anthroponomique, les régressions théoriques se rapporteraient principalement à la négligence de la double transformation (en fait économique et anthroponomique) évoquée par Marx dans ses travaux de jeunesse [[29]](#footnote-29), puis dans *Le Capital* quand il y pose : « En même temps qu’il (l’homme) agit par ce mouvement (de la production) sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature » (*Le Capital*, Ed. Sociales poche, L. I., p. 136). D’où sur ce plan, à la fois la réduction économiciste majorant de façon unilatérale le conditionnement économique de toute la société et, inversement, la non-articulation intime de la régénération humaine (réelle totale et non seulement mentale et informationnelle) à la reproduction matérielle sociale.

Ces négligences du caractère proprement systémique de l’élaboration de Marx empêchent son développement/dépassement concernant ses deux énormes lacunes de la réalité économique phénoménale et de l’anthroponomie. Mais, par hypothèse, à tous ces manques se relient les échecs (conditionnés d’abord, bien sûr, par l’immaturité sociale) des dépassements réels du système capitaliste des pratiques plus ou moins bolcheviks ou social-démocrates. Cependant, cette négligence des avancées de Marx et cette non-occupation des continents théoriques négligés par lui persistent chez la généralité des théoriciens contemporains se réclamant de Marx. À mon opinion, ceux-ci tendent encore, en général, à combiner un dogmatisme structuraliste, majorant les rapports de classes, et un éclectisme idéaliste d’emprunts non intégrés de façon systémique à d’autres constructions théoriques.

C’est pourquoi c’est, pour ainsi dire, à la négation de cette négation de Marx par les marxistes que je m’attache, pour ma part, dans les conditions issues de ces échecs sociaux historiques relatifs, et de la profondeur de la [37] crise systémique en cours, en liaison avec les débuts de la *révolution informationnelle* ainsi qu’avec toutes les tentatives de luttes et de pratiques sociales récentes nouvelles. Cela concerne fondamentalement une ouverture de la systémique sociale à la créativité du point de vue de son analyse rétrospective, comme de propositions prospectives. Cela renvoie, tout particulièrement, à la définition même d’un système de transformation entre deux systèmes encadrants hétérogènes et, corrélativement, à l’articulation et à la distinction de la double systémique des sociétés humaines :

- celle du système de la reproduction matérielle sociale (ou économique) entre la nature extérieure (ou le système environnant) et la nature humaine (ou système d’appartenance de la régénération anthroponomique),

- celle du système de la régénération sociale des êtres humains (ou anthroponomiques) entre le système de la reproduction matérielle sociale et le système des sociétés d’hominidés (ou d’anthropoïdes).

Ouverture du système économique  
de la reproduction matérielle sociale  
- créativité de critères de gestion d’efficacité  
sociale et d’institutions de partage

Système capitaliste ouvert :  
régulation systémique et fluctuations longues  
jusqu’à la crise systémique en cours

La crise systémique en cours des sociétés capitalistes à l’échelle mondiale est extrêmement profonde au plan économique.

Pour la comprendre et avancer des propositions pour son issue, il convient de la comparer aux crises systémiques précédentes, dans le cadre de l’analyse des caractères récurrents et irréversibles des fluctuations cycliques de longue période (de 48 à 60 ans), où la crise systémique constitue la longue phase de difficultés.

Marx, en dépassant les classiques par sa théorie de la suraccumulation, ébauche les concepts nécessaires à l’analyse théorique des fluctuations longues, sans repérer pourtant ces fluctuations à la différence de certains de ses successeurs, qui ne peuvent néanmoins les expliquer en ne développant pas cette ébauche théorique. Au contraire, son développement en théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital [[30]](#footnote-30), aboutissant à l’analyse de la suraccumulation de longue période, autorise l’explication des facteurs (notamment démographiques et technologiques) de la crise systémique. Elle permet l’élucidation des cercles vicieux (avec le chômage massif persistant) des efforts de solutions, passant notamment par de nouvelles [38] technologies, tendant (pour relever de façon nouvelle le taux de profit) à corriger les excès du type capitaliste de progression de la productivité en économisant relativement les moyens matériels de productions, en raison notamment de l’opposition et de la résistance des anciennes structures. Celle-ci favorise les tendances à l’insuffisance de la demande globale et à s’opposer à l’épanouissement des technologies nouvelles, par le renforcement non compensé de l’exploitation des travailleurs et des gâchis de la croissance financière pour la rentabilité. En effet, on assiste à la conjonction du renforcement de *l’exploitation* (par les nouvelles technologies ou par la pression du chômage) et des *économies de capitaux* matériels relativement à la production, tendant à déprimer la demande globale.

La théorie des cycles de longue période permet encore d’expliquer la construction de l’issue. L’issue passe (pour briser les cercles vicieux) par des dévalorisations structurelles de capital, c’est-à-dire une réduction institutionnelle de l’exigence de rentabilité pour certains capitaux, ou, en d’autres termes, une modification de la régulation par le taux de profit.

Par exemple, à l’issue de la crise de l’entre-deux-guerres, le financement public de la production (avec les nationalisations en Europe ou les *Public Utilities* aux États-Unis) permet une croissance nouvelle de l’investissement matériel sans qu’il soit empêché par les exigences de la rentabilité.

Cela permet de promouvoir la demande globale, avec un certain développement nouveau des agents humains de la production et de nouvelles modalités de financement, relançant la rentabilité et l’accumulation des capitaux dans la production réelle de façon relativement durable, pour une longue phase d’essors, en favorisant de nouvelles modalités concrètes de la reproduction matérielle sociale [[31]](#footnote-31).

Dans ces conditions, l’ouverture du système économique se rapporte à sa crise même et encore plus à la créativité, seulement conditionnée et non prédéterminée, de l’issue. À travers les luttes sociales et idéologiques, cette créativité renvoie encore au conditionnement et à la créativité téléonomique des êtres humains recherchant une vie meilleure, plus heureuse, à tous les niveaux des systèmes anthroponomiques et de leur crise.

Dans ce cadre, l’originalité extrêmement profonde de la crise systémique en cours se rapporterait, en se limitant pour commencer au plan économique, d’abord au fait qu’elle concerne la structure (tous les rapports de classe et sociaux en général) et le type de régulation mis en place à [39] l’issue de la crise de l’entre-deux-guerres, avec le développement du secteur public de production, de financement et de consommation. Il s’agit de la crise de ce qu’on a pu appeler le capitalisme monopoliste d’État, ou l’État de Bien-être (le *Welfare State*) ou encore l’économie mixte, où un secteur public étatique conforte un secteur privé prédominant, lequel a intégré de nouvelles « relations humaines » pour une façon nouvelle d’exploiter. D’où le défi, avec notamment la crise de secteur public ou nationalisé marqué par les limites nationales et le bureaucratisme, de la privatisation multinationale, poussant en fait les cercles vicieux de la crise. Ce défi poserait la question d’un dépassement par une mixité radicalement nouvelle, marquée par la création d’institutions publiques non étatiques, caractérisées par hypothèse par une mixité « marché/partage » favorisant de nouvelles coopérations nationales et internationales très intimes pour développer tous les êtres humains.

De façon corrélative, ce qui est en crise, c’est la simple levée de l’exigence de rentabilité pour le secteur public (confortant, en définitive, la rentabilité du secteur privé), ayant conduit aux gâchis bureaucratiques et à ceux dus aux pressions des entreprises privées. D’où le défi, soit de la généralisation de la rentabilité financière favorisant les cercles vicieux, soit de la créativité de nouveaux critères d’efficacité sociale, dans une mixité réelle, conflictuelle, évolutive avec les critères de rentabilité capitaliste. La créativité de construction de l’issue concernerait donc une mixité radicalement nouvelle, c’est-à-dire comportant déjà des éléments d’une régulation commençant à dépasser la régulation capitaliste.

Cette hypothèse est confortée par un autre trait fondamental d’originalité : les débuts de la révolution informationnelle, allant de pair avec le processus historique long d’achèvement de la révolution industrielle.

Révolution informationnelle,   
création possible d’institutions mixtes « marché/partage »

Des moyens matériels nouveaux remplacent désormais certaines fonctions du cerveau humain, pour le stockage et le traitement des informations ou données de toute sorte (comme dans les ordinateurs), et non plus seulement les mains (comme avec la révolution industrielle de la machine-outil). Le début de la révolution informationnelle permet - avec une mixité technologique - un processus historique d’achèvement de la révolution industrielle ou de remplacement complet de la main maniant l’outil et de l’*auto-matisation*, car la main résiste avec une intelligence derrière (comme on le voit pour la robotisation). C’est ce qui s’effectue avec ce qu’on appelle l’*automation* et notamment le remplacement des fonctions de contrôle des machines-outils effectué par les prolétaires industriels. Mais, sous domination [40] de la rentabilité financière exacerbée, cela contribue au chômage massif durable et à l’exclusion.

Cependant, le remplacement par des moyens matériels de certaines opérations du cerveau humain portant sur des symboles, comme des chiffres (qui peuvent être réduits à des signes de plus en plus microscopiques), autorise une miniaturisation indéfinie des composants électroniques (avec la micro-électronique). Cela permet une diminution formidable du coût des matériels correspondants, relativement aux effets utiles.

D’autres transformations vont dans le même sens. C’est le cas de la suppression des temps morts par le contrôle informatique des machines. C’est le cas pour les dépenses en moyens matériels avancés, relativement aux résultats, moindres dans les services informationnels que dans l’industrie (à l’opposé du passage historique de l’agriculture à l’industrie), sans parler des potentiels des biotechnologies.

Mais les économies nouvelles des coûts des moyens matériels, relativement aux résultats, peuvent avoir deux types d’effets opposés. Sous domination de la rentabilité financière, cela entraîne une tendance à l’insuffisance grave de la demande, une des racines de la guerre économique où la progression de l’un détruit l’autre. Cela proviendrait de la conjonction renforcée comme jamais des réductions de travail et de salaires et de la diminution des accumulations matérielles relativement à la richesse nouvelle ou valeur ajoutée produite.

Les activités informationnelles ne concernent pas seulement la science ou la technologie (à l’opposé de la conception soviétique de la révolution dite scientifique et technique, conception élitiste, scientiste et technocratique), mais aussi le rôle décisif de la formation, de la culture, de la diffusion et de l’accès aux données et donc de responsabilités nouvelles possibles pour tous.

Mais surtout, une information, par exemple les résultats d’une recherche, est essentiellement différente d’un produit industriel. Si je livre un produit industriel, comme le stylo avec lequel j’écris cette communication, je ne l’ai plus. Aussi pour le reproduire, celui à qui je le livre, comme produit spécialisé, doit me payer au moins tous les coûts. Au contraire, si je livre une information, comme le contenu de cet article, beaucoup d’autres peuvent l’avoir et je ne la perds pas. Aussi, on peut partager les coûts. Or les coûts de ce type deviennent colossaux et même prédominants pour les productions les plus modernes. De même que la révolution industrielle a été caractérisée par la progression des activités industrielles, à côté et de l’intérieur des activités agricoles, de même la révolution informationnelle voit progresser les activités informationnelles à côté et de l’intérieur de l’industrie. Mais on peut partager d’autant plus les coûts d’une recherche, et donc les abaisser pour chacun, qu’il y aura plus de gens formés, employés, équipés et responsables, pour l’utiliser, dans un pays comme dans [41] le monde. D’où la question posée, dans les opérations de production matérielle elles-mêmes, d’un début possible de dépassement du salariat et du capitalisme, par la suppression du chômage, le rôle décisif de la formation et de l’intervention créatrice de tous les travailleurs dans la production, dans une mixité nouvelle travail nouveau/activités hors travail, ainsi que par la promotion de la coopération pour l’information faisant reculer la concurrence pour l’accumulation matérielle et financière prédominante.

Toutefois, sous domination de la rentabilité financière, si l’on cherche à partager les coûts informationnels, comme ceux de la recherche-développement, c’est de façon monopoliste pour détruire les concurrents dans la guerre économique et pour mieux intégrer des salariés plus jetables que jamais. Et, pour partager de façon monopoliste, on vise à dominer de vastes ensembles d’entreprises, en utilisant les prises de contrôle en Bourse, par le marché financier. De même, on utilise les marchés financiers, afin d’attirer des fonds de façon concurrente et de faire des profits spéculatifs, pour les nouvelles dépenses dites immatérielles, de recherche, de renseignement industriel, de formation spéciale, etc...

Cependant, on peut proposer des coopérations nouvelles, institutionnalisées, pour partager les coûts nouveaux, sans les gâchis des immenses dépenses financières de contrôle et donc sans les pressions des charges financières correspondantes contre l’emploi, non seulement entre services et entreprises publiques mais entre entreprises publiques et privées et entre ces dernières.

D’ailleurs, l’enrichissement et la maîtrise de l’information, à travers sa circulation la plus large, passerait par le respect des différences et de l’autonomie pour l’intercréativité de tous, à l’intérieur des entreprises comme entre elles, à l’intérieur des communautés nationales comme entre elles.

Des institutions mixtes « marché/partage », mixtes dans la mesure où il s’agit de partage et non d’échange mais d’une partie des coûts, eux-mêmes en outre largement marchands, pourraient aller bien au-delà de la protection sociale (qui tend à élargir son champ) où nous avons déjà une telle mixité [[32]](#footnote-32).

Ces partages pourraient prendre la forme de prélèvements obligatoires pour des opérations mutualisées non seulement de recherche-développement, mais aussi de formation et de garantie d’emploi, entre entreprises et services. Et cette répartition profondément changée (dépassant la répartition marchande ou les prélèvements étatiques complémentaires pour des dépenses à part) serait anticipée par le crédit et une création monétaire [42] nouvelle, tout particulièrement pour un nouveau type de plein emploi combiné à une pleine activité [[33]](#footnote-33).

Ils iraient de pair avec des partages de pouvoir et leurs concertations et avec l’avancée de nouveaux critères de gestion d’efficacité sociale.

Critères d’efficacité sociale et mixité viable, conflictuelle,  
évolutive avec les critères de rentabilité capitalistes

Le paiement de tous les coûts objectifs (de l’échange marchand capitaliste des produits industriels) va de pair avec leur majoration pour les « coûts de développement » par un profit. En effet, le type de progression de la productivité suppose la croissance du capital AK/K conditionné par le taux de profit P/K. De même, le partage des coûts devrait aller de pair avec des critères de gestion favorisant un développement des hommes prédominant et une économie relative des capitaux avancés, conformément à un nouveau type de progression de la productivité. Ou encore, de même que le critère du taux de profit correspond aux institutions de concurrence privative, de même, à des institutions de partages, devraient correspondre des critères d’efficacité sociale pour une régulation nouvelle.

Les critères de gestion des entreprises que je propose pour ma part (et qui ont déjà suscité en France d’autres approches plus ou moins apparentées) concernent quatre ensembles. [[34]](#footnote-34)

L’efficacité des capitaux matériels et financiers : leur économie relative par rapport à la richesse nouvelle produite, ou valeur ajoutée (VA/ Cmf) [[35]](#footnote-35).

L’efficacité sociale : grâce à une économie de capitaux relative (et donc de profit pour les accumuler) l’augmentation de la « valeur ajoutée disponible » (VAd) pour les travailleurs et la population, en salaires ou [43] autres dépenses pour les êtres humains (formation, etc.) ainsi qu’en prélèvements publics et sociaux pour ce type de dépenses.

- La productivité de tous les facteurs ou l’économie sur tous les coûts, avec la recherche de la « Valeur ajoutée disponible supplémentaire » (ou Vads) comme part du bénéfice revenant aux êtres humains (Bénéfice = Profit + Vads).

- La coopération et les partages de certaines dépenses (de recherche, de qualification, d’organisation des débouchés, de cadre de vie, de la création d’emploi) avec le but de valeur ajoutée disponible potentielle *par habitant*, pour toute la population d’un territoire donné. Le but de Vad seulement potentielle renvoie à l’importance de la réduction de durée du travail. La coopération pour l’économie de moyens matériels et la prédominance de la vie humaine peut renvoyer à des préoccupations écologiques fondamentales.

Enfin, il faudrait pouvoir considérer la relation entre les dépenses pour les activités hors travail et les salaires des emplois, ou la Vad en salaires et la Vad hors travail. On pourrait, de façon corrélative, considérer un ratio favorisant l’efficacité de la progression des dépenses informationnelles pour les êtres humains, de type VAds/Vadinfo (Vad hors salaires + salaires improductifs) + Vad en salaires productifs.

Ces nouveaux critères d’efficacité sociale se combineraient de façon conflictuelle mais viable avec les critères de rentabilité capitalistes (eux- mêmes dissuadés de la recherche de la croissance financière ou des licenciements sans reclassement). Ces critères d’efficacité sociale sont en effet à la fois compatibles avec la rentabilité (la VA inclut le profit, et l’efficacité des capitaux peut conditionner leur rentabilité) et opposés à la rentabilité (la Vad est favorisée au lieu du profit, économisé le plus possible).

Ils seraient utilisables avec des pouvoirs d’intervention de tous les travailleurs, non seulement dans les entreprises publiques, mixtes ou privées mais aussi (notamment en direction de ces dernières) avec la fiscalité, le crédit ou la création monétaire, et enfin pour l’utilisation des fonds dans des coopérations et des financements au plan international.

Ouverture du système anthroponomique  
de la régénération humaine sociale – luttes  
et intercréativité politique**,** culturelle**,** éthique

Système anthroponomique ouvert :  
moments de la régénération et types rétrospectifs,  
originalité de la crise systémique en cours

La régénération des êtres humains est conditionnée par la reproduction matérielle et la conditionne à son tour. Elle comprend quatre moments qui [44] sont : le parental, le travail, le politique et l’informationnel. Si l’on considère le cycle de vie d’une génération, le parental se rapporte au premier moment, le travail lui succède dans le temps (en même temps que le passage des premiers rapports parentaux à de nouveaux rapports), le politique concerne jusqu’à présent la domination des personnes d’un certain âge et l’informationnel se rapporte principalement aux morts, dont l’information est conservée et reprise dans une certaine mesure pour la régénération, dès le parental puis pour les autres moments [[36]](#footnote-36).

Le système de transformation des êtres humains ou de leur régénération est ouvert d’abord du fait que la transformation se situe entre les deux systèmes encadrants des « hominidés », d’une part, et de la reproduction matérielle sociale, d’autre part. Il est aussi particulièrement ouvert, plus encore que par le transformisme concernant les autres animaux, du fait de la fixation matérielle, possible, immédiate de l’information de l’expérience et sa reprise dès la génération suivante. Et l’unité des contraires, de cette information humaine, entre identification et symbolisation, ou inconscient et conscience, favorise encore la créativité informationnelle. Celle-ci se rattache enfin au double conditionnement de la créativité des issues aux crises systémiques d’ensemble, à la fois économique et anthroponomique, à travers les luttes sociales et leur téléonomie visant à la fois l’efficacité et la félicité.

Cependant, à la récurrence et à l’irréversibilité de l’alternance des types d’économie non marchand (ou naturel) puis marchand - des sociétés archaïques à l’antiquité classique, puis des sociétés seigneuriales au capitalisme - correspondrait une alternance historique des types d’anthroponomie. Cette alternance des types d’anthroponomie ferait, entre autres, prédominer l’identification ou la symbolisation. Mais l’irréversibilité de l’évolution peut tendre à mettre en cause de nos jours cette alternance. La révolution informationnelle rendrait en effet possible un dépassement des « biais » opposés traditionnels de domination par les hommes ou par les moyens matériels.

La crise systémique en cours exprimerait une crise beaucoup plus radicale que les précédentes, en liaison avec les mutations des conditions technologiques et démographiques de l’anthroponomie de la société libérale- bourgeoise. Cette anthroponomie est caractérisée, en particulier, par les formes régulatrices de la *délégation représentative* et le couple de valeurs « individus/intérêt général ». Plus que jamais, le système serait ouvert à la créativité, alors qu’il l’a déjà été dans les précédentes crises systémiques, par exemple par la « dédélégation » de crise au plan politique et la dédélégation structurelle-redélégation de l’issue [[37]](#footnote-37).

[45]

Mixité possible de pouvoirs de direction :  
« délégation représentative/autodirection »  
ou, au plan politique,  
« État représentatif/interventions décentralisées de tous »

On retrouverait la « délégation représentative », non seulement au plan politique mais, sous des formes plus ou moins évidentes, dans la direction de tous les moments de la régénération de la société libérale bourgeoise.

Ainsi, traditionnellement, il y a délégation au chef de famille de l’autorité parentale, tout particulièrement par la femme engagée dans un contrat explicite ou implicite, dans la mesure où il est censé représenter, avec le patrimoine, la raison et l’intérêt général de la famille, notamment pour les enfants. Évidemment, ces monopoles sont battus en brèche comme jamais dans la crise systémique. Et même l’autorité parentale dite partagée entre les parents fait problème, tandis que les familles monoparentales et encore plus les polyparentés (avec les couples successifs) progressent considérablement.

Ainsi, il y a délégation au chef d’entreprise, par le contrat de travail salarié, de l’autorité de direction sur le travail, en liaison avec sa monopolisation de capital-argent [[38]](#footnote-38) et des moyens de production, ainsi que de la science positiviste, de la technologie et de l’organisation, par lesquelles il est censé représenter l’intérêt général de l’entreprise. Ici aussi tous ces monopoles tendent à être battus en brèche comme jamais.

Bien sûr, il y a la délégation représentative la plus explicite aux élus politiques du suffrage universel, avec la double délégation du pouvoir de l’Assemblée nationale et du pouvoir gouvernemental, puis la délégation descendante à l’administration (comme aux cadres pour l’entreprise, ou traditionnellement à l’épouse mère de famille). Cette délégation tendrait à son exaspération dans la délégation présidentialiste. La représentation de l’intérêt général, abstrait et à part, est censée résulter du débat parlementaire (et de l’écrit dans la presse d’opinion) mais aussi du monopole techno-bureaucratique non seulement des impôts mais de la science administrative positiviste. Ces monopoles sont aussi battus en brèche non seulement par toutes les modalités de « dédélégation » de crise (abstention, discrédit des partis, etc.) mais par la montée du pouvoir télévisuel, des instances supranationales, des sondages, des consultations partielles directes, etc...

Enfin, il faudrait considérer les modalités de la délégation représentative informationnelle implicite aux « créateurs » et intellectuels, « représentatifs » ou « académiques », et directeurs de conscience officialisés [46] de toute sorte. Et il conviendrait d’analyser leur crise, à travers notamment les courts-circuits de la médiatisation télévisuelle ou les replis dits communautaires, etc...

Des propositions de construction d’une mixité radicalement nouvelle, commençant à dépasser notre type de société, pourraient concerner une mixité « délégation représentative/autodirection ». Cela se rapporterait à des partages de pouvoirs entre tous ceux qui sont concernés et des concertations entre eux réduisant la part de la délégation et modifiant le contenu de sa représentation (devenant moins abstraite et à part) dans tous les moments de la régénération. La crise en cours des rapports parentaux, du côté de la polyparenté comme du côté de l’importance sans précédent du dit « 3ème âge », ou encore de la durée d’éducation des jeunes, favoriserait cette démonopolisation de partage et cette solidarisation plus large et plus ouverte à l’autonomie de tous.

Pour insister un peu plus sur le moment politique, on peut indiquer quelques orientations rétrospectives et prospectives. Au plan rétrospectif, on peut évoquer très sommairement l’expérience des « dédélégations » conjoncturelles de crise, puis structurelles avec « redélégation » représentative modifiant le système.

Ainsi, par exemple, à l’issue de la crise systémique d’ensemble du dernier quart du XIXe siècle en France (de 1873 à 1896 environ au plan économique), après les dédélégations de crise, y compris la Commune de Paris, on assiste à une série de « dédélégations » structurelles « horizontales » mais intégrées dans des redélégations « verticales » nouvelles. C’est alors le cas pour les élections des municipalités dans les multiples communes locales et (à l’opposé du projet fédéraliste des Communards de 1871) par la redélégation aux notables locaux et au Sénat (qui constitue, selon Gambetta, le « grand conseil des Communes de France »). C’est le cas aussi avec la reconnaissance légale des syndicats (puis une grande loi sur les associations) et surtout la création de différents partis ouvriers et socialistes. Ces derniers vont tendre (malgré certaines oppositions au départ) à s’intégrer à la verticalité des élections du suffrage universel, sans compter la tendance à la délégation dans l’organisation interne, et contribuer à réélaborer la délégation représentative.

Dans les conditions de la crise systémique en cours, on peut proposer des éléments de « dédélégation structurelle » mais en quelque sorte non récupérée, pour une mixité radicale « État délégataire/interventions directes ». Cela supposerait l’avancée de pouvoirs d’interventions directes décentralisées et de consultations précises de tous les acteurs concernés, depuis les citoyens et les travailleurs. Cela supposerait encore les concertations entre ces interventions à des niveaux plus élevés dans des *assemblées de concertation*, au côté et en combinaison avec les pouvoirs des assemblées élues et les pouvoirs gouvernementaux, aux niveaux régional, national, [47] européen, etc... Cela pourrait concerner, tout particulièrement, des pouvoirs sur l’utilisation de l’argent public, en relation avec celui des entreprises et du crédit pour l’emploi, domaine où déjà des poussées se font sentir dans la pratique [[39]](#footnote-39), et donc des pouvoirs de politique économique.

La mixité radicale « État délégataire/interventions directes décentralisées » (avec une mise en cause de la délégation proprement dite, par l’information et la consultation permanente des mandants et la rotation des responsabilités de mandataire) aurait pour corollaire une mixité radicalement nouvelle « partis/associations ». Cela permettrait une transformation des deux types d’organisation, par une promotion massive du rôle politique des associations (du local à l’international), bien plus décentralisées, non globales et culturelles, en faisant reculer la délégation représentative dans les partis politiques eux-mêmes.

Luttes réelles multiformes et mixité possible d'éthique  
et de culture pour le partage*,* l'intercréativité et la rotation,  
dans tous les moments de la régénération

En articulation intime avec les formes régulatrices directionnelles, comme celle de la délégation représentative, il conviendrait de considérer les valeurs culturelles et éthiques, comme, dans notre type de société, le couple « individu/intérêt général » [[40]](#footnote-40).

La question serait posée de nos jours d’un début de dépassement, à l’opposé par exemple au plan politique des régressions de tendance totalitaire ou des enfermements de tendance social-démocrate. Ainsi, il conviendrait d’aller au-delà de la conquête émancipatrice de l’individu et de [48] l’aliénation de l’égoïsme destructeur et au-delà de l'intérêt général, ne définissant précisément que des cadres pour des actions individuelles, mais sans son caractère abstrait, à part, bureaucratique. Cela renverrait, par hypothèse, à des valeurs de partage, allant jusqu’au partage de pouvoirs, assorties de circulations et concertations, avec des valeurs de créativité de tous, de rotation des rôles et donc d’intercréativité.

La révolution informationnelle rendrait possibles ces dépassements, en promouvant les partages d’information et leur enrichissement par la circulation. Mais ces propositions exigeraient de dépasser les monopoles sociaux traditionnels non seulement des moyens matériels mais informationnels et de pouvoirs.

C’est dire l’ambition des changements proposés, même à travers des avancées mixtes. Sur le plan éthique, le souci du prochain, sous des formes différentes, a pu constituer une contre-aliénation aux aliénations liées aux divers monopoles et inégalités des conditions sociales. Mais la primauté du bien de son prochain constitue malgré tout une certaine domination de lui ou alors de soi-même par le sacrifice. Il s’agirait, au contraire, de favoriser l’action du prochain lui-même pour son propre bien, c’est-à-dire sa créativité et donc l’intercréativité. En même temps, les émancipations des monopoles sociaux du passé ayant pu faire reculer ces paternalismes et auto-sacrifices, iraient désormais jusqu’à viser la suppression graduelle de tous les monopoles, proprement sociaux du moins, de ressources, d’informations et de pouvoirs : les contradictions nécessaires des rôles n’entraîneraient plus alors les antagonismes destructeurs, en recherchant le maximum possible de rotation des rôles au lieu de leur monopolisation (de type locuteur/ écouteur ou éducateur/éduqué, etc.).

Pour finir, soulignons qu’il ne s’agit pas de proposer des valeurs éthiques et culturelles nouvelles indépendamment de toutes les luttes en cours, et des aspirations réelles de classe ou générationnelles (concernant les âges et les genres) visant de nouvelles émancipations, avec les questions décisives de nouvelles relations femmes/hommes et aussi intergénérationnelles. Pour toutes les propositions (économiques ou anthroponomiques), une dialectique d’intercréativité de toutes les luttes ouvertes et des propositions formalisées opérationnelles, pour dépasser le système existant, serait nécessaire. D’ailleurs, les luttes et les expressions d’aspirations effectives sont branchées sur toute la richesse et la motivation des êtres humains, conditionnés historiquement, et sur tous les moments de la régénération.

Cependant, au-delà des biais aliénateurs actuels de l’efficacité économique et de la félicité anthroponomique, tous les biais traditionnels, des relations entre la vie et la mort des générations et des régénérations humaines, seraient désormais en cause.

[49]

***Actualiser l’économie de Marx***

CHANGEMENTS  
ET MUTATIONS

[Retour à la table des matières](#tdm)

[49]

**Changements et mutation**

“Mutation du capitalisme ?  
Révision du marxisme ?”

Gérard DUMENIL et Dominique LEVY

Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

La critique du marxisme qui fait de lui un système théorique du passé n’est pas la plus *radicale*. Elle cantonne la valeur explicative des analyses de Marx à la révolution industrielle en Angleterre ou dans les principaux pays industrialisés ; elle fait de lui le théoricien d’une utopie dont l’histoire a finalement démontré la vanité. Mais elle est, peut-être, la plus *efficace*. Sous les dehors de la modération, elle concède à Marx une place au panthéon des grands penseurs, mais simultanément banalise la portée critique et révolutionnaire de son message. Il serait absurde de nier que le capitalisme a été l’objet de profondes mutations. Le problème est cependant d’en saisir le contenu, ou, plus précisément, d’en fournir une analyse, au-delà d’une imagerie trop simpliste. On va soutenir ici une double thèse :

l. *La première idée* qu’on peut retenir d’un examen de ces transformations est celle de leur très grande diversité : concurrence, technique et répartition, structure de classe, État, etc. Cependant, dans l’ensemble de ces mutations, on voit resurgir un même élément, comme un *leitmotiv*, celui de l’émergence de nouvelles classes salariées de *cadres et d’employés*. Nous pensons qu’il s’agit là d’un thème unificateur d’importance primordiale. Les enjeux politiques de son analyse sont tels qu’il est toujours apparu comme un sujet délicat, voire dangereux, et n’a pas reçu toute l’attention qu’il méritait au nom d’impératifs plus immédiats. Le temps des sectarismes étant, on peut l’espérer, révolu, il semble que le [50] moment est venu de le remettre à la place qu’il aurait dû occuper depuis longtemps, c’est-à-dire au premier plan.

2. *En second lieu*, l’actualité de l’analyse marxiste est beaucoup plus forte qu’on ne le pense fréquemment, et les révisions opérées ont souvent répondu hâtivement à des faits saillants auxquels on prêtait trop de vertus novatrices. La perpétuation de la nature capitaliste des rapports de production s’affirme dans la permanence d’un ensemble de mécanismes et de « lois », qui sont autant d’outils indispensables dans l’analyse de nos économies, et, plus généralement, de nos sociétés. Pour le reste, dès qu’on aborde des territoires nouveaux, les principes fondamentaux de ce qu’il était convenu d’appeler le *matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, apparaissent comme des guides extrêmement précieux.

Le développement de ces thèses, dans ce qui suit, privilégie trois aspects de nos économies : la concurrence, la technique et la répartition et, enfin, les classes et l’État. La référence factuelle est celle de l’économie des États-Unis depuis la guerre de Sécession. [[41]](#footnote-41)

Une théorie obsolète ?

Un premier domaine dans lequel l’analyse marxiste a été mise à mal est celui de la concurrence. Marx et les classiques auraient décrit et théorisé un stade concurrentiel du capitalisme dans lequel de petites entreprises, possédées par d’également petits propriétaires, s’affrontaient sur les marchés. La théorie de la tendance à l’égalisation des taux de profit serait inséparable de ce cadre institutionnel. À ce premier stade aurait succédé un stade monopoliste, où de grandes entreprises règnent sur les marchés, et sont supposées y imposer leur loi. Cette tradition remonte à Hilferding et Lénine et est toujours bien vivante de nos jours au sein d’une fraction relativement large des hétérodoxes, qu’il s’agisse du *Capitalisme Monopoliste* de Baran et Sweezy, du *Capitalisme Monopoliste d’État du Parti Communiste, ou de la Régulation Monopoliste* de l’École de la Régulation.

Le même regard critique est souvent jeté sur l’analyse marxiste du changement technique et des tendances de la répartition, en particulier sur la fameuse *loi de la baisse tendancielle du taux de profit*. Si l’on fait abstraction de discussions concernant les mécanismes qui expliquent cette tendance, la question principale de ce point de vue est celle de la pertinence [51] factuelle de la thèse, c’est-à-dire celle des mesures empiriques du taux de profit. Une longue tradition existe, en particulier aux États-Unis, tendant à la vérification directe de la tendance. Quels que soient les efforts déployés par les chercheurs, la validation de la thèse de Marx se heurte toujours à la même observation. Les États-Unis ont émergé de la seconde guerre mondiale avec un taux de profit particulièrement élevé. Ainsi, les analyses que nous avons pu mener nous ont conduits à distinguer trois phases dans l’évolution du capitalisme américain depuis la fin de la guerre de Sécession, correspondant approximativement aux dernières décennies du XIXe siècle et aux première et seconde moitiés du XXe siècle. Dans la première phase, la tendance du taux de profit est à la baisse ; un cours similaire est observable dans la seconde moitié du XXe siècle ; inversement, du début du siècle jusqu’aux années cinquante, le taux de profit augmente très sensiblement. Les première et troisième phases se ressemblent donc et possèdent les caractères que Marx supputait, mais ce n’est pas le cas de la première moitié du siècle. Sur l’ensemble de cette période d’environ 120 ans, la tendance a été approximativement horizontale. Ces observations ont conduit nombre d’hétérodoxes à abandonner, non sans violence parfois, la problématique des tendances historiques, d’autant plus qu’elles étaient souvent présentées de manière dogmatique.

Un troisième lieu de contestation de la pertinence du marxisme vis-à-vis du capitalisme contemporain est celui de la structure de classe de nos sociétés. On connaît les fameuses affirmations du début du *Manifeste*, où Marx évoque une simplification des antagonismes dans le capitalisme : de plus en plus, la contradiction *capitalistes-prolétaires* envahit l’ensemble de la structure sociale. Dès la fin du siècle apparaissaient pourtant de nouveaux groupes salariés, plus ou moins haut placés dans la hiérarchie [[42]](#footnote-42). Ces nouvelles classes moyennes n’ont cessé de poser des problèmes au sein du marxisme. Nouvelle petite bourgeoisie, nouveaux prolétaires, ils trouvent mal leur place dans les deux boites où on prétend les ranger. Hors du marxisme, leur développement numérique fournit un argument simple et convaincant de la dissolution des antagonismes sociaux au profit d’un continuum salarial.

Parallèlement à ces développements, l’intervention étatique allait croissant, qu’il s’agisse de la politique macro-économique, de la politique industrielle, des équipements publics ou de la recherche. Qu’en était-il du marché et de l’initiative privée ? L’État prenait progressivement en charge de vastes domaines d’activité tels que l’éducation ou la santé ; des systèmes de protection sociale se mettaient en place. Qu’en était-il de la « fracture [52] sociale » du capitalisme ? Il est vrai que le développement de la crise depuis les années soixante-dix s’est amplement chargé de calmer les illusions des années soixante.

Privée de sa théorie de la concurrence, de ses lois de développement historique, de ses classes et de son État du capital, que reste-t-il de l’analyse que Marx avait donné du capitalisme ?

Au cœur des mutations :   
les cadres et employés

Les cadres et employés sont au cœur de toutes les transformations qu’on a évoquées, et donc au centre de bien des questionnements concernant la permanence de la valeur explicative de l’analyse marxiste du capitalisme. Cela est particulièrement évident en ce qui concerne les transformations de la structure de classe. Les classes moyennes, dont l’existence remet en cause le grand antagonisme entre capitalistes et prolétaires, ne sont pas des couches de petits propriétaires, mais ces nouveaux groupes salariés des secteurs privé et public. Le rapport entre le développement de ces groupes et l’élargissement de l’intervention étatique est facile à saisir. Le lien avec les nouvelles formes de la concurrence est aussi très direct, car les grandes entreprises du secteur productif et les grandes institutions financières sont toutes gérées par de vastes ensembles de cadres et d’employés.

La fin du XIXe siècle a été le témoin aux États-Unis d’une véritable révolution dont un des traits essentiels a été l’apparition de la grande entreprise moderne gérée par une vaste hiérarchie de cadres et d’employés. Cette évolution, cantonnée avant la guerre de Sécession aux chemins de fer et télégraphes, devait progressivement s’étendre à l’ensemble de l’industrie et au commerce, jusqu’à produire une forme d’intégration entre les deux. Cette évolution a été décrite par de nombreux historiens, en particulier Alfred Chandler. Ces décennies sont également bien connues comme des années de crise de la concurrence. On y vit s’édifier dans un premier temps un réseau de cartels et de trusts, avant que ne s’affirme la domination définitive des grandes firmes. Cet édifice fut chapeauté par de grands financiers dont les figures emblématiques furent Morgan et Rockefeller. Le mouvement atteignit son point culminant au cours de la sortie de la dépression des années quatre-vingt-dix. C’est aussi de cette époque que date la législation antitrust, couronnée, au niveau fédéral, par le *Sherman Act* en 1890. Cette évolution accentua très fortement le rôle des gestionnaires salariés, et c’est pour cette raison qu’elle est connue sous le nom de *révolution managériale*.

[53]

La relation entre cette> révolution managériale, l’accélération du progrès technique et les tendances de la répartition mérite de plus amples explications. Comme on l’a dit, le profil historique du taux de profit a été celui d’une grande fluctuation : à la baisse à la fin du XIXe siècle, à la hausse au cours de la première moitié du XXe siècle et à nouveau à la baisse au cours de la seconde moitié du siècle. Quand on compare le taux de profit aux autres variables caractéristiques du changement technique et de la répartition (productivités du travail et du capital, composition du capital, salaire), on voit que cette périodisation affecte toutes les variables [[43]](#footnote-43). La première et la troisième périodes peuvent être caractérisées comme des périodes *à la Marx*. Mais la seconde période fait complètement exception. Elle est notamment marquée par une hausse de la productivité du capital, une hausse très rapide de la productivité du travail, accompagnées par une faible hausse de la composition technique, ce qui prend à contre-pied l’analyse que Marx donna du changement technique. On sait en effet que Marx liait la tendance à la baisse du taux de profit à un biais fortement capitalistique du progrès technique (il faut de plus en plus de capital relativement au travail ou à la production).

Notre interprétation de ces mouvements au cours de la première moitié du XXe siècle est qu’ils sont eux aussi liés à la révolution managériale. Cette révolution toucha tous les aspects de l’entreprise, qu’il s’agisse de la production, de la commercialisation, de la recherche, de la gestion des stocks et de la trésorerie, ou, surtout, de l’organisation de l’atelier et de la technique. C’est principalement à ce dernier niveau qu’on peut localiser l’origine des renversements de tendance qu’on a signalés. L’exemple le plus connu de cette réorganisation de la production et de la transformation corrélative de la technique est la chaîne de montage. La machine a été conçue directement afin de garantir son utilisation continue et intense par les travailleurs ; il serait même peut-être plus juste d’affirmer qu’elle « utilise » le travail en continu, et en « consomme » une grande masse. Elle améliore fortement la productivité du travail, mais n’augmente pas, ou peu, le rapport capital-travail. Possédant tous les dehors de la mécanisation, elle échappe à son trait caractéristique traditionnel, l’alourdissement en capital [[44]](#footnote-44).

L’histoire de la première moitié du XXe siècle est celle de la venue à maturité et de la *diffusion* aux principaux secteurs de l’économie de cette [54] nouvelle organisation. C’est là l’œuvre des nouvelles hiérarchies gestionnaires salariales.

Cette révolution de la gestion au tournant du siècle n’a pas affecté également tous les aspects de la vie économique et on peut en distinguer, un peu schématiquement, deux vagues successives. La première correspond aux transformations de l’entreprise. Elle se met en place à la fin du siècle et la phase intense de sa généralisation s’étendit sur environ un demi-siècle. Les transformations de l’État, qu’il s’agisse du contrôle de la stabilité macro-économique ou de la prise en charge de vastes domaines de l’activité économique et sociale vint plus tardivement. La crise de 1929, la dépression des années trente et la Seconde Guerre mondiale, jouèrent un rôle moteur primordial [[45]](#footnote-45).

Les lois du capitalisme

Une fois enregistrées toutes ces transformations, la question se trouve posée de la *permanence du caractère capitaliste de nos économies*. Cette question est, d’ailleurs, inséparable de celle de la permanence de la valeur explicative de l’outillage théorique marxiste. Les lois du capitalisme, lois de la concurrence (comme l’équirémunération des capitaux) et lois tendancielles, sont-elles toujours à l’œuvre ? La classe capitaliste a-t-elle conservé son pouvoir ?

Au cœur de l’analyse marxiste de la concurrence (qui reprend fondamentalement celle des classiques) se trouve le capital et la notion de mobilité du capital guidée par les écarts de rentabilité entre ses différents emplois. Cette analyse perdrait sa valeur explicative si cette mobilité disparaissait. Il est cependant clair que le cadre qui se met en place au tournant du siècle, et notamment les nouvelles structures financières qui voient le jour, ne sont pas synonymes d’immobilité du capital (d’autofinancement). À l’inverse, le sens de ces innovations est celui de la mise en place d’un formidable système de collecte des capitaux, de détection des opportunités de profit et de capacité à investir des sommes colossales dans les secteurs où les perspectives sont attrayantes. La mobilité du capital n’en sort pas diminuée, mais renforcée. De ce point de vue, il faut se garder de la faute qui consiste à n’identifier qu’une seule facette de ce processus, et ne conserver que l’image de la *grande entreprise*, c’est-à-dire oublier le *grand capitaliste*. Un second degré dans cette erreur consiste à ne plus voir que les cadres [55] salariés des grandes entreprises, ignorer complètement le capital, et prêter à ces gestionnaires de nouveaux objectifs en termes de croissance, de parts de marché, et non plus de profit, etc.

Le capitalisme moderne est un système de grandes entreprises, financées par de grands groupes et des banques, gérés, les uns comme les autres, par des états-majors salariés. L’efficacité de ce dispositif institutionnel est double, d’une part, en matière de gestion de la firme proprement dite, et, d’autre part, en matière financière. L’analyse marxiste de la concurrence et des prix de production garde toute sa valeur explicative vis-à-vis de ce système dans lequel les firmes s’affrontent vigoureusement sur les marchés nationaux et internationaux et les grands groupes financiers se disputent les opportunités de profit. La théorie classique de la concurrence n’a rien perdu de sa pertinence factuelle, bien au contraire. L’économie qui émerge de la révolution managériale est *concurrentielle*, et les taux de profit moyens des branches tendent toujours à graviter autour d’une valeur commune. En quelques mots, la « loi fondamentale de la concurrence capitaliste », selon l’expression de Marx, y règne toujours.

La question pertinente du point de vue de la discussion de la pérennité des tendances historiques du capitalisme est celle de l’interprétation des similitudes et différences entre les trois phases qu’on a identifiées. La fin du XIXe siècle et la seconde moitié du XXe correspondent à deux paradigmes socio-économiques distincts, l’un hérité de la révolution industrielle et l’autre typique d’un capitalisme managérial où une économie radicale de capital à été réalisée grâce à une réorganisation complète de l’entreprise. Les cours du changement technique qui s’affirment dans ces deux périodes et, plus généralement, les relations entre les principales variables, sont similaires et correspondent aux caractères *à la Marx*. Ce qui donne son caractère exceptionnel à la période intermédiaire (notamment la hausse du taux de profit), c’est qu’elle représente une période de transition entre ces deux paradigmes, et non qu’elle manifeste les propriétés du paradigme managérial. Cela rend compte simultanément de son caractère transitoire et du fait que les lois du capitalisme sont à nouveau à l’œuvre au cours de la seconde moitié du XXe siècle, maintenant que la transition a été opérée.

Dans l’interprétation de ces phénomènes et de cette périodisation, l’outillage des concepts et lois marxistes est crucial. Il permet de reconnaître les caractères des deux périodes et nous met, du même coup, sur la piste d’une interprétation de la première moitié du XXe siècle. L’analyse marxiste des tendances du capitalisme mettant l’accent sur le lien entre le progrès de la productivité et l’accroissement du caractère capitalistique de la technique, le diagnostic porté sur le renversement temporaire des [56] tendances met très naturellement en jeu la négation de ces caractères, dont la révolution managériale fut temporairement porteuse.

L’enjeu de ce retour aux concepts et lois marxistes est considérable. La notion de loi tendancielle permet d’aborder de manière tout à fait originale l’interprétation des grandes crises structurelles des deux fins de siècles (et de la crise de 1929) et de leurs manifestations : intensité des fluctuations conjoncturelles, chômage structurel, inflation structurelle, ralentissement de la croissance de la productivité du travail et de celle du salaire réel, déficits, etc. Au cœur de la crise contemporaine se trouve la chute du taux de profit. Bien qu’il s’agisse fondamentalement d’une inflexion lente et progressive de sa tendance, cette baisse s’est manifestée assez brutalement à la fin des années soixante du fait des politiques mises en œuvre. Montrer plus précisément les relations qui existent entre la rentabilité réduite des firmes et le cortège des maux qu’on vient d’évoquer dépasserait, cependant, le cadre de cette étude.

Qu’il s’agisse des cadres juridiques sous-jacents aux processus concurrentiels ou du contrôle de la stabilité macro-économique, l’État assume toujours des fonctions similaires indispensables au bon fonctionnement du système - cela indépendamment de ses fonctions traditionnelles, encore plus fondamentales, relatives au maintien des rapports de production (droits de propriété, maintien de l’ordre, etc.). Il n’y a pas d’affaiblissement de ces fonctions, mais à l’inverse sophistication de l’intervention.

Ces observations militent dans le sens de la perpétuation des caractères capitalistes de nos économies. Elles conduisent à préciser la notion de *révolution managériale* par référence à un *stade managérial du capitalisme*: non pas une dissolution des rapports de production capitalistes, mais leur métamorphose.

La dynamique  
des contradictions internes

Renouer avec l’héritage du marxisme, c’est aussi s’interroger sur les processus qui engendrent les transformations, et on retrouve ici des aspects bien connus de la dialectique qui soulignent le caractère endogène de ces évolutions : le développement du système sous l’effet de ses *contradictions internes*.

Les analyses de la concurrence, du changement technique et de la structure de classe renvoient toutes à une métamorphose du capitalisme à la [57] transition des XIXe et XXe siècles, qu’on a qualifiée de révolution managériale. Ces transformations surviennent dans une conjoncture historique particulière, au cours d’une phase de forte baisse du taux de profit et d’accumulation de crises graves et persistantes. Il ne s’agit pas d’une coïncidence. Cette diminution de la rentabilité du capital et les difficultés corrélatives ont en fait créé les conditions historiques de cette entrée dans une nouvelle phase du capitalisme.

De ce point de vue, la similitude entre les deux crises des fins des XIXe et XXe siècles suggère que les tendances actuelles seraient susceptibles de susciter des métamorphoses aussi importantes que celles enregistrées il y a un siècle. Toute la difficulté est d’en analyser la nature. On peut d’abord songer à des développements similaires à ceux que provoqua la révolution managériale. La survenue d’une vague de progrès technique porteuse d’une hausse de la productivité du capital et d’un rétablissement du taux de profit aurait, à nouveau, des effets miraculeux. Elle permettrait la reprise de la croissance du salaire, de la productivité du travail, de l’accumulation et de l’emploi, ainsi que la diminution de l’instabilité macro-économique. Mais rien ne garantit que l’histoire se répète, et ces nouvelles tendances ne sont pas, pour l’heure, apparentes dans les séries. On peut également imaginer des transformations d’une autre nature, par exemple, le renforcement des réseaux publics et privés d’organisation de la recherche, au-delà du cadre de l’entreprise, dans des directions qui en diminueraient le coût et en accroîtraient l’efficacité - ce qui créerait ainsi une nouvelle capacité à générer un changement technique *ex ante*, affranchi du boulet que constitue l’accroissement de l’avance en capital. Simultanément, de nouveaux processus de contrôle du salaire pourraient également contribuer au maintien du taux de profit et empêcher sa baisse.

Un autre exemple de cette dialectique des contradictions internes nous est fourni par la venue au monde du *contrôle social de la stabilité macroéconomique*, c’est-à-dire le perfectionnement des institutions monétaires et des politiques. Nous appelons *instabilité tendancielle* la thèse qui articule les trois observations suivantes : 1) Il existe une tendance à la hausse des facteurs instabilisants dans l’économie : en particulier, les perfectionnements de la gestion privée, car ils sont synonymes d’une plus grande vigueur de réaction de la part des entreprises (notamment en ce qui concerne l’ajustement de la production aux déséquilibres de l’offre et de la demande) ; 2) Cette évolution est contrée par les progrès des mécanismes et institutions en charge de la stabilité (politiques, organisation et contrôle du système bancaire, etc.) ; 3) Ces progrès ne sont réalisés qu’en réponse à des manifestations du déséquilibre, c’est-à-dire des crises. Toute l’histoire du [58] système monétaire américain peut être considérée comme une illustration de cette thèse. Chaque crise est suivie d’une mutation. Les ressorts en furent d’abord principalement privés, quoique collectifs, jusqu’à la création de la Réserve Fédérale en 1913. Mais l’apparition d’une banque centrale ne mit pas un terme à ce processus qui s’est poursuivi jusqu’à ce jour. L’exemple majeur est évidemment celui de la crise de 1929 qui fut à l’origine d’une nouvelle métamorphose des cadres institutionnels - toujours selon le même schéma qui va de la crise à la réforme. La transformation de la politique monétaire en 1979, faisant suite à l’accélération de l’inflation, en constitue un exemple plus récent.

Certains éléments du matérialisme historique nous fournissent également des aides précieuses dans notre manière de concevoir le changement à un niveau plus général dans ses aspects économiques, sociologiques et politiques : en particulier, le lien étroit qu’il établit entre les rapports de production, la structure de classe et l’État. Le capitalisme américain entre dans une nouvelle phase, vit une révolution, au tournant du siècle ; ceci se manifeste dans la transformation des entreprises, du capitaliste, de la concurrence, des tendances historiques de la technique et de la répartition. Il s’agit d’une véritable métamorphose des rapports de production à l’intérieur du capitalisme lui-même. Elle est *inséparable* d’une transformation corrélative de la structure de classe. Derrière cette vision se profile une analyse de l’État dans sa relation à la structure de classe. C’est la difficulté de penser la structure de classe de nos sociétés qui produit l’illusion du caractère obsolète de la théorie de l’État et non la métamorphose de l’institution, mais nous ne nous engagerons pas sur ce terrain.

Enfin, le matérialisme historique nous apprend que l’histoire a un *sens*. Loin de confirmer les thèses des libéraux qui prônent le retour à un individualisme forcené, l’analyse de ces évolutions révèle un processus historique de *socialisation*. Il se manifeste dans l’émergence du travailleur collectif au sein des entreprises, le développement des grands groupes industriels ou financiers, l’établissement d’un nouveau type de relations plus coopératives entre les entreprises (par exemple, dans des processus de socialisation de la recherche), dans la finance par l’extension nationale et internationale des réseaux, dans le progrès des politiques, etc. Cette socialisation a évidemment ses limites et elle s’opère toujours de manière contradictoire. Les politiques sont écartelées entre leurs objectifs macro-économiques et le respect de l’initiative privée ; les progrès de la gestion sont le fait d’un substitut collectif du capitaliste au sein duquel se reproduisent de fortes hiérarchies. C’est pourquoi cette socialisation ne conduit pas naturellement au socialisme (à la société sans classe) !

[59]

Penser la mutation

Se limiter à l’identification du caractère principalement capitaliste des rapports de production contemporains serait ne faire que la moitié du chemin. Reste à analyser la transformation. On va se concentrer dans un premier temps sur la question de la structure de classe [[46]](#footnote-46).

Déjà, dans *Le Capital*, Marx avait analysé les transformations qui culminèrent dans la grande entreprise moderne. La séparation de la propriété et de la gestion définit un premier aspect de cette évolution. Les fonctions capitalistes sont prises en charge par un individu, le capitaliste actif, alors que l’avance du capital est assurée par un groupe plus vaste de possesseurs de capitaux, que Marx tend à caractériser comme de simples *prêteurs*. Sur cette base s’élabore une seconde métamorphose, le transfert des fonctions du capitaliste actif, comme organisateur et détenteur de l’autorité, vers des groupes de cadres et d’employés salariés.

Cette analyse se relie de manière assez complexe à la distinction entre travailleurs productifs et improductifs, qui est un des éléments de base de la théorie de la valorisation du capital (de l’extraction de la plus-value). Mais la position des nouveaux groupes demeure toujours ambiguë. En tant que gestionnaires, ils assument collectivement ces fonctions capitalistes, ce qui les éloigne des producteurs. En tant que salariés, ils sont les employés du « capital », ce qui les rapproche des travailleurs. En second lieu, la pyramide est si haute - des employés subalternes aux cadres dirigeants - qu’il est difficile de ne pas vouloir tracer de frontières.

Aussi longtemps que ces groupes purent être traités comme une excroissance curieuse, la question de leur position de classe resta au second plan. L’importance considérable qu’ils prirent progressivement, combinée à l’accroissement des employés du secteur public dont ils sont parents, rendit de plus en plus regrettable cette négligence. Dans cette controverse, ces groupes se virent conférer toutes les positions qu’autorisait une combinatoire simple. Considérés globalement ils ont été traités alternativement comme de nouveaux prolétaires ou de nouveaux petits bourgeois. Divisés, la frontière a souvent été placée assez haut dans la hiérarchie en regroupant les grands managers et les capitalistes.

[60]

La clef de l’interprétation de cette nébuleuse et de sa dynamique historique passe, à notre avis, par la reconnaissance de l’émergence d’une nouvelle contradiction de classe au sein de ces groupes. Depuis les premiers stades de ces transformations, le transfert des tâches capitalistes à ces groupes salariés s’est opéré de manière antagonique, concentrant les tâches dites nobles au sommet de la hiérarchie et les tâches d’exécution à sa base, selon une division qui n’est pas purement fonctionnelle, mais sociale et politique. Elle est assez bien traduite par la formule d’usage courant *cadres et employés*. La complexité de la structure de classe de nos sociétés provient de la superposition des deux contradictions, l’opposition traditionnelle entre capitalistes et prolétaires d’une part, et l’opposition au sein des nouveaux groupes d’autre part. C’est sur cette base que peuvent se comprendre les divers regroupements et séparations sous-jacents à nos représentations et aux analyses théoriques.

Afin d’illustrer plus aisément cette proposition, on va utiliser quatre symboles : K désignera les capitalistes, C, les cadres, E, les employés et, T, les travailleurs productifs :

1. Une première vision privilégie la séparation entre les travailleurs productifs et les trois autres groupes considérés globalement : K+C+E / T. Elle donne un traitement singulier du travailleur productif comme membre d’une classe exploitée. Elle est encore très importante dans le capitalisme contemporain, notamment sur les plans sociologique et politique (par exemple, la référence à un parti ouvrier).

2. On peut à l’inverse placer la frontière à l’autre extrémité et séparer les capitalistes : K / C+E+T. Cette vision isole les propriétaires (comme des parasites) et les oppose à tous les autres (les vrais travailleurs). Ce clivage est important politiquement, car il fonde l’argument de *solidarité* des travailleurs.

3. Une autre vision, K / C+E / T, insiste sur la similitude entre les groupes intermédiaires, les cols blancs, C+E, en les distinguant à la fois des propriétaires et des travailleurs productifs. Elle est importante sur les lieux de travail et sociologiquement dans les liens sociaux et culturels.

4. On peut enfin privilégier la séparation au sein des quatre groupes, entre les deux premiers et les deux seconds : K+C / E+T. C’est la contradiction entre, d’une part, les possesseurs du capital et ceux qui gèrent en leur nom et, d’autre part, des exécutants, les employés et les travailleurs productifs (dont les conditions socio-économiques sont similaires). L’importance de cette opposition ne cesse de croître, notamment relativement à la première ci-dessus, et cela sur tous les plans.

[61]

La première et la seconde oppositions sont les plus proches de la contradiction marxiste traditionnelle *bourgeoise/prolétariat*. La question des couches intermédiaires est en quelque sorte éludée. Le troisième point de vue qui insiste sur ce qui réunit les deux groupes intermédiaires fait écho à l’analyse que Marx donna du transfert des fonctions capitalistes à des salariés. La dernière lecture de cette configuration complexe combine les deux contradictions, *bourgeoisie/prolétariat* d’une part, et celle correspondant, d’autre part, à la polarisation des tâches au sein des nouveaux groupes entre encadrement et exécutants : *cadres/employés*.

En dépit de la réaffirmation de la permanence des lois immanentes de la production capitaliste, on est en droit de se demander dans quelle mesure des dialectiques similaires à celles décrites vis-à-vis de la structure de classe sont déjà en œuvre, quoique sous une forme encore embryonnaire. Cela revient à se demander si les lois de la concurrence ou les tendances historiques portent déjà les premiers signes de leur dépassement. Nous ne faisons pas référence ici à des suspensions temporaires, comme la crise de la concurrence à la fin du XIXe siècle ou le renversement de la tendance du taux de profit au cours de la première moitié du XXe siècle, mais aux germes d'une métamorphose qui condamnerait la valeur explicative de ces lois à plus ou moins long terme. Il faut bien comprendre que cette démarche nous entraîne vers la thèse d’une métamorphose des rapports de production au-delà du capitalisme.

On peut, sur ces thèmes, faire marcher son imagination, mais il faut rester prudent et le conditionnel s’impose ici. La continuation de la croissance de la taille des entreprises et l’extension des réseaux de financement pourraient être les signes précurseurs d’une intégration des processus de production et de financement dont la poursuite serait susceptible de conduire à la négation des ressorts capitalistes de la coordination des actions individuelles par le marché. Au lieu de réponses à des écarts de rentabilité émanant d’institutions capitalistes rivales, on verrait se déployer des stratégies de plus en plus globales, quasi planificatrices, signalant la perte de valeur explicative de la théorie de la concurrence. En ce qui concerne les tendances, les métamorphoses du changement technique et de la détermination des salaires, qu’on a évoquées à la section précédente comme des réponses potentielles à la crise structurelle actuelle, remettraient en cause fondamentalement les relations entre les variables (productivités, composition du capital, salaire, taux de profit) et pourraient également signaler la perte de valeur explicative d’un système théorique et l’émergence d’une nouvelle dynamique dont il faudrait alors faire la théorie. On va cependant s’empresser de refermer la fenêtre ainsi ouverte sur le futur.

[62]

Quelle révision ?

La question du degré de « révisionnisme » requis par les métamorphoses du capitalisme n’admet évidemment pas de réponse quantitative. La proposition qu’il faut réviser *dans une certaine mesure* ne fera pas même l’unanimité. Comme toutes les positions de compromis, elle n’a de sens qu’une fois précisé son contenu.

Nous revendiquons l’héritage théorique du marxisme - car il ne s’agit que de lui - à deux points de vue :

1. *En premier lieu*, un ensemble d’analyses tout à fait spécifiques nous donnent les clefs de la compréhension d’aspects essentiels du capitalisme contemporain : on a mentionné une théorie de la concurrence et une théorie des tendances historiques de la technique et de la répartition, ainsi que l’analyse du rôle de l’État. Ces théories peuvent être l’objet d’élaborations, de formalisations, et servir de support à des travaux empiriques. De ce point de vue, le concept de *révision* est tout à fait inadéquat, car il s’agit de se réapproprier les fondements et se remettre au travail.

2. *Dans d’autres domaines*, le retour aux sources du marxisme revêt un aspect plus « méthodologique ». Il s’agit de se ressaisir des principes fondamentaux de la dialectique et du matérialisme historique, et de s’en servir dans l’analyse de l’histoire et de l’état contemporain du capitalisme mondial. Il faut saisir, à la fois, le contenu - les multiples facettes et l’unité - et la dynamique historique de ces transformations.

Le point crucial, dans un cas comme dans l’autre, est, à notre avis, la question des *cadres et employés* dans le capitalisme. Qu’il s’agisse de la concurrence, des tendances historiques, de la stabilité macro-économique, des classes ou de l’État, ce sont eux qui nous fournissent le fil conducteur de nos analyses. La peur du révisionnisme ne devrait pas contribuer à éluder le débat. Il y va de l’avenir du *marxisme*.

[63]

**Changements et mutation**

“Contribution au débat sur le cours  
du capitalisme à la fin du XXe siècle.”

François CHESNAIS

Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

« *Trois faits fondamentaux de la production capitaliste : 1. Concentration des moyens de production entre peu de mains (...) 2. Organisation du travail lui-même comme travail social ; par la coopération, la division du travail et la liaison entre le travail et les sciences de la nature (...) 3. Constitution du marché mondial*» (Marx, *Capital*, III, XV). Pour Marx, ces éléments faisaient partie intégrante de la base objective qui pouvait permettre, au moindre coût social pour l’humanité, la transition réussie de la société capitaliste moderne vers le socialisme. Le cours de l’histoire politique et sociale du XXe siècle - que l’orientation suivie par les directions internationales et nationales du mouvement ouvrier, et les choix qu’elles ont faits à plusieurs moments historiques critiques, ont contribué à façonner de manière négative - a fermé cette perspective. La transition ne se fera plus dans les conditions où elle était sans doute possible au début de ce siècle. Les problèmes mondiaux que le capitalisme laissera en héritage aux formes d’organisation de la vie économique et sociale qui pourraient un jour le remplacer seront infiniment plus sérieux qu’ils ne l’auraient été dans le cas d’une transition faite il y a 70 ou 75 ans.

Pour l’heure, nous sommes encore à un moment où la faillite du « socialisme réel » a été d’une ampleur telle que les publicistes peuvent énoncer la « fin de l’histoire » ou encore le caractère « indépassable » du capitalisme. À la dernière page de son livre François Furet écrit, par exemple, que « *l’idée d’une autre société est devenue presque impossible à penser, et d’ailleurs personne n’avance sur le sujet, dans le monde d’aujourd’hui, même l’esquisse d’un concept neuf. Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons* » (1995, p. 572). Il est possible que cela ne soit pas le cas longtemps, car il est moins que certain que des [64] centaines de millions de femmes et d’hommes l’entendent de cette oreille. Pour qu’ils acceptent ce verdict, encore faudrait-il que le capitalisme leur offre un avenir autre que celui de l’accumulation de la richesse à un pôle (1/10 de la population mondiale, un peu moins, un peu plus ?) et, à différents degrés, de la pauvreté et de la misère à l’autre pôle. Car tel est le résultat auquel le fonctionnement d’un système marqué, à un degré plus fort qu’à tout moment antérieur, par la « *concentration des moyens de production entre peu de mains*» tend en cette fin de siècle.

À la veille du XXIe siècle, l’humanité vit, en effet, sous la férule d’un capitalisme à *dominante rentière et parasitaire*, dont le fonctionnement et le mode de reproduction sont commandés chaque jour plus clairement par les priorités du capital-argent concentré. Ce capital-argent, ou capital financier (voir infra), vit de revenus qui viennent en partage de la plus-value, c’est-à- dire en déduction du profit brut d’exploitation du capital industriel. Les figures ou les modalités de valorisation de plus en plus variées que le capital argent a imaginées dérivent toutes de celle du capital porteur d’intérêt, dont Marx dit qu’elle est « *la forme la plus extérieure, la plus fétichisée du rapport capitaliste* » (Capital, III, XXIV). Les créanciers dont le keynésien Jean-Paul Fitoussi (1995) dénonce « la dictature » appartiennent à la catégorie de ceux dont Marx parle lorsqu’il précise que « *l’accumulation du capital de la dette publique ne signifie rien d’autre que le développement d’une classe de créanciers de l’État, qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts*», avant d’ajouter la remarque importante, sur laquelle nous reviendrons plus loin, relative au « *mystère* » qui permet à « *une accumulation de dettes de se faire passer pour accumulation de capital*» (livre III, chapitre XXX). Aujourd’hui le pouvoir, sinon l’existence même de ce capital, sont défendus par les institutions financières internationales et les États les plus puissants du globe, quel qu’en soit le coût. Les 55 milliards de dollars avancés en début d’année par des institutions faisant office de « prêteurs en dernier ressort » pour éviter la banqueroute mexicaine l’ont rappelé une nouvelle fois. La force acquise par le capital financier façonne les choix et les opérations du capital industriel. Confrontés à la faiblesse de la demande et à la baisse du taux de profit, les groupes industriels ont répondu par une centralisation et concentration accrues. Constatant que la rentabilité des investissements financiers est plus élevée que celle des investissements industriels, ils ont également accentué fortement leur degré de financiarisation.

Indépendamment de la différentiation interne entre capital productif et capital financier, le fonctionnement du capital mondialisé repose, outre les ponctions opérées sur la paysannerie et les petites gens des villes, sur l’appropriation d’une masse de plus-value sur une échelle aussi importante que les contradictions du mode de production et ses tendances stagnationistes le permettent (Sweezy, 1995). Dans la majeure partie du secteur [65] industriel, l’appropriation de la plus-value comporte la mise en mouvement d’une quantité toujours moindre de travail vivant. « *L’organisation du travail lui-même comme travail social ; par la coopération, la division du travail et la liaison entre le travail et les sciences de la nature*» est devenue une réalité plus palpable que jamais. Mais les potentialités émancipatrices de ces processus sociaux sont, plus que jamais, confisquées par le capital. Pire encore celui-ci sait s’en servir, tant du fait même du fonctionnement du système que par son action consciente, pour en retourner les effets contre les salariés et les masses laborieuses, de telle sorte qu’en cette fin de XXe siècle, l’humanité subit les effets des changements technologiques (auxquels on ne peut pas appliquer indifféremment le terme de « progrès »), sous la forme d’une régression économique, sociale et politique très grave dont l’ampleur était impensable voici encore vingt ans. Cette régression a pris d’ores et déjà l’allure d’un désastre humain et sociétal dans les pays du « Quart monde », mais elle s’étend à vive allure à tous les autres, sans épargner les pays capitalistes centraux, où elle frappe avec une force particulière la jeunesse ainsi que les segments les plus vulnérable de la classe ouvrière (les immigrés en premier lieu).

Que faut-il entendre  
par la « globalisation » ?

La « globalisation » ne peut s’entendre que par rapport aux formes et degrés antérieurs d’internationalisation. L’unité de l’économie mondiale, au sens d’une intégration de toutes ses parties sans exception dans un système de relations façonné par le capital et placé sous la domination des pays capitalistes centraux est une réalité depuis plus d’un siècle. Le « marché mondial » était constitué lorsque Marx écrivait, et il avait déjà évolué dans sa constitution systémique lorsque les écrits classiques sur l’impérialisme de Luxembourg, Hilferding, Boukharine et Lénine sont parus.

Aujourd’hui, le terme « globalisation » - dont nous avons cherché à montrer la genèse précise [[47]](#footnote-47) - peut revêtir un sens notamment par rapport à la forme dominante antérieure d’expansion du capital productif centralisé dans les sociétés transnationales (STN). Cette approche en termes de phase nouvelle dans l’internationalisation du capital productif mettra alors en valeur ce qui sépare l’internationalisation de type « multi-domestique » - pour reprendre le terme de M. Porter (1986) - de celle où dominent des stratégies proprement globales et des formes d’organisation des groupes en « firmes-réseaux ». Mais la « globalisation » est aussi de toute évidence l'expression de rapports nouveaux tant dans les relations entre le capital et [66] l’État au niveau national, qu’entre le capital dans ses différentes déterminations ou composantes, notamment le capital productif et le capital-argent.

Le capital fortement centralisé et concentré, qu’il soit engagé dans la production ou qu’il se mette en valeur sous la forme de capital-argent de prêt, a brisé la plupart des entraves ou limitations qui lui avaient été imposées, pour l’essentiel dans le cadre d’État-nations déterminés, à la suite de très grands combats sociaux dont les cadres ont été la grande crise des années 1930 et la crise révolutionnaire ouverte qui a marqué la fin de la 2ème guerre mondiale.

À partir de la fin des années 1970, le capital est parvenu à briser le corset de relations sociales, de lois et de règlements où l’on avait cru pouvoir l’enfermer avec l’illusion de pouvoir le « civiliser ». Il a mis à bas l’illusion née des conquêtes politiques et sociales partielles des décennies antérieures que l’on serait parvenu à le domestiquer dans le cadre de modes de régulation nationaux. Il y est parvenu tant par la force *intrinsèque* qu’il a retrouvée grâce à la phase d’accumulation ininterrompue exceptionnelle de l’après-guerre (les « trente glorieuses ») et aux nouvelles technologies qu’il a su orienter à ses propres fins, que du fait de l’*appui* très important qu’il a reçu des principaux gouvernements capitalistes à la suite des impasses et des échecs de gouvernements élus par la classe ouvrière, en premier lieu au Royaume-Uni. Cet appui, qui traduit les besoins et l’influence propres de la sphère politique et qui n’est pas réductible au mouvement du capital même s’il lui prête main-forte, a pris la forme des politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation que ces gouvernements ont adoptées l’un après l’autre depuis l’arrivée au pouvoir de Thatcher et de Reagan. Le capital a ainsi retrouvé une liberté pour se déployer à sa guise, et notamment pour se mouvoir sur le plan international d’un pays ou continent à un autre, qu’il n’avait pas connue depuis 1914.

Le recours apologétique à l’expression « globalisation de l’économie » sert à habiller cette réalité et à justifier, au nom de contraintes externes inexorables, la nécessité pour les salariés et la jeunesse de « s’adapter » aux exigences du capital et d’accepter toutes les politiques rétrogrades et destructrices de rapports sociaux et d’existences humaines mises en œuvre par les gouvernements. Au-delà de cet usage apologétique, le terme est synonyme dans l’esprit d’un nombre croissant de responsables politiques et même d’entrepreneurs ou de banquiers d’une subordination à des mécanismes sur lesquels ils n’ont plus de prise. Le retour en force de la notion totalement abstraite (au sens péjoratif du terme) de « marché » n’est pas sans signification. Il révèle à quel point l’économie mondiale globalisée a accru l’emprise du « fétichisme de la marchandise ». Aujourd’hui à un degré plus élevé que jamais « *le caractère social de l’activité et du produit ainsi que la participation de l’individu à la production sont étrangers et réifiés en face de l'individu. Les relations qu’ils entretiennent sont, en fait,* [67] *une subordination à des rapports qui existent indépendamment d’eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les uns aux autres. L’échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante »* (Marx, *Fondements de la critique de l’économie politique I*, Anthropos, 1969, p. 94).

En deçà de cette fétichisation envahissante, le contenu effectif de la « globalisation » est donné par la mondialisation, *non* des *échanges* mais des opérations du capital, sous la triple forme du *capital* industriel, du capital concentré engagé dans le négoce et la grande distribution, et surtout, chaque jour de façon plus pesante, sous celle du capital-argent concentré, qui se valorise au sein de la sphère financière mais qui se nourrit au moyen de ponctions sur la sphère productive où se forment la valeur, la plus-value et les autres variétés de surproduit.

Contrairement aux discours des hommes politiques et de tant de journalistes, la « globalisation » n’est celle des échanges commerciaux que de façon subordonnée, la structure de ces échanges n’étant lisible qu’une fois faite l’analyse des opérations du capital dans ses trois figures. On estime que les STN sont parties prenantes (en tant que maisons-mères, filiales, ou donneurs d’ordre dans des contrats de sous-traitance transfrontières) au moins aux *deux tiers* des échanges internationaux de « biens et services ». À lui seul, environ 50 % du commerce mondial appartient à la catégorie « intra-groupe ». D’autre part, ainsi que les statistiques officielles elles-mêmes le montrent, au cours des années 1980 et 1990, la croissance des échanges s’est faite à une allure modeste, bien inférieure aux taux des années 1960-1974 et très inférieure aussi à la croissance des investissements directs, sans parler de celle des transactions sur les marchés financiers internationalisés. Au niveau des échanges, le mouvement dit de « régionalisation » (dans le cadre des blocs continentaux) l’emporte de loin sur les autres courants commerciaux, sauf pour les importations par les pays du centre d’un petit nombre de matières premières. Enfin, *last but not least*, dans de nombreux pays subordonnés et dominés du « Tiers » et du « Quart monde », la « globalisation » des échanges a surtout été vécue sous la forme d’une marginalisation poussée.

Le capital comme unité différenciée   
et hiérarchisée

La mondialisation exige la réappropriation d’outils analytiques propres à appréhender ce qui est une totalité systémique. Il en est ainsi du concept même de capital qui doit être pensé comme une unité différenciée et hiérarchisée. Le capital productif (ou capital engagé dans l’industrie au sens large), le capital commercial (ou capital engagé dans le négoce et la grande [68] distribution concentrée) et le capital-argent doivent être abordés comme « *des éléments d’une totalité, des différenciations à l’intérieur d'une unité*» (Marx, Postface à la *Contribution à la critique de l’économie politique*). De la différenciation entre les trois formes peuvent jaillir des contradictions profondes. Mais elles sont circonscrites par le fait que le capital dans toutes ces formes repose sur la propriété privée (ce qui marque les limites de tout affrontement économique ou politique) et aujourd’hui aussi par le fait que les trois formes, même la forme du capital « productif », sont marquées d’un sceau rentier extrêmement fort.

L’ensemble de données, que j’ai rassemblées et analysées dans le livre publié chez Syros, suggère *le crépuscule d’un cycle unifié de mise en valeur placé sous la domination du capital industriel*. J’ai mis en évidence une capacité considérable du capital commercial sous ses formes les plus concentrées, soit de se poser en *rival* du capital industriel en effectuant une partie des opérations qui sont en principe les siennes, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l’aval, c’est-à-dire de l’accès au marché. Dans le cas du capital-argent, il s’agit de bien plus que cela. Il s’agit de la réaffirmation par le capital financier de la capacité, assez largement perdue du fait de la crise de 1929 et des événements des années 1940-50, à dicter sa conduite au capital industriel, ainsi que de l’émergence d’une situation où c’est le mouvement propre de cette fraction du capital qui tend à imprimer sa marque sur l’ensemble des opérations du capitalisme contemporain.

Le caractère d’unité différenciée et hiérarchisée vaut pour l’économie mondiale comprise comme rapports de rivalité, de domination et de dépendance politiques entre États. La mondialisation du capital et la prétention du capital financier de dominer le mouvement du capital dans sa totalité, n’effacent pas l’existence des États nationaux. Ces processus accentuent cependant les facteurs de hiérarchisation entre pays, en même temps qu’ils en redessinent la configuration. L’abîme qui divise les pays participant ne fût-ce que marginalement à la domination économique et politique du capital- argent rentier et ceux qui subissent cette domination s’est encore accru. Mais la mondialisation est aussi allée de pair avec des modifications dans les rapports politiques compris cette fois comme rapports internes aux bourgeoisies impérialistes.

Les États-Unis ont accentué leur poids pas seulement du fait de l’effondrement de l’URSS et de leur position militaire inégalée, mais aussi en raison d’une position sur le plan du capital financier qui est bien supérieure à celle qu’ils gardent sur le plan industriel. Le fait que les États-Unis soient la source principale du parasitisme financier qui gangrène le capitalisme mondial ne les empêchent pas d’imposer leur hégémonie avec tous les moyens à leur disposition. Les conflits entre bourgeoisies sont par définition des conflits qui se placent sur le terrain d’un attachement commun au [69] régime de la propriété privée. De ce fait leur forme, à la fois la plus achevée et la plus courante, a toujours été militaire. Aujourd’hui puisqu’aucune bourgeoisie ne peut les affronter militairement ni les mettre en cause sur le plan du système de la propriété des moyens de production, les États-Unis jouissent d’une situation sans précédent historique. La rivalité entre modes d’organisation du capitalisme (capitalisme « rhénan », « nippon » et « anglo-saxon ») ne peut pas aller bien loin, et pas après pas les États-Unis imposent aux autres exactement les règles du jeu qui leur conviennent et qui sont calquées sur les besoins du capital financier à caractère rentier dont ils sont l’épicentre. Ce sont donc eux qui dictent les règles du commerce et de la finance internationales, au travers de leurs positions au sein du FMI et du GATT (devenu Organisation Mondiale du Commerce avec des pouvoirs d’intervention accrus pour imposer aux pays les plus faibles les politiques de libéralisation et de déréglementation), et également celles moins formelles qui ordonnent les rapports internes à l’oligopole mondial [[48]](#footnote-48).

Centralisation et concentration industrielles :  
l’oligopole mondial

L’époque de la mondialisation du capital se manifeste pourtant sous la forme d’une progression quantitative et qualitative du mouvement de centralisation et de concentration du capital industriel. Les grands groupes paraissent plus fort qu’il ne l’ont jamais été. Ils le sont à coup sûr face aux entreprises et aux pays moins forts auxquels ils peuvent dicter leurs termes, mais leur degré de financiarisation traduit la force de la pression que le capital-argent plus concentré encore exerce sur eux.

Au cours des années 1980, environ 80 % des investissements directs à l’étranger ont eu lieu entre pays capitalistes avancés, environ les trois- quarts des opérations ayant comme objet l’acquisition et la fusion d’entreprises existantes, c’est-à-dire un *changement de propriété* du capital et non une création de moyens de production nouveaux. Impulsé par les exigences de la concurrence qui impose aux groupes les plus forts de ravir aux firmes absorbées leurs parts de marché et de restructurer et de « rationaliser » leurs capacités de production, et favorisé et facilité par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, le mouvement de centralisation et de concentration du capital s’est développé sur une échelle sans précédent, en tant que processus proprement international à l’échelle de ce qui est nommé la « Triade ». La « *concentration des moyens de production entre peu de mains* », identifiée par Marx comme tendance de fond [70] du capitalisme [[49]](#footnote-49) a atteint des dimensions insoupçonnées, déjouant tous les pronostics optimistes au sujet d’une déconcentration du pouvoir économique.

Au terme du processus combiné d’investissement international croisé et d’acquisitions et fusions, le taux de concentration mondial est tombé à des niveaux correspondant, toutes choses égales par ailleurs, à ceux qui permettaient de diagnostiquer, il y a encore seulement vingt ans, l’existence d’une situation d’oligopole au plan national. Des formes très concentrées de la production et de la commercialisation à l’échelle internationale sont loin d’être une nouveauté. Dans l’industrie du pétrole ou de l’extraction et du traitement de métaux non-ferreux (par exemple l’aluminium), une concentration élevée a été depuis longtemps un trait dominant de l’offre. Ce qui est caractéristique de la phase de la mondialisation du capital, c’est l’extension de structures d’offres très concentrées vers la plupart des industries à forte intensité de R-D ou de « haute technologie », ainsi que dans de nombreux secteurs industriels de fabrication à grande échelle.

La forme la plus caractéristique de l’offre aujourd’hui est donc l’oligopole mondial. L’existence de situations d’oligopole ne se déduit pas mécaniquement du degré de concentration. Celui-ci fournit une première approximation du nombre de rivaux oligopolistiques au sens propre du terme, à savoir de groupes qui sont réellement capables de soutenir une concurrence « globale », menée simultanément sur leur propre marché, sur ceux de leurs rivaux et sur les marchés tiers. Mais l’énoncé le plus général, mais aussi le plus fructueux, de l’oligopole, tient à l’interdépendance entre les firmes qu’elle comporte, « *les firmes ne réagissant plus à des forces impersonnelles en provenance du marché, mais personnellement et directement à leurs rivaux*» (Pickering, 1974).

C’est pourquoi j’ai défini dans le livre publié chez Syros, comme dans d’autres travaux, l’oligopole mondial comme un « *espace de rivalité* », délimité par les rapports de dépendance mutuelle de marché qui lient le petit nombre de grands groupes qui parviennent, dans une industrie (ou dans un complexe d’industries à technologie générique commune), à acquérir et à conserver le statut de concurrent effectif au plan mondial. L’oligopole est un lieu de concurrence féroce, mais aussi de collaboration entre groupes. Ceux-ci reconnaissent leur « *dépendance mutuelle de marché*» (Caves, 1974), par le biais de toutes espèces d’accords (de coopération technique, de fixation commune des normes) dont la plupart ne tombent pas sous le coup des législations antitrust. Les rapports constitutifs de l’oligopole deviennent en eux-mêmes, de façon inhérente, un important facteur de barrière à l’entrée, sur lequel d’autres éléments (tels que les coûts irrécouvrables [71] ou le niveau de » investissements de R-D) peuvent ensuite venir se greffer.

Profit et rente dans les groupes industriels

Plus haut j’ai écris que la forme du capital « productif » était marquée au même titre que les deux autres formes, fût-ce peut-être à un degré un peu moindre, d’un sceau parasitaire très fort. Ceci exige quelques explications.

Dès la fin des années 1980, J. Dunning (1988) a pu dessiner les traits de ce qu’il nomme les « multinationales de style nouveau ». Celles-ci seraient, avant tout, « *le système nerveux central d’un ensemble plus étendu d’activités, interdépendantes mais gérées moins formellement* (que dans le modèle chandlérien utilisé par les EMN “classiques” des années 1960- 70), *dont la fonction première est de faire progresser la stratégie concurrentielle globale et la position de l’organisation située au cœur* (core organisation) ». Et Dunning de préciser, « *ce n’est pas seulement, ou même principalement, par l’organisation de sa production interne et de ses transactions sur le mode le plus efficace, ou par ses stratégies de technologie de produit et de commercialisation, que cette organisation atteint son but*; mais par la nature et la forme des relations établies avec d’autres entreprises » (c’est moi qui souligne).

Une telle « entreprise » est évidemment un groupe. Même si l’usage veut que les organisations capitalistes, à implantation et opérations transnationales, continuent à être désignées sous le nom « d’entreprises » ou de « firmes », on est en présence de *groupes financiers à dominante industrielle*, que tout contribue à distinguer *toujours plus* de la grande masse des entreprises : leur dimension, leur « portée globale » (*global reach*), leurs modes d’organisation, la capacité exclusive d’accéder de plein droit aux marchés financiers aussi bien pour y placer leurs obligations sans intermédiaire que pour y opérer comme investisseurs financiers - et cela à un moment où la majorité des entreprises vit sous la coupe des banques plus péniblement que jamais.

Aujourd’hui le « système nerveux central » de la « *core* organisa*tio*n » est une société *holding*. Ce changement organisationnel n’est pas trivial ou secondaire. Il a des conséquences importantes, même si celles- ci ne se manifestent pas du jour au lendemain et se développent plus ou moins lentement selon les groupes. La seule sur laquelle j’insisterai ici a trait à l’accroissement, que je pense de type qualitatif, dans le degré de *financiarisation* des groupes en forme de holding. Ce sont à un degré toujours plus fort des groupes financiers, certes à dominante industrielle mais avec des diversifications dans les services financiers, ainsi qu’une activité [72] toujours plus importante en tant qu’opérateurs sur les marchés des changes (Serfati, 1995). L’organisation en holding a précisément pour but de rendre l’entrée de plain-pied dans la finance globalisée plus aisée (que les groupes possèdent une banque de groupe ou qu’ils confient la responsabilité des opérations financières à leur direction financière).

Dans les années 1970, on pouvait encore établir, avec C. A. Michalet (1985), des classification assez claires relatives aux stratégies-type suivies par les EMN et les filiales-type qu’elles créaient et plaçaient sous l’autorité d’une « division internationale » moyennant un ajustement assez limité des structures « chandleriennes ». On distinguait ainsi les stratégies d’approvisionnement, propres aux EMN du secteur primaire, spécialisées dans l’intégration verticale amont de ressources minières, énergétiques ou agricoles situées dans les pays du « Tiers-Monde » ; les stratégies de marché multidomestiques comportant l’établissement de « filiales relais » ; enfin les stratégies de « production rationalisée », c’est-à-dire de production intégrée internationalement à la suite d’une décomposition internationale des processus productifs avec l’établissement de « filiales-ateliers ».

La vague de fusions-acquisitions au sein de la Triade, d’une part, et la formation de vastes zones continentales de libre-échange, de l’autre, ont eu pour effet de modifier ce tableau de façon sensible. Les fusions-acquisitions ont porté sur des firmes, ou plus exactement sur des groupes de plus en plus grands, dont l’intégration réussie dans le groupe acquéreur a posé toujours plus de problèmes. Prenons un exemple. L’acquisition par Péchiney d’American Can, c’est-à-dire d’un groupe ayant lui-même des dizaines de filiales en Amérique du Nord mais aussi de par le monde, dont l’arrivée annonce la fin de l’identification de Péchiney à la filière aluminium et une accélération du processus de désengagement du secteur des métaux, a exigé qu’on donne à cette « filiale » le même statut que Péchiney-Aluminium, qui est pourtant l’entreprise à partir de laquelle le groupe s’est développé historiquement. D’où la forme en holding et le degré élevé d’autonomie des « filiales de premier rang ».

Parallèlement, la formation de vastes zones continentales de libre-échange, couplée avec les technologies industrielles nouvelles, font qu’au niveau des systèmes productifs, la forme principale, sinon unique, de filiale qui subsiste aujourd’hui, est la filiale-atelier intégrée dans un ensemble plus large qui, à quelques exceptions près (habillement/chaussures bon marché où beaucoup de firmes cherchent à adopter le « système Nike ») est continental et non pas « mondial ». À son tour cette forme de filiale tend le plus souvent à faire partie d’un dispositif de création et d’appropriation de valeur plus large, dont la base est la sous-traitance et dont les frontières sont souvent assez difficiles à déterminer avec précision.

La multiplication des participations minoritaires, et surtout des nombreux accords de sous-traitance et de coopération interentreprises entre [73] partenaires de puissance économique souvent très inégale, a conduit à l’émergence de ces formations hybrides qu’on désigne sous le nom de « *firme réseau*» (OCDE, 1992). Cette évolution n’a pas seulement eu pour effet de rendre les « frontières de la firme » très perméables et floues. Elle est également à l’origine d’un *important processus de « brouillage » des frontières entre le « profit » et la « rente » dans la formation du profit d’exploitation des groupes* (donc en dehors de toute considération de leurs opérations en tant que capitalistes financiers).

L’essentiel n’est pas tant de trouver un accord sur le terme qu’on choisit d’employer (« profit », « rente ») que d’identifier la nature des processus économiques. Ce qu’on nomme les « nouvelles formes de l’investissement », de même, à mon avis, que la majorité des accords de sous-traitance et de coopération interentreprises entre partenaires de puissance économique nettement inégale, exigent une décomposition entre 1) ce qui relève de la formation d’un surplus au sein de la chaîne de valeur de la firme, et 2) ce qui correspond soit à des formes de « créances » sur l’activité productive d’une autre firme, soit à des ponctions sur le surplus de cette firme, à des empiétements sur sa propre chaîne de valeur.

Cette dernière notion n’est pas triviale. C’est ainsi que D. Teece (1986) a pu, par exemple, suggérer une problématique des accords de coopération en termes de possession ou non par une firme plus petite ou émergente (cas des firmes de biotechnologie) de l’ensemble des actifs nécessaires à ce qu’elle puisse valoriser son innovation toute seule, c’est-à-dire rester maître de sa chaîne de valeur, sans avoir à concéder une partie de son surplus aux firmes plus grande qui sont en situation de lui fournir, à ce prix, les « actifs complémentaires » qui lui font défaut.

L’appropriation de plus-value   
et de surplus par le capital commercial

J’ai parlé plus haut de la capacité du capital commercial sous ses formes les plus concentrées, soit de se poser en *rival* du capital industriel en effectuant une partie des opérations qui sont en principe les siennes, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l’aval, c’est-à-dire de l’accès au marché. Ici je me bornerai à un seul exemple portant sur l’une des formes de ce je nomme « l’intégration sélective » des pays du « Sud » par ceux du « Nord ». Il a acquis beaucoup d’importance depuis les années 1980, mais il reste encore peu étudié. Cet exemple concerne le « capital-marchandise » ou capital commercial. Il est une parfaite expression de la force que celui-ci a acquise. Il s’agit de l’un des cas de figure des « délocalisations » identifiées par certains chercheurs [[50]](#footnote-50). [74] Ce cas de figure est celui des « délocalisations résultant du négoce international », qui portent sur l’approvisionnement en produits industriels standardisés (c’est-à-dire aujourd’hui dont la production est aidée, gérée et vérifiée par ordinateur), là où les coûts salariaux sont les moins chers. Ce cas de figure ne concerne pas seulement les intrants et demi-produits dans le cadre de productions de masse flexibles, mais aussi les produits finis de consommation de masse que les grandes chaînes commerciales ou les hypermarchés peuvent désormais aller chercher très loin, en établissant leurs propres contrats de sous-traitance avec des producteurs locaux et en commercialisant les produits sous leurs propres marques. Ce système est pratiqué dans l’habillement, par exemple, par toutes les grandes chaînes de magasins. Les grands groupes de la distribution américains (Sears, Bloomingdale) ont commencé, mais ils ont été vite suivis par les groupes européens qui se comportent tous en « quasi industriels », bien qu’appartenant au secteur des services.

Pour peu qu’on adopte une problématique dans laquelle le concept clef est celui du *capital*, c’est-à-dire une masse financière d’une certaine dimension, dont le but est l’autovalorisation avec profit, il n’existe aucune difficulté à inclure ce cas de figure dans une problématique générale des délocalisations et des figures de l’intégration sélective. L’inclusion n’est pas gênante, elle est même tout à fait *légitime*. Aujourd’hui, un tel capital, pour peu qu’il dépasse un certain seuil en termes de taille et de capacité d’organisation, peut adopter les combinaisons les plus variées, associant les formes propres au capital engagé dans la production, et celles qui caractérisent le capital se valorisant comme capital concentré de négoce. Dans une problématique de répartition de la valeur ajoutée à différents points de « la chaîne de valeur », mais aussi de développement, il n’est pas *du tout* indifférent que le commerce international ait lieu à l’initiative d’un capital situé au sein de pays de la Triade, et qu’il traduise l’existence tant de rapports de puissance économique « asymétriques », que de barrières à l’entrée de type industriel permettant ou non d’accéder aux marchés des pays capitalistes avancés, autrement puissantes que les barrières « classiques » aux échanges que le GATT / OMC prétend réglementer.

Les deux sens du terme capital financier  
et leur actualité respective

Lorsque Marx utilise le terme « capitaliste financier », il se réfère aux banquiers d’affaires et autres « chevaliers de la finance » vivant d’opérations qui ont pour théâtre la sphère financière, définie comme étant celle [75] où « *nous avons A-A’, de l’argent produisant de l’argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès (de production) qui serve de médiation aux deux extrêmes*» (Capital, III, XXIV). Les opérations propres à la sphère financière engendrent des couches de la bourgeoisie à caractère essentiellement rentier, dans le sens économique précis où les revenus dont elles jouissent résultent de transferts à partir de la sphère de la production et des échanges. Dans le cas de prêts aux industriels ou de possession d’actions, les transferts s’effectuent en partage de la plus-value (position partagée avec les bénéficiaires de rentes foncières). Dans le cas des titres de la dette publique et des prêts aux États, on a affaire à des ponctions sur les revenus du travail de l’ouvrier, de l’artisan ou du paysan sous la forme d’impôts levés par les États. Marx précise que l’extension de la sphère financière donne lieu à un développement formidable du fétichisme inhérent aux rapports de type marchand dont nous avons déjà parlé. Citons encore un extrait du chapitre XXIV, dont l’actualité n’a jamais été aussi grande qu’aujourd’hui : « *Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement. A-A’ représente la forme vide de contenu du capital, l’inversion et la matérialisation des rapports de production élevées à la puissance maxima : la forme productrice d’intérêt, la forme simple du capital où il est la condition préalable de son propre procès de reproduction ; la capacité de l’argent, ou de la marchandise de faire fructifier leur propre valeur, indépendamment de la reproduction - c’est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale. (...) Alors que l’intérêt n’est qu’une partie du profit, c’est-à-dire de la plus-value que le capitaliste actif extorque à l’ouvrier, l'intérêt se présente maintenant (...) comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d’entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s’ajoute au cours du procès de reproduction* ».

Chez Hilferding le terme capital financier a un sens sensiblement différent. Il désigne la forme de capital qui naît, à partir de la dernière décennie du XIXe siècle, de l’interconnexion étroite (il parle même de « fusion ») entre les grandes banques et la grande industrie, et dont Hilferding présente la forme spécifiquement allemande comme si celle-ci était commune à toutes les puissances capitalistes. Sur le plan politique cette interconnexion étroite a d’importants effets en termes de concentration de pouvoir, nationalement et internationalement. Dans la sphère économique ses conséquences se mesurent en termes d’accroissement du pouvoir de monopole, résultant déjà du processus de concentration et de centralisation industrielles. La problématique du capital financier chez Hilferding est plus facile à saisir que celle du cycle « raccourci » du capital-argent chez Marx et la notion de capital fictif qui y est inclue. Il est également plus facile de lancer des ponts entre la problématique de Hilferding et beaucoup de [76] travaux non marxistes sur les trusts ou l’influence du capital financier dans la politique intérieure et extérieure. D’autre part, si Lénine présente, dans son travail célèbre sur l’impérialisme, des faits et des analyses qui se réfèrent au capital financier dans les deux sens indiqués, ceux qui renvoient à Hilferding sont beaucoup plus explicites dans leur fondement théorique que ceux qui se réfèrent au mouvement raccourci A-A’. S’agissant des transferts de revenus vers des couches sociales rentières, la référence la plus claire de Lénine est en fait à Hobson à propos des « États rentiers ». L’analyse du livre III du *Capital* reste donc méconnue et n’a réellement été abordée en France que par S. de Brunhoff (1967 et 1973).

L’explosion des transactions financières qui a commencé au cours de la décennie 80, de même que les soubresauts financiers qui ont marqué la première moitié des années 90, relèvent de cette problématique dont les jalons ont été posés par Marx à un tout autre niveau de développement de la finance et des prétentions du capital-argent à s’autonomiser. La mondialisation du capital est plus avancée dans la sphère financière que dans tout autre domaine. L’expansion de cette sphère en relation avec la libéralisation et la déréglementation des années 1978-88 a été marquée par une préférence marquée du secteur financier pour des placements caractérisés par la recherche de la liquidité, la rentabilité à court terme et un degré très élevé de mobilité dans les formes d’engagement, grâce aux mécanismes d’arbitrage entre actifs permis par la libéralisation et la déréglementation financières. Les marchés financiers mondialisés se présentent ainsi comme une arène organisée où des masses concentrées de capital-argent ont tout loisir pour *se mettre en valeur en conservant un degré de liquidité très élevé*. Elles y parviennent au moyen principalement d’un ensemble d’opérations de placement et de prêt à très court terme, ainsi que de formes diverses de profits financiers « purs ». Ceux-ci résultent d’opérations effectuées à l’intérieur de la seule sphère financière, mais ils reposent sur un ensemble de mécanismes qui assurent le transfert en leur faveur de richesses créées dans la sphère de la production et des échanges de marchandises et de services marchands.

Mais ce sont aussi les formes actuelles de l’interconnexion entre la finance concentrée et la grande industrie qu’il faut soumettre à une analyse critique renouvelée, de façon à prolonger le travail sur le capital financier dans le second sens du terme. Les années 80 ont également vu l’arrivée au-devant de la scène des formes de centralisation de capital-argent d’institutions financières, parfois d’origine assez ancienne mais qui étaient restées jusque là dans une situation subalterne aux grandes banques et aux grands groupes. Il s’agit des grands fonds de retraite anglo-saxons et japonais, des fonds communs de placement et de gestion de portefeuilles de titres (les *Mutual Funds*), ainsi que des compagnies d’assurances les plus orientées vers les systèmes d’assurance-vie et de retraites complémentaires. La [77] formation et la croissance de ces institutions a conduit à des changements importants, qui sont loin d’être achevés, dans les formes des rapports et dans les modalités d’entrelacement entre la finance et la grande industrie. Ces institutions financières non bancaires commandent des masses financières aussi grandes que celles de la plupart des grandes banques sont petites, sinon carrément naines, en comparaison. Ce sont ces opérateurs financiers d’un type qualitativement nouveau, qui ont été, *de très loin*, les principaux bénéficiaires de la « globalisation financière ». Ils ne se désintéressent pas de l’industrie pour autant. Une partie significative de leurs avoirs financiers gigantesques est détenue sous forme de paquets d’actions. Ceux-ci sont plus ou moins importants, mais sont toujours suffisants pour dicter la politique économique et les stratégies d’investissement des groupes industriels en question.

C’est le problème nouveau dit de la « *corporate governance*», dont il est de plus en plus souvent question dans la presse économique. Il est généralement évoqué uniquement sous l’angle de l’instabilité nouvelle à laquelle des couches capitalistes ou technocratiques précédemment bien confortablement installées se trouvent soumises. Mais ce sont des questions beaucoup plus fondamentales pour une appréciation du cours du capitalisme qui sont en jeu. Les plus importantes tiennent à l’orientation des décisions d’investissement et au niveau du taux d’exploitation des salariés et à ses formes. L’objectif des fonds est de valoriser leurs actifs industriels selon les mêmes critères que l’ensemble de leurs actifs financiers. Les gestionnaires des fonds recherchent la plus grande rentabilité, mais aussi le maximum de mobilité et de flexibilité, et ne se reconnaissent aucune autre obligation que de faire fructifier leurs fonds, les conséquences de leurs opérations sur l’accumulation et le niveau de l’emploi n’étant « pas leur problème ». La forme allemande de l’interconnexion entre les banques et l’industrie, dont Hilferding avait fait l’archétype du capital financier, fait même figure aujourd’hui de meilleure forme possible d’organisation du rapport entre le capital-argent concentré et l’industrie [[51]](#footnote-51).

Les opérations du capital-argent  
dans la globalisation financière

La mondialisation du capital est plus avancée dans la sphère financière que dans tout autre domaine. La dimension des transactions financières ainsi que la nature des actifs sur lesquels elles portent en large partie, à savoir en particulier l’achat et la vente des devises nationales réduites au rang d’actif financier comme un autre, de même que l’achat et la vente des bons [78] d’État placés par les gouvernements sur les marchés obligataires, ont contribué à une curieuse *promotion*, dans l’économie politique du monde contemporain, *de la sphère financière au rang de « force autonome*». Parmi les manifestations les plus frappantes de cette évolution on trouve à un niveau épiphénoménal la personnification (qu’elle soit de type admiratif ou diabolisant) dont « les marchés » financiers ont été l’objet. De façon beaucoup plus sérieuse dans ses conséquences, on constate la promotion des « marchés » au rôle d’instance de contrôle des politiques économiques nationales.

Cette promotion du capital-argent à un statut où il paraît se détacher de la production et de l’échange et où il serait appelé à dominer la vie économique et sociale mondiale peut être interprétée comme le degré ultime dans la fétichisation des rapports de propriété capitalistes. Plus prosaïquement cette façon de procéder a pour conséquence 1) de cacher, ou au moins de créer un flou par rapport à la physionomie des opérateurs les plus importants et leur degré de concentration et de puissance, 2) d’occulter le rôle joué par les États eux-mêmes dans la genèse de « la tyrannie des marchés », et surtout 3) de voiler les mécanismes au travers desquels la sphère financière, avant de pouvoir prétendre mettre en place des circuits clos de répartition interne de gains et de pertes purement financiers, *se nourrit de transferts de richesse tout à fait concrets*.

L’autonomie du secteur financier ne peut jamais être autre chose qu’une autonomie *relative*. Les capitaux qu’il brasse sont nés dans le secteur productif et ont d’abord pris la forme 1) de profits (profits non réinvestis dans la production et non consommés, part des profits cédée sous forme d’intérêts au capital de prêt) ; 2) de salaires ou de revenus paysans ou artisans ayant ensuite soit fait l’objet de ponctions par la voie fiscale, soit subi la forme d’usure moderne des « crédits à la consommation » ; enfin 3) depuis 40 ans de salaires différés laissés dans les fonds de retraite privés, mais dont la nature se modifie dès qu’ils pénètrent dans la sphère financière et deviennent des masses cherchant la rentabilité maximale.

Le triomphe d’une approche essentiellement « rentière », dont l’obsession est l’appropriation de richesses plutôt que leur création au moyen de l’élargissement de la production, a été puissamment facilité par l’endettement accéléré et souvent gigantesque des États. La sphère financière se nourrit de la richesse créée par l’investissement et la mobilisation d’une force de travail aux niveaux de qualification multiples. Elle ne crée rien elle-même. Elle représente le type même d’arène où se joue un jeu à somme nulle : ce que quelqu’un gagne à l’intérieur du terrain clos du système financier est perdu par un autre. Pour reprendre une expression de Salama et Valier, le « *miracle des petits pains*» n’est qu’un « *mirage* » (1991, p. 162). Les « profits financiers » résultant de transactions ou de spéculations réussies sur tel ou tel « produit » ou dans tel ou tel compartiment [79] du marché supposent que parallèlement les ponctions et les transferts continuent à s’effectuer à partir de la sphère de la production, si possible sans interruption.

L’existence de taux d’intérêt réels positifs en est l’une des conditions, l’autre étant la capacité des entités endettées. États ou collectivités régionales ou locales aussi bien qu’entreprises, « d’honorer leurs engagements ». Les mouvements de nervosité périodiques des grands opérateurs sur les marchés des changes ou des obligations traduisent leur inquiétude quant à la capacité des États d’assurer le service de la dette, très exactement l’obligation où ils se trouvent d’émettre continuellement de nouveaux bons du Trésor pour assurer le paiement de ceux émis auparavant. Plus généralement on observe une sensibilité extrême, quasi pathologique, du système financier hypertrophié aux modifications de la conjoncture si minimes qu’elles soient, car c’est elle qui conditionne le volume des transactions à partir desquelles les profits financiers se forment. Dès que la sphère financière cesse de se nourrir par des flux substantiels, dont l’origine se trouve exclusivement dans la sphère de la production, les tensions au sein du clos s’avivent et la proximité de crises financières se manifeste également.

Quel peut être le support  
du parasitisme financier ?

C’est sur la production réelle que le parasitisme financier se greffe, d’elle que le capital-argent rentier se nourrit. On est donc forcé de présenter quelques hypothèses sur la formation de la valeur et l’appropriation de la plus-value, sous la forme tant de plus-value relative que de plus-value absolue.

La capacité du capital à s’approprier « *la puissance collective du travail naissant de la coopération* » est l’un des thèmes majeurs du livre I du *Capital*. Marx n’avait pas lu Ohno, mais il avait lu Ure et a donc pu démontrer déjà que « *l’application technologique de la science à la production* » était étroitement dépendante de l’aptitude à organiser la production selon des formes qui maximisent l’effet des avancées proprement techniques. C’est de cette capacité que dépendent pour une large part l’accroissement de l’intensité du travail au niveau de chaque entreprise dans le cadre d’une durée légale donnée, la surveillance accrue, l’augmentation des cadences, subordonnée à l’aptitude de l’entreprise à organiser cette « *puissance collective*». C’est d’elle que dépend aussi l’obtention de la plus-value relative définie comme diminution du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail ou encore dévalorisation du travail.

Rappelons l’exemple que donne Marx : l’industriel de la confection engagé dans la fabrication de chemises, a comme tout capitaliste « *un but déterminant, la plus grande extraction possible de la plus-value*». Il [80] s’acharne donc à intensifier le travail et à en accroître le rendement par l’usage de nouveaux équipements. Mais en accroissant la productivité du travail dans son usine et en contribuant aussi par la concurrence à faire adopter les nouveaux procédés de fabrication par les autres capitalistes de la branche, à faire baisser le prix des chemises, il contribue à abréger la valeur de la reproduction de la force de travail et à accroître la plus-value relative - pour lui-même de façon infinitésimale, mais pour la classe capitaliste dans son ensemble déjà de façon plus significative. « *Il n ’a pas nécessairement l’intention de faire diminuer la valeur de la force de travail (...) mais au bout du compte, ce n’est qu’en contribuant à ce résultat qu’il contribue à l’élévation du taux général de la plus-value. Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent*» (I, XII).

La plus-value relative se présente donc comme un « cadeau du ciel », dont chaque capitaliste individuel bénéficie en même temps qu’il y contribue lui-même, par toutes les mesures qu’il prend dans son entreprise pour accroître la productivité du travail. Elle repose sur le processus de socialisation de la production que le capitalisme effectue dans les limites de la propriété privée des moyens de production. Elle se manifeste entre autres par la formation d’interrelations denses au sein du système industriel, par la division du travail entre les entreprises et par leur coopération. Il s’agit à bien des égards d’une *propriété générale* du système capitaliste, dont l’effet ne peut être que d’accroître la masse de plus-value au point que se constituent aussi bien une pléthore de capital industriel par rapport à des niveaux donnés de profit, qu’une pléthore de salariés.

Même à l’apogée de la régulation fordiste, lorsque les conventions collectives prétendaient associer les salariés au « partage des gains de la productivité », on assistait très certainement déjà à la situation présentée par Marx au XIXe siècle comme simple hypothèse, à savoir « *à une baisse continuelle dans le prix de la force de travail, une hausse continuelle de la plus-value, à l’élargissement de l’abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste », y compris si la possibilité était donnée aux salariés d’acquérir « une masse supérieure de subsistance*» (I, XVII). Tout permet de penser que les vingt dernières années ont vu un phénomène s’accentuer peut-être de façon qualitative. Ce qu’on a nommé le « toyotisme » ou « l’ohnisme » (voir les travaux de B. Coriat) est venu reléguer les formes précédentes de captation des résultats de la coopération et d’intensification du travail au musée des vieilleries.

L’importance de la plus-value appropriée sous forme de plus-value relative ne signifie en aucune manière que les capitalistes soient indifférents à la *plus-value absolue*. Dans les pays dominés ils fondent leurs opérations sur elle, qu’ils soient étrangers ou autochtones. Dans les pays capitalistes avancés elle a pris une importance croissante au cours des quinze dernières [81] années. Acculés par la crise, la stagnation de la demande en termes absolus et son recul en termes relatifs (par rapport aux capacités de production existantes, qui continuent à être « modernisées » et restructurées) et donc en prise avec une accentuation brutale de la concurrence interimpérialiste, les capitalistes appartenant à chaque groupe industriel et à chaque pays cherchent aujourd’hui *en plus* à abaisser le prix de la force de travail par des moyens qui ne relèvent plus des effets mécaniques de la hausse de la productivité du travail, mais de la volonté délibérée de diminuer le prix de la force de travail en dessous de sa valeur par des attaques contre le salaire, tant sous la forme du salaire payé que différé. Pour s’exprimer un instant dans les termes de la théorie de la régulation, on peut dire que le rapport salarial né du « compromis fordiste » (Boyer, 1986) a été bouleversé de fond en comble. Bien qu’il demeure de grandes différences entre les principaux pays capitalistes sur ce plan, le modèle américain et anglais axé sur la déréglementation des relations de travail, la précarité de l’emploi et la « flexibilité » des contrats salariaux a régulièrement gagné du terrain. Dans un contexte marqué par la libéralisation des échanges et la mobilité toujours plus grande des entreprises et de l’investissement industriel, l’introduction de l’automatisation contemporaine fondée sur les microprocesseurs a surtout offert au *management* des firmes l’occasion de détruire les formes antérieures de relations contractuelles, aussi bien que les moyens inventés par les ouvriers, sur la base des techniques de production stabilisées, pour résister à l’exploitation sur le lieu de travail.

Les enchaînements cumulatifs  
dépressifs de la mondialisation

Dans mon livre j’avance l’hypothèse que l’économie mondiale est sans doute entrée dans une phase, possiblement longue, de conjoncture mondiale basse, instable et fortement conflictuelle, marquée par un chômage structurel élevé, une déflation rampante et une concurrence internationale intense. Paul Sweezy (1994) parle de retour à la stagnation de longue période qui n’a été interrompue qu’en raison de la Seconde Guerre mondiale, puis de l’économie d’armements mise en place à la faveur de la « guerre froide ».

Au cœur des enchaînements cumulatifs, on trouve la conjonction entre les conséquences propres aux changements technologiques récents et celles propres à la mondialisation du capital. La destruction d’emplois d’un montant très supérieur aux créations n’est pas le seul fait d’une sorte de fatalité attribuable à « la technologie ». Elle résulte au moins autant de la mobilité d’action à peu près totale que le capital industriel a récupérée pour investir et désinvestir à sa guise chez lui comme à l’étranger, ainsi que de la libéralisation des échanges. L’effet de ces facteurs, à son tour, est accentué de façon croissante par le changement de propriété du capital industriel. [82] Même dans des groupes où la rentabilité du capital a été rétablie, on constate de la part des nouveaux propriétaires du capital (fonds d’investissements, fonds de pension, compagnies d’assurance) une très forte pression pour réduire encore les coûts en « dégraissant les effectifs » et en automatisant à la vitesse maximum. C’est là que se situe le point de départ d’un enchaînement à caractère cumulatif et rétroactif, dont les effets sont ensuite aggravés encore plus par les facteurs relevant des opérations du capital- argent.

Aujourd’hui, les effets de destruction/restructuration de l’emploi, qui ont accompagné chacune des grandes vagues de changement technologique depuis la Révolution industrielle de la première moitié du XIXe siècle, se trouvent ainsi *démultipliés*. La mobilité du capital de même que le mouvement de libéralisation et de déréglementation ont emporté le cadre sociopolitique de l’État-nation au sein duquel les célèbres « effets de compensation » (attendus en cas de changement technique par tous les économistes depuis Ricardo) pouvaient se faire autrefois. Précédemment, même dans le cadre capitaliste, le combat contre le chômage pouvait bénéficier de mesures de protection douanières et comporter des mesures législatives, dont l’effet était relativement contraignant pour des firmes puisque leur mobilité internationale était limitée. Aujourd’hui il n’en va plus du tout de même. La mobilité du capital permet, au contraire, aux entreprises de contraindre les pays à aligner leurs législations du travail et de la protection sociale sur celles de l’État dont les lois leur sont les plus favorables (c’est-à-dire là où la protection est la plus faible).

L’investissement direct à l’étranger n’est en aucune façon synonyme de formation de capital. Grâce aux techniques « d’ingénierie financière » rendues possibles par la libéralisation et la déréglementation financières, les grands groupes ont la possibilité de gagner des parts de marché mondial sur la base d’acquisitions/fusions transfrontières sans avoir à faire d’investissements nouveaux créateurs d’emploi. De même, ils peuvent accroître leur capacité de réaliser des économies d’échelle et d’envergure, grâce à l’intégration sélective de sites de production, et de relations de sous-traitance situés dans plusieurs pays. La libéralisation des échanges donne une prime importante aux firmes qui jouent la carte de l’homogénéisation de l’offre et de la « variété standardisée », tandis que leur capacité d’acquisition-fusion permet aux groupes de canaliser les effets des économies de variété. Les petites firmes qui offrent des produits différenciés, mais qui ne sont pas capables de les défendre, dans le cadre d’un marché mondialisé, par les méthodes de la « différenciation des produits » à grand renfort de dépenses de publicité, souffrent d’une grande vulnérabilité, de sorte que les effets créateurs d’emploi du paradigme des « économies de variété » sont chroniquement inférieurs à leur potentiel. Pour beaucoup de petites firmes, la seule voie de survie (si elle s’offre à elles) est « l’adhésion » à une [83] « firme en réseau » du type Benetton, c’est-à-dire leur transformation en statut de sous-traitant.

Le résultat net se mesure par des destructions de postes de travail très supérieures aux créations. Il s’ensuit une série d’effets sur les principales variables macro-économiques : l’investissement, la consommation des ménages, les recettes fiscales et les dépenses publiques. L’ampleur de ces effets est accrue par les interactions de type cumulatif qui s’établissent et qui subissent l’effet aggravant des comportements propres à la sphère monétaire et financière.

L’influence de la mondialisation du capital sur la *consommation des ménages* s’effectue par deux canaux principaux. Le premier canal est celui de la *baisse des revenus du travail salarié*. Le montant nettement supérieur des destructions d’emploi par rapport aux créations, conjugué avec les fortes pressions à la baisse qui pèsent sur les emplois sauvés ou créés (l’élargissement significatif de l’éventail des salaires dans un nombre croissant de pays ne venant pas compenser la tendance d’ensemble), exerce une influence déprimante marquée sur la conjoncture. Cette influence est accentuée par un accroissement de la tendance à épargner de la part des revenus moyens (et même faibles) du fait des incertitudes face à l’avenir. Les pays où le chômage est élevé, et la « culture » du travail « informel » encore peu développée, sont touchés en premier par la baisse de la consommation des ménages. L’influence déprimante se propage internationalement ensuite, de sorte qu’elle affecte la conjoncture mondiale comme telle. Le *second canal* est celui de la redistribution du revenu national en faveur des *revenus rentiers* qui s’est développée, selon les pays, à partir du début ou du milieu des années 1980. Cette redistribution résulte de la montée en puissance des marchés et des placements financiers. Elle conduit à une polarisation de l’offre sur les revenus élevés, qui en façonne progressivement les contours et oriente une partie des dépenses de R-D industrielles vers des objectifs socialement stériles, et elle stabilise, comme Keynes l’avait déjà montré dans les années 30, l’investissement et l’emploi à des niveaux très bas. Les effets étudiés par Keynes, en termes d’affaiblissement de la propension marginale à consommer à mesure que les revenus s’élèvent, s’appliquent aujourd’hui comme hier [[52]](#footnote-52).

Le volet suivant a trait aux *dépenses publiques*, que la mondialisation vient affaiblir par plusieurs mécanismes. Le plus important est celui, pour ainsi dire automatique qui résulte de la diminution de l’assiette de l’impôt [84] (direct et indirect) du fait du chômage d’abord et de la stagnation de la consommation ensuite. Il s’y ajoute la tendance, plus marquée dans certains pays que dans d’autres, mais qui a une portée générale, à l’allégement de l’impôt sur le capital et sur les revenus résultants des placements financiers. Enfin, lorsque les gouvernements compensent la baisse des recettes fiscales par une augmentation de la dette publique, l’action des taux d’intérêt positifs dans le sens de l’alourdissement du poids budgétaire du service de la dette s’exerce également dans le sens de ce qu’on nomme la « *crise fiscale des États*» (O’Connor, 1973). Le résultat est une situation dans laquelle les capacités d’intervention des États pour soutenir la demande diminuent, alors que leur rôle s’affaiblit du fait de la libéralisation des échanges et de la mobilité du capital, ainsi qu’en raison des attaques qu’ils subissent aux mains des chantres du libéralisme. Au-delà d’un certain seuil (atteint depuis longtemps dans la grande majorité des pays de l’OCDE), la crise fiscale de l’État conjuguée avec l’effet des politiques néolibérales conduit à la réduction de l’emploi dans le secteur publique et à l’accélération des privatisations et déréglementations. Garantir l’existence de taux réels positifs, en menant des politiques placées sous le signe de la lutte contre l’inflation (dont l’existence est décrétée dès que l’indice des prix a gagné un demi point deux mois de suite), semble être devenu l’objectif avéré de nombreux gouvernements importants, de sorte que la conjoncture mondiale a acquis une tonalité congénitalement déflationniste.

Revenons un instant à *l’investissement*. La mondialisation du capital a contribué de façon manifeste au rétablissement de la rentabilité des investissements, en exerçant une forte pression à la baisse tant sur les salaires que sur les prix de beaucoup de matières premières. Elle influe sur le comportement de l’investissement, ou en accentue les traits, de la façon suivante : forte propension aux acquisitions-fusions ; priorité aux investissements de *restructuration* et de *rationalisation* ; et surtout très forte sélectivité dans la localisation et le choix des sites. À tout cela s’ajoute, n’oublions pas, l’effet d’attraction puissant sur les capitaux potentiellement disponibles pour l’investissement des opérations et placements *financiers*, qui offrent des rendements supérieurs et, sauf accident, plus faciles que l’investissement dans la production. Le résultat net est un investissement de *dynamisme moyen ou faible*, hautement sélectif sur le plan spatial, dont il paraît peu réaliste d’attendre qu’il joue un rôle de locomotive d’une reprise cyclique mondiale soutenue.

Les mécanismes décrits ont un caractère cumulatif. Seul l’investissement privé possède, au moins en principe, la capacité de contrecarrer les enchaînements à caractère dépressif, tant en raison des moyens financiers qu’il est seul à posséder, qu’au plan de la légitimité sociale qu’il monopolise. Mais l’investissement, plus exactement le capital, a le nez collé au « marché », c’est-à-dire dans la majorité des cas à la rentabilité à court [85] terme. Pour leur part, les institutions qui ont corrigé pendant plus de quarante ans l’appréciation et l’orientation des « marchés », c’est-à-dire celles relevant des États, ont été mises dans l’incapacité d’agir. Non seulement elles ont perdu un large partie de leur pouvoir de contrecarrer la dépression, mais tout les pousse à s’engager dans des politiques qui tendront à l’aggraver encore.

Combien de temps le processus cumulatif à effet stagnationiste peut-il durer ? Doit-il déboucher un jour ou l’autre sur une vraie crise mondiale, dont l’épicentre serait le système financier mais sans doute pas les marchés boursiers ? Connaîtrons-nous quelque chose d’analogue à 1929, mais avec une puissance correspondant à l’hypertrophie financière de la fin des années 90 ? Les limites du mode reproduction, et peut-être du système capitaliste comme tel, sont-elles simplement politiques, c’est-à-dire dans la capacité de la bourgeoisie financière à « gérer » la société duale et à réprimer les expressions de révolte, et dans le temps qu’il faudra à la classe ouvrière pour « digérer » l’expérience historique des cinquante dernières années et se reposer la question du dépassement nécessaire du capitalisme ? Autant de questions ouvertes auxquelles seule l’histoire pourra nous fournir la réponse.

Bibliographie

Aglietta M., *Macroéconomie financière*, La Découverte (Coll. Repères), Paris, 1995.

Boyer R., *La Théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris, 1987.

Bourguinat H., *Finance internationale*, Paris, PUF (Coll. Thémis), 1992.

Brunhoff de S., *La monnaie chez Marx*, Éditions Sociales, Paris, 1967.

Brunhoff de S., *La politique monétaire : un essai d’interprétation marxiste*, PUF, Paris, 1973.

Chesnais F., *La mondialisation du capital*, Syros (Collection Alternatives Économiques), Paris, 1994.

Coriat B., *L’atelier et le robot : essai sur le fordisme et la production de masse à l’âge de l’électronique*, Paris, Christian Bourgois, 1990.

Dunning J. H., *Explaining International Production*, Londres, Unwin Hyman, 1988.

Fitoussi J.-P., *Le débat interdit : Monnaie, Europe, Pauvreté*, Arléa, Paris, 1995.

Furet F., *Le passé d’une illusion*, Robert Laffont/Calmann-Lévy, Paris, 1995.

[86]

Guttmann R., *How Crédit Money Shapes the Economy : The US Economy in a Global System*, New-York, M. E. Sharpe, 1994.

Husson M., « Les trois dimensions du néo-impérialisme », dans L’impérialisme aujourd’hui, *Actuel Marx*, n° 18, PUF, Paris, 1995.

Keynes J. M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, London, Macmillan, 1936.

Michalet C.-A., *Le capitalisme mondial*, Paris, PUF (coll. Économie en liberté), 2ème édition, 1985.

O’Connor J., *The Fiscal Crisis of the State*, New-York, St. Martin’s Press, 1973.

Pickering J. F., *Industrial Structure and Market Conduct*, Oxford, Martin Robertson, 1972.

Porter M. E., « Compétition in Global Industries : À Conceptual Framework », in M. E. Porter Ed., *Competition in Global Industries*, Boston Mass., Harvard Business School Press, 1986.

Salama P. et Valier J., *L'Amérique latine dans la crise, l’industrialisation pervertie*, Nathan (Coll. Circa), Paris, 1991.

Serfati C., « Les groupes industriels, acteurs de la mondialisation financière », dans *Alternatives économiques*, hors série n° 23 sur « La mondialisation », 1er trimestre 1995.

Sweezy P., « The Triumph of Financial Capital », *Monthly Review*, vol. 46, n°2, juin 1994.

Teece D. J., « Profiting from Technological Innovation », *Research Policy*, Vol. 15, n°6, 1986.

Womack J. P., Jones D. T. et Roos D., *The Machine that Changed the World*, Rawson Associates, New-York, 1990.

[87]

***Actualiser l’économie de Marx***

CHAMPS  
NOUVEAUX

[Retour à la table des matières](#tdm)

[87]

**Champs nouveaux**

“Distribution de la production  
et rapport marchand.  
Un premier aperçu.”

Patrick DIEUAIDE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans la perspective ouverte par Marx, notamment dans *Le Capital*, le concept de marchandise reste encore très attaché à la matérialité des produits offerts à la vente (Benetti, Cartelier, 1980).

Pendant longtemps, cette représentation a prêté le flanc à une approche matérialiste (naturaliste) et historiciste des rapports d’échange marchand. Récusée aujourd’hui au nom d’un matérialisme par trop réducteur, cette représentation n’en reste pas moins vivace sous la forme d’une méconnaissance du statut théorique de la marchandise dans l’analyse des conditions présidant à la mise en valeur des capitaux investis dans la sphère de production. En effet, fétichisée, ou à défaut, ramenée à une conception ricardienne de la valeur, la marchandise est la plupart du temps niée en tant que résultat d’un mode déterminé d’organisation du travail social (voir sur ce point J. Habermas, 1985) et de circulation des valeurs d’usage.

Au plan théorique, la mise à l’écart de ce donné historique et de l’ensemble des présupposés relatifs à la formation d’une production marchande devait conduire à admettre « sans autre forme de procès » l’existence d’une socialité immédiate des produits du travail. Par cela même, cette orientation d’analyse devait considérer les rapports de distribution comme de simples doubles des rapports de production.

Aussi, partant de ces présupposés, on se propose d’expliciter quelques-uns des enjeux théoriques attachés à la prise en compte des rapports de distribution dans l’analyse des règles marchandes de socialisation des produits du travail.

[88]

Les rapports de distribution  
dans les écrits de Marx

Pour Marx, les rapports de distribution peuvent être définis en première approximation comme l’ensemble des règles fixant « la proportion suivant laquelle les produits sont impartis à l’individu » (Marx, 1965, p. 242).

Extraite de l’Introduction Générale à la *Critique de l’Economie Politique*, il est à noter que cette définition est précédée dans le texte d’une série de remarques importantes : « La distribution, souligne Marx, est le fait de la société, l’échange celui des individus (...). Dans la distribution, *c’est la société qui assume la médiation entre la production et la consommation* au moyen de déterminations générales imposées comme des règles ; dans l’échange, la médiation s’opère à travers l’individu dans sa détermination fortuite » (*Ibidem*, souligné par nous).

Pour le dire autrement, la distribution relèverait dans la pensée de Marx d’une exigence qui « dépasse » la volonté consciente et les fins particulières des individus. Moment particulier d’un tout organique [[53]](#footnote-53), la distribution est considérée à ses yeux comme le produit de conditions historiquement déterminées. Une lecture attentive des quelques pages de l’Introduction Générale consacrées à cette question permet d’apporter un certain nombre de précisions :

- En elle-même, la distribution serait le résultat d’un rapport particulier du producteur direct à son produit, lorsque « l’appropriation immédiate du produit n’est pas le but du sujet quand il produit dans la société » (Marx, 1965, p. 247), ou bien encore lorsque le rapport du producteur au produit est « achevé », « extérieur », c’est-à-dire quand « le retour de l’objet au sujet dépend des relations du sujet avec d’autres individus » (*Ibidem*). En ce cas, nous dit Marx, « entre le producteur et les produits intervient la distribution, qui fixe par des *lois sociales*, la part qui lui revient dans l’univers des produits » (*Ibidem*, souligné par nous).

- Dans la conception de Marx de la distribution, il convient en second lieu de distinguer avec soin entre la distribution des instruments de production (I. P.) et des membres de la société (M. S.) entre les divers genres de production et de distribution des produits. Dans ses propos en effet, il semble que la distribution des I. P. et des M. S. soit considérée comme un fait « prééconomique », c’est-à-dire comme un fait posé comme prémisse à l’analyse et préfigurant un cadre historiquement déterminé de la distribution de la production. Marx ne dit pas autre chose, semble-t-il, quand il affirme : « Considérer la production sans tenir compte de cette distribution [89] (des I. P. et des M. S., P. D.), c’est faire manifestement une abstraction creuse, tandis qu’au contraire la distribution des produits est donnée spontanément en même temps que cette distribution (des I. P. et des M. S., P. D.), qui forme à l’origine un moment de la production » (Marx, 1965, p. 250). Et l’auteur d’affirmer avec netteté : « La distribution des produits n’est manifestement que le résultat de cette distribution (des I. P. et des M. S., P. D.) *qui est incluse dans le procès de production lui-même et détermine la structure de la production »* (*Ibidem*, souligné par nous). Aussi, aux propos des économistes classiques qui, selon ses propres termes, considèrent la production comme une « vérité éternelle » et la distribution comme le « véritable thème de l’économie moderne », Marx répondra en substance (nous résumons) : « Ce n’est pas la distribution qui détermine la production, c’est inversement la production qui, avec la forme particulière de distribution des I. P. et des M. S. qu’elle renferme, détermine la distribution ». D’où cette conception tranchée de l’auteur du *Capital* selon laquelle « la distribution est elle-même un produit de la production non seulement en regard de l’objet - seuls pouvant être distribués les résultats de la production - mais aussi en regard de la forme, puisque tel mode de participation à la production détermine les formes particulières de la distribution, tel mode sous lequel on participe à la distribution » (Marx, 1965, p. 249).

Les réflexions de Marx aboutissent ainsi à cette idée radicale et pour le moins surprenante de prime abord selon laquelle les rapports de distribution n’auraient en eux-mêmes aucune autonomie et donc aucune consistance théorique.

Notons que Marx ne reviendra jamais sur cette question, si ce n’est tout à la fin du livre III du *Capital* (bien des années plus tard) mais pour mieux réaffirmer encore le primat des rapports de production sur les rapports de distribution [[54]](#footnote-54). Ce faisant, il plane sur l’argumentaire développé par l’auteur du *Capital* une ambiguïté lourde de conséquences. À strictement parler en effet, on ne saura jamais clairement si la relation de détermination des rapports de distribution par les rapports de production est fondée, chez Marx, sur la production elle-même (en tant que résultat d’un travail social) ou, plus directement, sur les rapports sociaux qu’elle renferme (en vertu de cette « distribution primitive » des I. P. et des M. S. invoquée par Marx dans l’Introduction Générale).

[90]

Ce « détail » a son importance. Car à ne pas distinguer la production des rapports sociaux qu’elle renferme, Marx est conduit à nier la forme marchande des produits du travail et à dissoudre l’analyse de la distribution dans l’étude des conditions historiques et générales présidant à la formation du capital et aux rapports sociaux de classes qui lui correspondent [[55]](#footnote-55). En sorte que, théoriquement du moins, la distribution de la production est conçue par Marx comme un processus totalement surdéterminé par des rapports sociaux de classes, et plus particulièrement, par la propriété privée des instruments de production. Or l’ambiguïté de cette conception réside précisément en ceci que, par le jeu de cette surdétermination, tout naturellement, Marx est conduit à identifier propriété et appropriation [[56]](#footnote-56).

Plus exactement, la propriété privée des I. P. donnant doit immédiatement à ses yeux à appropriation à titre privé de la production, la connaissance des lois sociales par l’intermédiaire desquelles est fixée « la part qui revient à chaque individu dans l’univers des produits » (dixit Marx) devient fondamentalement sans objet : la production est propriété immédiate des capitalistes tout autant qu’elle est immédiatement (« sans médiation ») son contraire, totalité concrète de valeurs d’usage immédiatement échangeables et appropriables par tous. De fait, la contradiction « privé/social » immanente à la production elle-même apparaît comme « neutralisée » car « enveloppée » et « fétichisée » dans une contradiction qui la dépasse, entre la classe des propriétaires des I. P. et le reste des membres de la société.

C’est pourquoi, dans ce contexte, la distribution de la production a-t-elle toujours été conçue comme un rapport économique évidé de toute substance sociale, au point de considérer cette dernière comme un simple double des rapports de production (Aglietta, 1976, p. 26) voire d’en ignorer l’existence (Lipietz, 1983 ; Gouverneur, 1987). Dénuée de pertinence pour rendre compte de la structure économique du mode de production capitaliste, l’éviction de la distribution du champ de l’Economie Politique amena alors à étudier les lois régissant la formation et l’accumulation du [91] capital sur la base de deux rapports sociaux fondamentaux exclusivement, le rapport salarial et le rapport marchand.

Curieux destin donc dans l’analyse marxiste du capitalisme que celui des rapports de distribution. En effet, l’alternative paraît sans issue :

- Soit on admet que la production issue du travail des salariés est propriété immédiate de la classe des capitalistes-propriétaires des instruments de production. En ce cas, la distribution de cette production sur les marchés devient fortuite car elle dépend d’un rapport privé exclusivement, les quantités offertes à la vente dépendant du « hasard social » (Marx). Corrélativement, l’échange devient un phénomène purement accidentel (échange de surplus avec double coïncidence des besoins). Dans ces conditions, il devient impossible de comprendre les nécessités économiques qui peuvent avoir force de « lois sociales » pour fixer la proportion de valeurs d’usage à laquelle peut prétendre chaque salarié par l’intermédiaire de son revenu.

- Soit, à l’inverse, on admet que la totalité de la production réalisée par le travail des salariés est immédiatement échangeable. Mais alors, la distribution de la production joue un rôle autrement plus important que celui auquel Marx et les continuateurs de sa pensée veulent la cantonner. En effet, force est d’admettre que le capital des propriétaires, réalisé en instrument de production, change de nature. Celui-ci devient un rapport social d’appropriation, c’est-à-dire un droit d’usage sur la production (comme moyen d’échange), droit qui ne dépend plus directement des conditions historiques et juridiques de distribution des I.P. mais directement des conditions sociales de rémunération du travail *contre lesquelles et/ou par l’intermédiaire desquelles ce droit est obtenu*. Dans cette perspective, l’analyse du capital ne peut plus s’accommoder d’une conception de la production qui considère sa forme marchande comme une forme naturelle directement rattachée à ce rapport social d’appropriation [[57]](#footnote-57). Cette conception est beaucoup trop générale et abstraite pour rendre compte des conditions dans lesquelles le capital se met concrètement en valeur. Nécessairement, il faut une médiation qui permette de comprendre comment, par des « lois sociales » dont le contenu reste à préciser, se répartit la totalité du travail social dépensé par les salariés entre les différentes marchandises nouvellement produites. C’est dans cette mesure, semble-t-il, que dans les sociétés où le salariat est dominant, la « structure de la distribution » détermine [92] non pas directement la production marchande, mais les conditions de son échange sous forme marchande.

Une nécessaire révision  
des cadres traditionnels de l’analyse marxiste  
du capital

De ce cheminement théorique, rapidement brossé ici, il ressort que l’étude de la distribution de la production force à une révision en profondeur des cadres traditionnels de l’analyse marxiste du capital. Cette révision est perceptible à trois niveaux au moins :

- *Au* *niveau méthodologique tout d’abord*. La prise en compte de la distribution de la production dans l’analyse du capital ouvre sur une nécessaire réarticulation du rapport entre salariat et échange marchand. Cette exigence remet au goût du jour la question déjà posée par Marx en son temps : « La distribution forme-t-elle une sphère autonome à côté et en dehors de la production ? » (Marx, 1965, p. 248). Dans une perspective différente cependant. Une telle question appelle en effet des développements qui prennent davantage en considération la spécificité du rapport capital / travail du point de vue du développement matériel de la production et de sa forme marchande. Ce point de vue nous paraît décisif dans la mesure où sont mis en question ici ce qui, historiquement d’abord, théoriquement ensuite, était supposé acquis dans l’analyse du rapport capital / travail, à savoir l’appropriation à titre privé des produits du travail et son corollaire naturel, l’affirmation d’une libre circulation des marchandises comme point de départ ou présupposé du capital [[58]](#footnote-58). Avec la distribution s’affirme nettement la nécessité de mener une étude génétique du capital, non pas directement à partir des conditions historiques et générales présidant à son émergence en tant que « rapport social d’exploitation », mais indirectement, à partir des conditions marchandes de socialisation de la production. De ce point de vue, l’analyse de la distribution constitue un premier pas vers une étude du capital dans ses rapports au marché... alors même que la conception avancée par Marx d’une surdétermination de la distribution par des rapports sociaux de classes affirmait au contraire l’impossibilité de dissocier ces deux aspects, tant sur un plan historique que théorique.

[93]

*Au niveau théorique ensuite*. La distribution de la production amène à considérer la circulation des marchandises comme le résultat de conditions socialement indépendantes de celles gouvernant leur production. Du même coup, le rapport salarial en tant qu’il fonde le capital en général sur la base d’un rapport social d’exploitation, ne suffit plus à lui seul pour rendre compte des conditions d’échange sur la base desquelles se règle la valorisation de l’ensemble des capitaux investis. Nécessairement, s’interpose une médiation qui fixe les conditions sociales d’échange par lesquelles toute production est organiquement liée à la « circulation sociale des matières » (Marx). Dans cette perspective, il ne suffit plus de considérer la marchandise comme un simple prédicat du capital. Il faut aller au-delà pour rompre avec cette conception qui aboutit à faire de l’échange marchand le simple faire-valoir de tendances immanentes issues de la sphère de production (Barrère, 1991). De ce point de vue, l’intuition de Marx gagnerait à être poussée à son terme : si en effet, la distribution de la production s’impose comme une médiation dans le rapport du producteur à son produit, cette médiation pose nécessairement l’irréductibilité du rapport marchand à une échangeabilité immédiate des produits du travail et affirme *a contrario* l’existence de règles sociales gouvernant leur échange. Par cela même, la distribution désignerait une étape-clef dans le processus de valorisation des capitaux, celle par laquelle la production acquiert la forme marchande et, de ce fait, assigne à son détenteur une identité sociale de capitaliste. S’il y a en conséquence une spécificité du rapport de distribution en regard du capital en général, celle-ci consiste dans le mode d’obtention par la classe des capitalistes du droit d’usage des produits du travail en tant que marchandises. Théoriquement donc, il n’est plus possible de s’en tenir à une conception dichotomique des rapports entre « sphère de production » et « sphère des échanges », entre Capital et Travail. On ne peut plus comme le souligne J. Bidet, « ventiler la production dans la sphère du “ technologique ” et l’échange dans celle de la “ forme sociale. Même pour dire que la valeur est 1’“ articulation ” des deux » (Bidet J., 1986, p. 176). Ces découpages renvoient à une conception fétichiste du capital dont la valorisation repose sur des rapports économiques (la production, l’échange) réduits à des Robinsonnades.

- *Au niveau de l'analyse de la dynamique du capitalisme enfin*. Il faut bien voir en effet que la prise en compte de la distribution de la production dans l’analyse du capital modifie radicalement la conception d’ensemble de la structure économique de ce mode particulier de production. La distribution de la production bouscule le schéma traditionnel dans le cadre duquel le procès de valorisation du capital s’identifie à la juxtaposition de deux rapports sociaux fondamentaux, le rapport salarial et le rapport marchand. Comme rapport économique, la distribution de la production remet en [94] question cette architecture. À travers elle, la valorisation du capital ressort davantage comme un ensemble intégré de moments, la production, la distribution, l’échange et la consommation ; moments (ou rapports économiques) plus ou moins bien articulés entre eux, ayant chacun leur propre histoire et qui, pris ensemble, ne se contentent pas d’être un syllogisme dans les règles [[59]](#footnote-59). En effet, considéré comme un tout, cet ensemble de rapports est en perpétuelle évolution, toujours sous des formes inédites, mais chaque fois réalisées dans des conditions spécifiques qui, du point de vue de la valorisation du capital, font époque. Ainsi, il n’y aurait pas Un capitalisme à visages multiples, ce qui laisserait supposer une homogénéité d’évolution de ces différents rapports, mais Des capitalismes au sens où la valorisation du capital serait caractérisée par une combinaison particulière de relation *entre* ces différents rapports.

Aussi, la question première qui se pose est celle de savoir si, dans le procès d’ensemble du capital (Production-Distribution-Echange-Consommation) l’accent mis sur la distribution constitue un choix théorique décisif pour comprendre la spécificité de la dynamique du capitalisme aujourd’hui. Au plan analytique, cette question procède d’un constat doublement critique vis-à-vis de Marx ou du discours marxiste plus en général :

- *D’une part*, les concepts de base forgés hier par l’auteur du *Capital* peuvent fort bien se révéler insuffisamment développés aujourd’hui si, pour appréhender des rapports économiques plus riches, plus complexes et encore mal codifiés, ces abstractions sont reprises telles quelles sans tenir compte des réalités nouvelles que ces rapports sont sensés exprimer [[60]](#footnote-60).

- *D’autre part*, pour « extraire » la relation ou le rapport plus complexe dont le réel s’est enrichi, un travail théorique d’actualisation des [95] catégories d’analyse s’avèrenécessaire. Il en irait ainsi des « rapports de distribution » dont l’analyse exigerait de « revenir » sur les concepts de « salariat » et de « marchandise » pour dégager au plan théorique la signification de leurs nouvelles formes concrètes de manifestation.

Sans prétendre fournir un commentaire exhaustif sur chacun des points évoqués dans les remarques précédentes, on tente dans les développements qui suivent de préciser un des enjeux que suscite la prise en compte de la distribution de la production dans l’analyse du *Capital.*

Distribution de la production  
et formation du rapport marchand :  
quelques jalons

Comme nous avons essayé de le montrer, la distribution de la production constitue un moment singulier dans le procès d’ensemble du capital :

- Ce moment n’est pas donné *a priori*, ni théoriquement, ni socialement. Tout au plus, s’il peut être considéré comme le résultat d’un coup de force primitif quant à l’appropriation à titre privé des instruments de production (cf. point I., notre interprétation de Marx), ce moment n’en reste pas moins inséparable des autres moments composant le procès de valorisation du capital (production-distribution-échange-consommation). Dans cette mesure, il n’est d’analyse possible de la distribution de la production que comme rapport économique *endogène* à ce procès de valorisation et comme moment *intermédiaire* (littéralement, comme moment intercalé) « entre » la Production et l’Échange.

- C’est pourquoi, dans le processus historique complexe d’articulation des conditions sociales et matérielles de développement de la production à la forme marchande des échanges, la distribution de la production doit être considérée comme un rapport économique dont les fondements doivent être appréhendés au regard d’un double mouvement :

\* Un mouvement de développement et d’approfondissement des rapports sociaux de production impulsé à partir de cette « distribution originelle » évoquée par Marx dans ses réflexions sur l’accumulation primitive du capital. Considéré isolément, ce mouvement est au cœur du développement du Capital comme « rapport social d’exploitation ». Il repose en son essence sur la consolidation (et/ou l’institutionnalisation) d’un rapport social spécifique, fondé sur la hiérarchie et la domination, le rapport salarial. C’est essentiellement sur ce thème que la réflexion marxiste a porté son attention. Nous ne nous y attarderons pas.

[96]

\* Un mouvement radical d’extériorisation des conditions techniques et sociales du travail d’avec son résultat, la production elle-même. Ce mouvement nous paraît être autrement plus décisif pour l’analyse car il est au cœur des transformations qui s’opèrent aujourd’hui au sein même de la structure économique du capitalisme héritée du fordisme. Ce mouvement, *interne* au rapport capital / travail, est en cours. On peut le repérer assez facilement, ici et là, dans l’émergence de nouvelles pratiques de travail (la coopération), dans de nouvelles formes d’organisation et de gestion de la production (apparition de la firme-réseau, multiplication des alliances interfirmes pour une coordination *ex-ante* des plans de production...), dans de nouvelles dynamiques spatiales (régionalisation-intégration des sphères de circulation des marchandises et des monnaies nationales)... autant d’indices qui témoigneraient d’une recomposition profonde du mode de valorisation des capitaux investis productivement. Ce n’est pas ici le lieu, pour justifier nos propos, de développer une analyse des conditions techniques et sociales à l’origine de cette recomposition. Risquons toutefois une conjecture : ce mouvement radical d’extériorisation du travail vis-à-vis de la production serait le reflet de deux phénomènes marquants :

- Une « autonomisation progressive » du salariat dans le rapport capital / travail

- L’affirmation d’une « seconde nature » du capital en tant qu’expression d’un « rapport social d’appropriation » (et non plus seulement comme « rapport social d’exploitation » de la force de travail des salariés).

C’est dans le cadre de ce double mouvement que se pose, croyons- nous, la question des fondements des règles sociales de distribution des marchandises. Nous préciserons, en guise de conclusion, la portée de ces hypothèses :

1. Dans les « sociétés salariales », c’est un fait acquis que chacun, par l’intermédiaire du salaire, est payé pour travailler en association avec d’autres et que la totalité du travail dépensé pendant le temps durant lequel la force de travail est consommée est posée d’emblée comme travail social abstrait (Aglietta, 1976). Mais qu’en est-il du contenu et du résultat des différents travaux concrets réalisés par chacun des salariés ? Comment ces travaux sont-ils distribués ? De quelle logique sociale les caractères collectif et productif ces travaux relèvent-ils ? Posées comme prémices à l’analyse, ces questions donnent toute la spécificité de ce mouvement d’extériorisation que nous évoquions : non seulement les différents travaux entrant dans la fabrication des produits doivent être définis et préalablement coordonnés entre eux dans le cadre d’un genre particulier d’activité productive, mais cette activité doit impérativement donner lieu, *directement* [97] *par l’intermédiaire du travail, des salariés*, à une production socialement utile.

Au plan théorique, cette double exigence de définition et de coordination de la forme et du contenu du travail des salariés ferait état de médiations sociales qui mettent en jeu les produits eux-mêmes, comme sanction sociale à l’utilité et à la productivité du travail dépensé collectivement par l’ensemble des personnels embauchés.

2. Si, en second lieu, nous devons considérer le capital en tant que rapport social d’appropriation, alors il n’est plus possible de s’en tenir à une conception du rapport salarial envisagée comme l’expression d’un rapport social entérinant dans le champ de la production « le pouvoir et la logique des détenteurs des moyens de production » (Boyer, 1981, p. 189). Cette conception s’avère beaucoup trop restrictive si l’on veut comprendre comment se règle aujourd’hui la valorisation des capitaux investis. En effet, tout se passe comme si, dans cette conception, la valeur des marchandises était considérée comme le résultat d’un quantum de « travail social » directement dépensé par les salariés (Vroey M. de, 1985, p. 37). Autrement dit, le temps durant lequel les salariés sont payés pour travailler passerait pour un temps immédiatement social et régulateur dans l’échange des rapports de valeur ; la valorisation s’opérerait ainsi grâce à l’échange et à la monnaie qui permettrait une répartition *a posteriori* de la « valeur » créée au prorata des quantités vendues. En somme, cette conception fonde la loi de la valeur sur la base d’une distribution aveugle de la production entre les différents marchés. Plus exactement, tout se passe comme si la production apparaissait d’emblée comme le résultat d’un travail social, égal et général, sans qu’au préalable les quantités produites n’aient été socialement validées pour les effectifs engagés et le temps que demande l’exécution des différents travaux nécessaires à leur fabrication. Alors que les entreprises ont la responsabilité sociale de définir et de conduire le travail des salariés, celles- ci n’encourent à l’égard de la qualité du travail qu’elles donnent à faire aucune obligation de résultat. Pour ainsi dire, la capacité de leurs dirigeants (propriétaires-managers) à rendre le travail abstrait des salariés, utile et productif, n’est, formellement au moins, jamais mise en doute.

3. Dans ce contexte, l’avènement d’une « seconde nature » du capital en tant que « rapport social d’appropriation » revêt une signification sociale profonde : elle signifie une avancée décisive dans la socialisation des droits du Capital sur la production. La contradiction devient de plus en plus ouverte entre le caractère privé (capitaliste) du procès de consommation de la force de travail et la dimension collective et de plus en plus intégrée techniquement des différents travaux entrant dans la fabrication des produits. La conséquence en est que la production devient marchande non plus immédiatement sous l’effet direct du rapport d’appropriation, mais indirectement par l’affirmation progressive dans les rapports de production de [98] rapports sociaux de coopération (intra et interfirmes). Pour le dire autrement encore, le caractère échangeable des marchandises apparaît de moins en moins comme une *qualité naturelle* attachée à la forme matérielle des produits et à leur appropriation immédiate, mais de plus en plus comme une *qualité sociale* associée à une contractualisation des rapports sociaux de production. Or, ces évolutions, si on les accepte, amènent à penser le rapport capital / travail sous l’égide de deux médiations sociales polairement opposées, la production d’un côté, le salaire de l’autre, médiations certes exclusives l’une de l’autre, mais liées entre elles par l’exigence d’un double procès de socialisation, celui des travaux concrets d’une part, celui du travail abstrait, d’autre part.

Bref, dans le développement du capitalisme aujourd’hui, il n’est plus possible de considérer la transformation des produits du travail en marchandises comme une opération unilatérale, privée de bout en bout. D’une part, la consommation de la force de travail se socialise à tous les stades de la chaîne de valeur ; d’autre part, de plus en plus de produits sont prédéfinis technologiquement (développement des normes) et normés socialement (standardisation/différenciation). De sorte qu’il n’est plus possible de présenter le capital comme « sujet » de la production sociale. Cette rupture amène tout naturellement à se pencher sur la spécificité des conditions sociales qui commandent à l’ouverture du rapport marchand. À cet égard, l’émergence progressive de la production comme médiation sociale à l’interface du rapport capital / travail est une hypothèse qui, au plan théorique, gagnerait à être approfondie. De celle-ci découle en effet un point important pour l’analyse des rapports de distribution : loin de figurer comme un simple double des rapports de production, la distribution de la production aurait pour finalité première non pas de permettre une appropriation immédiate par le capital des produits issus du travail des salariés, mais inversement de permettre la transformation de la production en une forme sociale exclusive de tout rapport direct d’appropriation, la forme marchande. Ce renversement de perspective donne un éclairage sur la spécificité des conditions dans lesquelles le capital s’approprie la production pour se mettre en valeur : une chose en effet est de considérer le produit en lui-même, en tant que ses caractéristiques propres (qualité/quantité) sont des arguments de vente pour la valorisation sous forme argent du travail (abstrait) dépensé par les salariés ; autre chose cependant est le droit pour le capital d’accéder au marché à travers l’appropriation et l’usage de la production comme moyen d’échange. Ce droit conditionne la possibilité-même pour le capital de se mettre en valeur. Or, de toute évidence, il y a là, dans cette distinction implicite qui ressort entre les fonctions sociales d’« objet de besoins sociaux » et de « porte-valeur » attachées aux produits, matière à réflexion pour un approfondissement de l’analyse de la distribution. Plus [99] que jamais, la réintroduction de la valeur d’usage dans le champ de l’Economie Politique devient une nécessité.

Bibliographie

Aglietta M., (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 2ème édition.

Barrère C., (1991), « Penser le marché », *Actuel Marx*, n° 9, pp. 52-76.

Benetti C., Cartelier J., (1980), *Marchands, salariat et capitalistes*, Maspéro.

Bidet J., (1986), « Socialisation et abstraction ; lecture de l’ouvrage : Un échiquier centenaire, théorie de la valeur et formation des prix », *Cahiers d’Economie Politique*, n° 12, pp. 175-182.

Boyer R., (1981), « Les transformations du rapport salarial dans la crise : une interprétation de ses aspects sociaux et économiques », *Critiques de l’Economie Politique*, n°15-16, pp. 185-228.

Gouverneur J., (1987), *Manuel de théorie économique marxiste. De Boeck*.

Habermas J., (1985), *Après Marx*, Fayard.

Lipietz A., (1983), *De la valeur à l’envol inflationniste*, Maspéro.

Marx K., (1965), *Oeuvres*, 2 tomes, La Pléiade.

Vroey M. de, (1985), « La théorie marxiste de la valeur, version travail abstrait. Un bilan critique », repris de G. Dostaler, M. Lagueux (Eds), *Un échiquier centenaire, théorie de la valeur et formation des prix*, La Découverte-Presses Université de Québec, pp. 31-57.

[100]

[101]

**Champs nouveaux**

“Marx, marxistes et État.”

Pierre BAUBY

[Retour à la table des matières](#tdm)

S’il est un domaine où la conception marxiste semble bien établie, c’est celui de l’État comme *instrument d’oppression, d’exploitation et de domination de la bourgeoisie*. Cette conception de l’État comme *chose, machine, objet, instrument*, entre les mains de la classe dominante, moyen essentiel d’exercice de son pouvoir sur la société - *l’instrumentalism*e - semble cependant devoir être relativisée.

D’abord parce qu’on ne saurait affirmer qu’existe dans l’œuvre de Marx et d’Engels une théorie achevée de l’État, comme du politique, à la manière du travail effectué sur le système économique capitaliste. D’ailleurs, vers 1845, Marx avait rédigé le plan d’un ouvrage consacré à l’État qui n’a jamais vu le jour, *Vers l’abolition de l’État et de la société civile*, et il s’était engagé à céder à un éditeur allemand l’exclusivité d’un livre en deux volumes ayant pour titre *Critique de la politique et de l’économie politique*. De même, Marx avait le projet, après les trois livres du *Capital*, de se consacrer à l’étude de l’État.

Ensuite parce que tout autant sinon plus que dans d’autres domaines, il faut rapporter les thèses sur l’État de Marx et d’Engels à leurs conditions historiques de production, tant l’État que nous connaissons aujourd’hui, et par rapport auquel nous réagissons, est profondément différent de celui du XIXe siècle en Europe occidentale. À l’époque, pour la quasi-totalité des partis ouvriers en formation, le suffrage universel était encore un mot d’ordre, et il n’était pas question d’intégrer la conquête de la majorité électorale à la stratégie de passage au socialisme. Ainsi, dans la *Critique du programme de Gotha*, où il développe l’idée de la dictature du prolétariat comme État de transition au communisme, Marx conseille au parti social- démocrate allemand de ne pas inscrire à son programme la revendication de République démocratique : cela risquerait de le faire interdire. L’État bourgeois du XIXe siècle est avant tout répressif et il est loin d’être omniprésent sur les terrains économique et idéologique.

[102]

À défaut donc d’une théorie achevée de l’État, il faut prendre en compte la totalité des approches et analyses de Marx et d’Engels, dans leurs diversités et contradictions, dans l’époque et le lieu de leurs productions.

Marx et Engels  
ne sont pas toujours instrumentalistes

La détermination de l’État par la société est assurément un aspect où l’on ne trouve pas de contradiction interne à l’œuvre de Marx et d’Engels. Dans [*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l’État*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ori1), Engels, au terme d’une analyse de la naissance et du développement des différentes formes d’État dans l’histoire des sociétés humaines, conclut : « *L’État n’est donc pas un pouvoir imposé du dehors de la société ; il n’est pas davantage la réalité de l’idée morale, l’image et la réalité de la raison, comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l’aveu que la société s’empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s’étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s’impose d’un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l’ordre ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au- dessus d’elle et lui devient de plus en plus étranger, c’est l’État ». Déjà, dans* [*La Sainte Famille*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.sai), Marx affirmait que « *de nos jours, seule la superstition politique se figure encore que la vie civile doit être maintenue par l’État, tandis que, dans la réalité, c’est l’inverse ; l’État est maintenu par la vie civile*».

Éparpillées dans l’œuvre de Marx et Engels, les citations et références sur lesquelles l’instrumentalisme a été fondé sont nombreuses et bien connues. Dès 1846, dans [*L'Idéologie allemande*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.ide), Marx met en rapport propriété privée et État, et affirme que celui-ci *« n’est rien de plus que la forme de l’organisation que les bourgeois sont forcés de se donner, tant à l’extérieur qu’à l’intérieur, pour garantir mutuellement leur propriété et leurs intérêts*». Dans [*Le manifeste communiste*](http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/Le_manifeste_PC.html) de 1848, Marx et Engels écrivent que *« le gouvernement moderne n’est qu’un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise*». En 1871, dans [*La guerre civile en France*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.gue), Marx insiste*:* « *Au fur et à mesure que le progrès de l’industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l’antagonisme de classe entre le capital et le travail, le pouvoir d’État prenait de plus en plus le caractère d’un pouvoir public organisé aux fins d’asservissement social, d’un appareil de domination d’une classe. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d’État apparaît de façon de plus en plus* [103] *ouverte*». Engels sera plus précis dans son Introduction de 1891 à [*La guerre civile en France*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.gue): « *L’État n'est rien d’autre qu’un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie*». C’est sous la plume d’Engels que figurent les caractérisations les plus instrumentales. Dans *L’origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, il écrit ainsi : « *Comme l’État est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l’État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C’est ainsi que l’État représentatif moderne sert d’instrument à l'exploitation du travail salarié par le capital*». Et dans l’[Anti-Dühring](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ant), il ajoute : « *L'État moderne n’est que l’organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l’État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée*».

Pour autant, on aurait tort de penser que l’instrumentalisme soit la conception exclusive des œuvres de Marx et d’Engels. On trouve une grande disparité entre les thèses générales de Marx selon lesquelles l’État est l’apanage de la classe économiquement dominante et ses analyses historiques, infiniment plus nuancées.

Ainsi dans la [*Critique du programme de Gotha*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.cri), Marx reconnaît une diversité des États (« *L’État existant change avec la frontière de chaque pays. Dans l’Empire prusso-allemand, il est autre qu’en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis*») ; il porte attention à la pluralité des trajectoires historiques des États ; il étudie la bureaucratie (en particulier dans la *Critique de la philosophie politique de Hegel*) ; il affirme qu’il sera possible de s’inspirer du *Capital* pour faire progresser l’analyse dans tous les domaines, « *à l’exception peut-être du rapport entre les diverses formes d’États et les différentes structures économiques de la société* », ce qui semble signifier qu’il n’existe pas de détermination absolue de la superstructure étatique par l’infrastructure. Dans la [*Nouvelle Gazette rhénane*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/gazette_rhenane_t1/gazette_rhenane_t1.html) Marx précise que l’État en Prusse demeure « *oppressif, indépendant, une force sacrée à l’écart de l’industrie, du commerce et de l’agriculture, ne se dégradant nullement en un vulgaire instrument de la société bourgeoise*».

De son côté, Engels écrit dans l’[Anti-Dühring](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ant): « *Peu à peu, les forces de production augmentent ; la population plus dense crée des intérêts ici communs, là antagonistes, entre les diverses communautés, dont le groupement en ensembles plus importants provoque derechef une nouvelle division du travail, la création d’organes pour protéger les intérêts* [104] *communs et se défendre contre les intérêts antagonistes. Ces organes, qui déjà en tant que représentants des intérêts communs de tout le groupe, ont vis-à-vis de chaque communauté prise à part une situation particulière, parfois même en opposition avec elle, prennent bientôt une autonomie plus grande encore. Ce qui importe ici, c’est de constater que, partout, une fonction sociale est à la base de la domination politique ; et que la domination politique n’a aussi subsisté à la longue que lorsqu’elle remplissait cette fonction sociale qui lui était confiée* ».

Marx et Engels ne sont donc pas toujours instrumentalistes. D’autant qu’ils se prononcent sans ambiguïté et sans qu’aucun texte vienne le démentir, pour le dépérissement de l’État. C’est le leitmotiv de Marx à toutes les étapes de son élaboration, qu’il l’exprime dans [*Misère de la philosophie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.mis). *Le Manifeste communiste, La nationalisation de la terre, La critique du programme de Gotha*, etc. Lorsque Marx et Engels emploient le concept de dictature du prolétariat, comme dans *La guerre civile en France*, faisant référence à la Commune de Paris comme « *destruction de la puissance de l’État tel qu’il était aujourd’hui et son remplacement par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique*», celle-ci apparaît sous le visage d’une organisation politique largement décentralisée, démocratisée par un élargissement du suffrage universel, étendu notamment au choix de tous les fonctionnaires. Il s’agit de réduire l’État à ses fonctions essentielles, de subordonner l’État à la société. Et dans la *Critique du programme de Gotha* Marx s’élève contre les conceptions étatistes qui traversent la plate-forme du nouveau Parti social-démocrate unifié et affirme que la liberté consiste d’abord à limiter l’État.

La critique du culte hégélien de l’État a laissé dans toute l’œuvre de Marx une trace approfondie ; l’épanouissement des individus y dépend d’une restriction de l’État. Il recherche une nouvelle unité de l’État et de la société par l’expression politique. Dans la *Critique de la philosophie politique de Hegel*, Marx souligne : « *La constitution représentative est un progrès certain, car elle est l’expression franche, pure et logique des conditions modernes de l’État. Elle est la contradiction sans masque* ». Dans *L’Idéologie allemande*, il montre cependant que la classe dominante assure la médiation entre la société et l’État, la représentation constituant le moyen historiquement choisi par la bourgeoisie pour conquérir et exercer sa suprématie politique, transformer l’État et l’utiliser à son avantage. Cette appréciation ne l’empêche pas de revendiquer dans *Le Manifeste communiste* ou dans *Les luttes de classe en France* le suffrage universel, comme moyen de combattre et de renverser la suprématie de la bourgeoisie. En fait, pour Marx, le suffrage universel est une médiation politique entre la société et l’État. Il est largement déterminé par le rapport gouvernants/ gouvernés que Marx ne confond pas avec le rapport exploiteurs/exploités.

[105]

L’instrumentalisme s'impose  
dans l’« invention » du marxisme

Tout comme la doctrine officielle soviétique gommera, dans les années 1930, l’insistance de Marx sur le dépérissement de l’État, l’instrumentalisme s’imposera dans l’invention et la dogmatisation du marxisme.

L’« invention » du marxisme à la fin du XIXe siècle et au début du XXe se traduit, en ce qui concerne l’État, par la reprise des aspects les plus instrumentalistes des textes de Marx et d’Engels. Face à Édouard Bernstein, exécuteur testamentaire d’Engels, qui propose de réviser le marxisme à propos du rapport mécaniste entre infrastructure économique et superstructure politique, Karl Kautsky, dans un premier temps, défend et promeut l’orthodoxie « évolutionniste » et l’analyse instrumentale de l’État. C’est ce même instrumentalisme que défendra Rosa Luxemburg, y compris ultérieurement contre Kautsky. En 1906, Trotsky écrit pour sa part que l’État « *est seulement une machine entre les mains des forces sociales dominantes. Comme toute machine, il a ses mécanismes : un mécanisme moteur, un mécanisme de transmission et un mécanisme d’exécution. La force motrice de l'État est l’intérêt de classe ; son mécanisme moteur, c’est l'agitation, la presse, la propagande par l’Église et par l’École, les partis, les meetings dans la rue, les pétitions et les révoltes. Le mécanisme de transmission, c'est l’organisation législative des intérêts de caste, de dynastie, d’État ou de classe, qui se donnent comme la volonté de Dieu (absolutisme) ou la volonté de la nation (parlementarisme). Enfin, le mécanisme exécutif, c’est l’administration avec sa police, les tribunaux avec leurs prisons, et l’armée. L’État n’est pas une fin en soi, mais un moyen extrêmement puissant d’organiser, de désorganiser et de réorganiser les rapports sociaux*».

La fameuse brochure de Lénine, *L’État et la révolution*, rédigée pendant l’été 1917, et destinée principalement à justifier l’action des bolcheviks et à élaborer une théorie de l’État prolétarien jusqu’à son dépérissement, dans une formation sociale mi-féodale, mi-capitaliste, se présente comme une explicitation de la théorie marxiste de l’État, étayée de nombreuses citations de Marx et d’Engels, et lui donnant un caractère universel. Il se propose de critiquer le « kautskisme », comme « *déformation du marxisme*», et de reconstituer la doctrine véritable de Marx. Après avoir souligné que « *la guerre impérialiste a accéléré et aggravé à l’extrême le processus de transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d’État*» et dénoncé « *la monstrueuse oppression des masses de travailleurs par l’État, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants*», Lénine cite longuement le passage de L’origine de la famille, de la propriété privée et de l’État d’Engels, dans lequel celui-ci montre la détermination de l’État par la société. Il l’interprète en écrivant que « *selon Marx, l’État est un organisme de* [106] *domination de classe, un organisme d’oppression d’une classe par une autre ; c’est la création d’un ordre qui légalise et affermit cette oppression*». Et, reprenant le débat sur la diversité des États, il ajoute : « *Les formes de l’État bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces États sont, d’une manière ou d’une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie*». Dans *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* d’avril 1917, Lénine aborde la démocratie : « *L'État, au sens propre, c'est le commandement exercé sur les masses par des détachements d’hommes armés, séparés du peuple. La démocratie de type bourgeois ordinaire affermissait la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux organismes monarchiques d’administration : police, armée, bureaucratie. Le type le plus parfait, le plus évolué de l’État bourgeois, c’est la république démocratique parlementaire : le pouvoir y appartient au Parlement ; la machine de l’État, l’appareil administratif sont ceux de toujours : armée permanente, police, bureaucratie pratiquement non révocable, privilégiée, placée au-dessus du peuple ».* Et il ajoute : *« La démocratie est la domination du peuple*».

Ces analyses on ne peut plus instrumentales de l’État bourgeois s’accompagnent, dans les textes de 1917, de développements nombreux sur la dictature du prolétariat et le dépérissement de l’État, qui se situent dans la continuité de ceux de Marx. La dictature du prolétariat est définie comme un État en voie d’extinction : « *Un État constitué de telle sorte qu’il commence immédiatement à s’éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre. Pour la première fois dans l’histoire des sociétés civilisées, la masse de la population se haussera à une participation autonome, non seulement aux votes et aux élections, mais encore à l’administration journalière. En régime socialiste, tout le monde gouvernera à tour de rôle et s’habituera vite à ce que personne ne gouverne. Développer la démocratie jusqu’au bout, rechercher les formes de ce développement, les mettre à l’épreuve de la pratique, etc., telle est une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale*».

Cependant, en octobre 1917, à la veille de la prise du pouvoir. Lénine désigne le Parti comme futur appareil d’État*:* il met en œuvre le *« contrôle »*, la *« surveillance »*, tous les moyens de gestion développés antérieurement. Lénine écrit en 1921 dans *La journée internationale des travailleuses : « L’essence du bolchevisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d’État entre les mains des masses laborieuses exploitées. Ce sont ces masses qui prennent en mains la politique, c’est-à- dire l’édification de la société nouvelle. C’est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n’existe pas, il ne peut exister d’autre issue à l’esclavage salarié, à l’esclavage capitaliste ».* Il ajoute dans *Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d’Octobre : « Le régime soviétique est le maximum de démocratisme pour les ouvriers et les paysans ; en même temps, il implique la rupture avec le démocratisme* [107] *bourgeois et l'apparition, dans l’histoire mondiale, d’un nouveau type de démocratie, savoir : le démocratisme prolétarien ou la dictature du prolétariat*». Et Lénine précise : « *Nous n’oublions pas un instant que nous avons commis et commettons encore une foule d’impairs et d'erreurs. Le moyen de ne pas en commettre dans une œuvre aussi neuve dans l’histoire mondiale qu’est la création d’un type encore inconnu de régime d’État ! Nous lutterons sans désemparer pour corriger nos impairs et nos erreurs, pour améliorer l’application très imparfaite que nous faisons des principes soviétiques*».

C’est Staline qui abandonnera la thèse du dépérissement de l’État. Lors des débats qui suivront la disparition de Lénine, la thèse du dépérissement est invoquée par l’opposition de gauche, qui se prononce pour la restauration des Soviets et la fin de la « *Commissarocratie* », et par Boukharine, qui, défendant la thèse de l’atténuation progressive de la lutte de classes, propose de gommer les aspects les plus répressifs de l’État et de consacrer les efforts de façon croissante aux tâches de construction économique. Au contraire, Staline élabore la thèse de l’aggravation de la lutte des classes, qui, avec l’encerclement capitaliste, contraint l’U.R.S.S. à renforcer son État.

Staline en arrive, en 1936, à l’occasion de la présentation de la nouvelle Constitution, à proclamer la suppression des antagonismes de classes : les exploiteurs ont été liquidés et ne subsistent plus que la classe des ouvriers, celle des paysans et les intellectuels. « *Entre ces groupes sociaux, il n’y a ni démarcation, ni contradictions économiques, ni même contradictions politiques*». L’État n’est plus justifié que comme appareil d’autodéfense du prolétariat face au monde hostile. Il le décrit comme « *État du peuple tout entier*» : « *La fonction de répression a fait place à la fonction de protection de la propriété contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. La fonction de défense militaire du pays contre l’agression du dehors est conservée intégralement. Par conséquent, on a conservé l’armée rouge, la marine militaire ainsi que les organismes punitifs et les services de renseignements nécessaires pour capturer et châtier les espions, les assassins, les saboteurs dépêchés dans notre pays par les services d’espionnage étranger* ». Ainsi est abandonnée la thèse initiale de Marx et d’Engels selon laquelle l’État est né des antagonismes de classes et disparaît avec eux. Staline le reconnaît dans son rapport au XVIIIe Congrès du P.C.U.S., expliquant que certaines thèses générales du marxisme sur l’État « *n’ont pas été élaborées jusqu’au bout, sont insuffisantes*». En fait, il s’agit de justifier « théoriquement » après coup la pratique politique, ce qui tendra à devenir une « habitude » chez les communistes.

S’il est un domaine où les « thèses générales du marxisme » étaient à compléter, enrichir, transformer, c’est bien celui de l’analyse de l’État bourgeois, afin de prendre en compte les profondes évolutions intervenues [108] depuis le XIXe siècle. En la matière, l’instrumentalisme reste la conception unique, comme en témoigne l’édition de 1962 du manuel Les principes du marxisme-léninisme : « *Dans les pays capitalistes évolués d’Occident domine le capitalisme monopoliste d’État, c’est-à-dire que les monopoles réactionnaires disposent entièrement de l’appareil d’État* ».

L’« exception » Gramsci

Si l’on limite l’investigation aux années 1940, c’est essentiellement Antonio Gramsci qui mènera une actualisation, un approfondissement et un renouvellement de la théorie marxiste de l’État. À son exception, ou presque, l’instrumentalisme reste hégémonique chez les marxistes. Gramsci redéfinit les concepts de société civile et d’État. La société civile désigne les systèmes de pensée, les organisations, tout cet ensemble matériel et non matériel que sont les idéologies, avec leurs relais institutionnels et leurs moyens de diffusion (écoles, familles, Églises, partis, médias, etc.), tout ce qui façonne les mentalités, les attitudes, les comportements des individus et adapte ceux-ci à leurs activités par le consentement. En ce qui concerne l’État, Gramsci propose, le plus souvent, une définition extensive qui se distingue aussi bien de son appréhension purement économique que de sa caractérisation comme appareil de répression. Ainsi, l’État désigne la société civile plus la société politique, comme dans les *Cahiers de prison*: « *Par État on doit entendre outre l’appareil de gouvernement l’appareil privé d’hégémonie ou société civile. Dans la réalité effective, société civile et État s’identifient*». Si cette définition de l’État peut sembler par trop extensive (le fait que les *Cahiers de prison* sont écrits sous le régime de Mussolini y contribue sans doute), Gramsci met aussi l’accent, dans d’autres passages, sur la liaison organique de l’État et de la société civile, à la différence de l’extériorité qu’avait analysée Marx.

Sur ces bases, Gramsci redéfinit le concept d’hégémonie, centré sur le problème du consentement obtenu par les classes dirigeantes à la suprématie qu’elles exercent sur les classes dominées. L’hégémonie suppose une direction idéologique et politique acceptée, consentie, par opposition à la domination, qui se fonde sur la coercition. Appliqué à l’État bourgeois, le concept d’hégémonie contribue à souligner le rôle des facteurs d’ordre culturel, ainsi que des appareils idéologiques. Dès 1919, Gramsci montre que « *dans l’État la classe propriétaire se donne discipline et unité, par-delà les dissensions et les heurts de la concurrence, pour maintenir intacte sa situation de privilèges dans la phase suprême de la concurrence* ». Dans les *Cahiers de prison*, il précise que dans l’État bourgeois occidental, la structure du pouvoir est assise indissociablement sur la coercition et sur une idéologie démocratique ; la croyance en la souveraineté du peuple, l’égalité, [109] la participation, crée les conditions d’un consensus autour des institutions juridico-politiques. L’hégémonie de la bourgeoisie repose ainsi sur la direction intellectuelle et morale, sur l’imprégnation idéologique, donc sur l’attraction qu’elle exerce sur l’ensemble des classes et couches sociales. En agissant au niveau superstructurel, la bourgeoisie noue des liens avec ceux qu’elle exploite, diffusant sa conception du monde, créant des organisations responsables de sa diffusion, perfectionnant leurs moyens (système scolaire, médias, etc.). L’État fonctionne au consensus et pas seulement à la domination : « *L’État est une hégémonie cuirassée de coercition*». Outre l’aspect répressif, militaire et policier, de l’État, Gramsci invite donc à appréhender son aspect intégrateur social, organisateur du consensus.

Pour Gramsci, une classe ne peut durablement gouverner qu’en captant et en entretenant un consensus, donc en tenant compte des intérêts des groupes sur lesquels s’exerce son hégémonie, jusqu’au point, du moins, où ses intérêts fondamentaux ne sont pas remis en cause. Le pouvoir d’État représente les intérêts généraux du capitalisme, non pas en recevant des ordres de la bourgeoisie, mais bien dans la mesure où il est capable de répondre à ses intérêts généraux, ce qui implique qu’il tienne compte des intérêts des classes dominées. L’État constitue dès lors une charnière entre les intérêts des classes dominantes et ceux des classes dominées. Il n’est pas purement fonctionnel à la reproduction capitaliste. Il peut ainsi se présenter comme le garant de l’« intérêt général ». La répression est une réponse complémentaire à la construction du consensus.

Pour devenir hégémonique et se maintenir comme telle, une classe dominante doit dépasser ses propres intérêts « corporatifs » et promouvoir un système d’alliances de classes, un bloc historique. Au sein des institutions de la société civile existent à la fois confrontations-affrontements et négociations-compromis, sur la base d’orientations économiques, politiques, culturelles, idéologiques. Les appareils d’hégémonie sont le terrain et l’enjeu de la régulation sociale. Dès lors, Gramsci souligne la possibilité d’une crise d’hégémonie comme fissure du bloc historique au pouvoir, rupture du lien existant entre domination économique, suprématie politique et idéologie dominante.

La liaison entre la structure et la superstructure est assurée organiquement par les intellectuels, qui jouent un rôle essentiel dans l’hégémonie de la classe dominante, en élaborant et diffusant sa conception du monde. Mais ils ne sont pas des agents passifs, ils forment une couche relativement autonome, dont les liens avec la classe dirigeante sont organiques et non mécaniques. Ils sont donc eux aussi enjeux.

Dès lors, pour Gramsci*:* *« Le prolétariat peut devenir classe dirigeante et dominante dans la mesure où il réussit à créer un système d’alliances de classes qui lui permet de mobiliser contre le capitalisme et l’État bourgeois la majorité de la population laborieuse. Un groupe social* [110] *peut, et doit même, être dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental. C'est même l’une des principales conditions de cette conquête*». Gramsci oppose deux conceptions de la dictature : la dictature répressive et la dictature expansive (hégémonie) : *« La dictature du prolétariat est expansive et non répressive. Un mouvement continuel se produit de bas en haut, un échange permanent, à travers toutes les capillarités sociales. Le prolétariat n'exerce pas seulement une domination physique, mais il domine aussi spirituellement. On peut et l’on doit détenir une hégémonie politique avant même d’aller au gouvernement et il ne faut pas compter sur le pouvoir et sur la force matérielle qu’il donne pour exercer la direction ou hégémonie politique*». Cette conception donne toute sa place aux luttes et conquêtes démocratiques, même si elles sont partielles et susceptibles d’être remises en cause. Pour le mouvement démocratique, l’alternative ne se limite pas à subir ou à détruire l’État, car il lui est possible d’occuper des positions, des lieux de pouvoir.

Gramsci souligne que sa théorisation vaut pour l’Occident développé : « *En Orient, l’État était tout, la société civile était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre l’État et la société civile il y avait un juste rapport et derrière un État branlant on découvrait une robuste superstructure de la société civile. L'État n'était qu'une tranchée derrière laquelle se trouvait toute une chaîne de forteresses et de casemates ; plus ou moins d’un État à l’autre, s’entend, mais c’est justement ce qui demandait une attentive reconnaissance de caractère national* ». Gramsci ajoute : « *Dans les pays capitalistes avancés, la classe dominante a des ressources politiques et opérationnelles qu’elle ne possédait pas, par exemple, en Russie. Cela veut dire que même les crises économiques très graves n'ont pas de répercussion immédiate dans le domaine politique. La politique a toujours du retard, et un sérieux retard sur l’économique* ». Ainsi, Gramsci se situait en rupture avec l’économisme catastrophique qui prévalait alors au sein du Komintern.

Là encore, il est important de rapporter les thèses de Gramsci aux conditions de temps et de lieu de leur production, afin d’éviter d’en faire un nouveau dogme ou un nouveau « modèle » qui suffirait à appréhender l’État de cette fin de siècle. Gramsci n’a connu ni le stalinisme en U.R.S.S., ni l’État moderne.

Les textes théoriques de Gramsci, écrits en prison, ne furent diffusés qu’après-guerre ; il faudra même attendre le XXe Congrès du P.C.U.S. pour que Togliatti réunisse à Rome le premier colloque d’études gramsciennes en 1958 ; et ce n’est qu’en 1975 que les trente-trois [*Cahiers de prison*](http://classiques.uqac.ca/classiques/gramsci_antonio/gramsci.html) ont été intégralement publiés.

À l’exception notable de Gramsci, la théorie instrumentale de l’État est devenue dominante chez les marxistes tant dans l’« invention » du marxisme [111] à la fin du XIXe siècle .que dans sa dogmatisation au cours de la première moitié du XXe. En fait, l’instrumentalisme continuera à dominer les analyses théoriques marxistes bien au-delà, en particulier en France.

P.C.F : L’hégémonie  
de l’instrumentalisme

L’hégémonie de l’instrumentalisme en France tient à plusieurs caractéristiques spécifiques. Les conditions de diffusion du marxisme y expliquent sa relative pauvreté, à tout le moins son évident schématisme. Lorsque Marx s’éteint en 1883, son nom est à peine connu et la méconnaissance de sa pensée générale. L’invocation du patronage marxiste se généralise pourtant dans le mouvement socialiste, au point de devenir hégémonique en 1920, les deux tendances du Congrès de Tours s’en réclamant. Mais les dirigeants du jeune parti communiste adhèrent bien davantage à la Révolution d’Octobre qu’à la pensée de Marx qu’ils connaissent fort mal. Le marxisme s’impose en France pour trois raisons : l’atmosphère scientiste du tournant du siècle à laquelle répond un marxisme qui est un fatalisme économiste, linéaire et non dialectique ; la montée des intellectuels et pédagogues que satisfait ce corpus théorique clos ; le besoin de légitimation et de cohésion des partis socialiste et communiste. Le marxisme va s’imposer comme vision simplifiée de l’histoire, rigoureusement cohérente, dont la fonction majeure est de légitimer l’action des dirigeants du prolétariat. Interviennent également les traditions intellectuelles du pays : une culture dominante marquée en profondeur par le cartésianisme ne portait pas à la dialectique. De plus, le marxisme était perçu à l’époque comme un « socialisme allemand », handicap dans le contexte des relations tendues entre les deux pays.

Pour ce qui concerne l’État, deux autres spécificités ont pesé lourd et continuent de jouer aujourd’hui : d’une part l’importance attachée à l’État dans le mouvement ouvrier français et d’autre part la forte liaison qui s’est établie entre la recherche marxiste et le Parti communiste français.

Depuis la Révolution, le mouvement ouvrier a attaché en France une place décisive à l’État. Dans ces conditions, la conception instrumentale de l’État a aisément fusionné avec la tradition portée par le mouvement ouvrier. On continue à trouver là, sans doute, une raison essentielle de sa permanence.

L’autre spécificité concerne la relation étroite qui, depuis les années 1920, unit recherche marxiste et P.C.F. Elle semble avoir tenu aussi bien à la volonté propre du P.C.F., qui s’est toujours considéré comme seul et unique détenteur du marxisme, et qui a été pratiquement le seul, jusqu’aux [112] années 1970, à traduire et publier les œuvres de Marx, d’Engels et des autres théoriciens marxistes, qu’aux rejets déterminés du marxisme de la part des différentes fractions de la bourgeoisie. Ce rapport étroit entre recherche théorique et P.C.F. a eu d’importantes conséquences. Dans les faits, il n’y a pas eu relation dialectique entre activité théorique et lutte politique, mais subordination, sinon soumission, de la recherche marxiste aux différentes évolutions de la stratégie et de la tactique politiques mises en œuvre par le P.C.F.

L’instrumentalisme a eu des expressions différentes, qu’il s’agisse de la subordination de l’État aux monopoles, de leur interpénétration, de leur conjugaison en un mécanisme unique, voire même de leur fusion. Cette diversité d’expression se résume cependant en un déterminisme - fut-ce en dernière instance - du politique et de l’idéologique par l’économique, en une conception de l’État qui en fait aujourd’hui un instrument du « *grand capital*», des « *monopoles* » ou des « *multinationales* » et, peut-être demain, un instrument de la « *classe ouvrière*».

L’instrumentalisme et sa critique

Les conceptions instrumentales ne s’intéressent que rarement à l’étude des contradictions internes de l’État. Celui-ci reste le plus souvent une « boîte noire », un appareil intégré, une machine, dont le fonctionnement, l’organisation et le développement internes sont déterminés par ce qui lui est extérieur. De plus, comme c’est souvent le cas dans le marxisme mécaniste, tel qu’il continue à dominer en France, même si certaines contradictions, internes à l’État ou dans ses rapports avec la société, sont appréhendées, l’aspect considéré comme « principal » devient tellement « dominant » qu’il est présenté comme « exclusif ». On en arrive ainsi à un unilatéralisme schématique qui n’a rien de dialectique. Si des contradictions apparaissent entre telle ou telle fonction de l’État, elles sont rapidement intégrées dans la problématique instrumentale générale. S’il est question d’autonomie, elle est toujours « relative » à l’économique et/ou au « *grand capital*». Quant aux élaborations qui insistent sur le caractère contradictoire de l’État, elles sont restées marginales.

Les conceptions instrumentales ne font pas de l’État l’instrument de l’ensemble de la bourgeoisie, mais le jouet des seuls « *monopoles*», de la « *grande industrie et de la grande finance*», du « *capital financier* », du « *grand capital*», des « *multinationales* », de l’« *oligarchie financière*», de la « *grande bourgeoisie*», de la « *bourgeoisie monopoliste*». Selon de telles conceptions, les monopoles forment une entité fusionnée ; ils font et défont la politique et les institutions ; celles-ci correspondent ainsi strictement [113] à leurs besoins ; l’État fait prévaloir les intérêts des seuls monopoles, qui gouvernent sans partage et sans alliances ; les fonctions de l’État consistant à satisfaire certains besoins collectifs ou à assurer la cohésion sociale leur seraient entièrement subordonnées.

Le fait d’exercer sans partage le pouvoir d’État implique pour les monopoles de former une entité unique, fusionnée, et pas seulement une classe dans son opposition aux autres classes de la société. En fait, les oppositions entre monopoles concernent beaucoup plus largement les contradictions entre leurs intérêts à court et à long termes, les intérêts particuliers de chaque monopole et ceux de l’ensemble de la classe ou fraction de classe qu’ils forment. Depuis qu’existe le mode de production capitaliste, est clairement apparu le fait que la recherche de l’intérêt spécifique et à court terme était contradictoire avec la poursuite des intérêts généraux et à long terme de profit et d’accumulation. Des arbitrages sont donc nécessaires en permanence. D’autant que la bourgeoisie monopoliste n’existe pas seule dans la société ; elle est contrainte de tenir compte, à tout moment, des rapports de forces qui existent dans la société et de tenter de les améliorer en sa faveur.

Des contradictions politiques existent également, qu’il serait vain de prétendre n’être que des reflets de la concurrence économique ou des divergences d’appréciation quant à la défense des intérêts à long terme ou à l’interprétation des oppositions de classes. On peut ainsi citer les contradictions qui se sont manifestées par rapport à la décolonisation, particulièrement à propos de l’Algérie, celles concernant la Communauté européenne, de la signature du Traité de Rome en 1957 à aujourd’hui, ou celles qui apparaissent régulièrement, même si souvent de manière feutrée, à l’occasion des différentes consultations électorales.

Il n’existe d’autre cadre de prise en charge de ces différentes contradictions que l’État lui-même, ce qui n’implique en rien que les monopoles en soient les « maîtres absolus ». Encore l’État ne saurait-il être considéré comme le lieu de résolution de ces contradictions, mais comme celui de l’élaboration de compromis, de certains objectifs communs, précaires et partiels. Car l’État n’a pas seulement comme fonction de prendre en charge les contradictions internes à la bourgeoisie monopoliste, mais l’ensemble des contradictions de la société.

Pour les thèses instrumentales, le grand capital, qui « *exerce directement le pouvoir d’État*», fait et défait la politique et les institutions. On a ainsi, avec le grand capital exerçant le pouvoir d’État, une sorte de grand ordonnateur, qui modèle la société en fonction de ses intentions et intérêts. Mais une telle vision relève d’un historicisme basé sur la manipulation. Les élections, qui pourtant tiennent une place grandissante dans l’élaboration, le contenu et l’agenda des politiques publiques, qui comportent des enjeux [114] bien réels de pouvoir(s) et de stratégie(s), sont dès lors secondarisées au point de ne devenir qu’un habillage. Toute autonomie est enlevée au politique pour en faire un reflet passif de l’économique. Bref, il y a refus de prendre en compte l’ensemble des contradictions et de leurs interactions.

Les conceptions qui font de l’État un jouet des monopoles relèvent d’une vision étroitement bipolaire de la réalité : le système est capitaliste ou socialiste ; il s’agit d’une dictature de la bourgeoisie ou du prolétariat (même si le terme n’est plus employé, la logique reste la même). En fait, les mécanismes institutionnels, les contradictions auxquels ils tentent de répondre, les effets qu’ils produisent, les contradictions qu’ils engendrent correspondent à des spécificités et relèvent d’une réelle autonomie comme partie d’une unité contradictoire. Seules ces spécificités permettent de rendre compte de chaque régime politique, de chaque situation concrète.

Les fonctions et interventions de l’État ne sont pas déterminées que par le seul capital : les fonctions d’éducation, de protection sociale, de santé et d’hygiène, de logement et d’urbanisme, de protection de l’environnement, de respect de la législation du travail, de culture et de loisirs, et même de justice, de défense ou d’information, relèvent de la prise en compte non pas des intérêts des seuls monopoles, ni du seul capital, mais de l’ensemble des classes et couches de la société, compte tenu des rapports de forces existant entre elles. Dans chacun de ces domaines, les interventions de l’État et les politiques publiques ne sont ni immuables ni sans cesse plus favorables aux monopoles ou au capital, mais évoluent au gré des situations et rapports de forces.

Le rôle de l’État dans le fordisme a consisté en particulier à créer les conditions d’un compromis social qui, s’il a été favorable à l’accumulation du capital, a aussi permis un progrès sans précédent du pouvoir d’achat et des conditions de vie de la classe ouvrière et des milieux populaires. L’État est contraint, par sa nature même, de tenir compte des intérêts des classes dominées. Il s’efforce de réguler l’ensemble des contradictions de la société, tout en concourant à la reproduction du système. Le fait que l’État se présente comme le garant de l’« intérêt général » ne repose pas que sur une manipulation de l’idéologie dominante ou des médias, mais sur un certain nombre de réalités.

De plus, l’État ne fait pas que refléter les contradictions sociales. En intervenant dans tous les domaines, économiques, sociaux, politiques, militaires, culturels, de l’activité des hommes, il participe directement à leur organisation, il traite des problèmes d’intérêts communs à l’ensemble de la société. Il concourt ainsi au maintien de la cohésion sociale et de l’unité de la société. L’État ne saurait donc être réduit à un appareil de domination ou de répression. C’est bien comme *unité contradictoire* qu’il faut étudier l’État.

[115]

L’État ne saurait être analysé comme pouvoir des seuls monopoles mais comme la *résultante d’une imbrication de contradictions*: contradictions d’intérêts entre les différentes fractions du capital et à l’intérieur de chacune, contradictions entre le particulier et le général, le court et le long terme, contradictions entre classes dominantes et classes dominées, contradictions entre l’économique, le social, le politique, l’institutionnel, le culturel, l’idéologique, contradictions internes à l’appareil d’État, contradictions liées à l’internationalisation des économies et des sociétés. L’État doit être analysé comme « *système contradictoire intégré* ».

Le P.C.F. a avancé la thèse de la « *suraccumulation-dévalorisation* » du capital selon laquelle la phase du C.M.E. est celle d’une dévalorisation structurelle permanente opérée par l’État en faveur des seuls monopoles pour faire face à la baisse du taux de profit. Elle prend trois formes principales : le financement public, les entreprises publiques, les rapports économiques internationaux.

La thèse de la dévalorisation structurelle étatique, quelles que soient les formes de celle-ci, repose sur une conception de l’intervention économique de l’État qui ne correspond pas aux réalités d’aujourd’hui. Si l’État concourt directement et massivement à l’accumulation du capital, il ne le fait pas en dévalorisant les capitaux publics, c’est-à-dire en les mettant en valeur à taux de profit faible, nul ou négatif, mais en les mettant en valeur de même que l’ensemble du capital.

La thèse de la dévalorisation structurelle, pour théorique qu’elle apparaisse, a été construite pour justifier une stratégie politique, celle de l’Union de la gauche et du Programme commun. Seuls les monopoles apparaissent responsables de la suraccumulation et donc des crises. Comme les entreprises publiques sont soustraites à la loi du profit, l’État peut prendre en charge cette pléthore de capital en nationalisant. Il suffit que l’État devienne propriétaire des monopoles privés pour sortir de la crise. Ainsi, la théorie du capitalisme monopoliste d’État ne repose pas sur une prise en compte dialectique des rapports entre État et monopoles. D’un côté, elle les réunit en un mécanisme unique, qui correspond à une quasi-assimilation ; de l’autre, elle procède à une séparation absolue entre capitaux publics et capitaux privés, qui nie à la fois leur étroite imbrication et le fait que le capital, dans son ensemble, fonctionne comme un tout. Elle surestime enfin l’économique dans l’ensemble des rapports de la société.

Les théories instrumentales ne se limitent pas à l’analyse de l’État tel qu’il est aujourd’hui. Pour les théoriciens du P.C.F., l’État doit être transformé en profondeur pour devenir « *le propre instrument de la classe ouvrière et des forces démocratiques* ».

Ce rôle essentiel confié à l’État dans la transformation sociale, constante des positions du P.C.F. depuis sa création, est conforme à une tradition [116] qui remonte à la Révolution. Il correspond également à la tradition marxiste qui, depuis son invention et sa dogmatisation, assigne à l’État une place centrale tant comme objectif révolutionnaire (« *prendre le pouvoir*») que pour mener à bien la transformation de l’ensemble de la société, le développement des forces productives, l’édification du socialisme. Il va de pair avec la fonction assignée au Parti dans et par l’État, qui amène à une fusion entre eux.

Les expériences historiques de mise en œuvre d’une telle conception montrent qu’elle simplifie abusivement la complexité des rapports entre l’État et la société et qu’elle conduit à prioriser le volontarisme et la coercition. Dans la France d’aujourd’hui, elle aboutit à méconnaître les effets négatifs du renforcement et de l’excroissance de l’État, qui dépossèdent la grande masse des citoyens de la maîtrise des choix de société et nourrit le sentiment populaire grandissant d’un État bureaucratique, envahissant et tatillon.

Ainsi, il y a une réelle adéquation entre un marxisme réduit à être un déterminisme économiste, un parti dont la fonction « tribunitienne » est essentielle, et une théorie de l’État qui présente le quadruple « avantage » d’être simple dans sa vulgarisation, de permettre d’expliquer les difficultés ou échecs, de pouvoir s’adapter aux différentes évolutions de la stratégie et de la tactique politiques et de les justifier, ainsi que de fonder la voie et les moyens du projet de transformation de la société. La théorie a, pour le P.C.F., un statut qui relève avant tout de la justification des orientations stratégiques, politiques et tactiques du moment.

Le « *parti d'avant-garde*» est conçu comme détenteur de la vérité, se substituant aux forces sociales en mouvement et entretenant un rapport hiérarchique avec les forces organisées, syndicats, associations (« *courroie de transmission*»). Dans son rapport aux autres, la diversité des expériences, des connaissances et des points de vue est perçue comme une entrave à l’action et à la réflexion ; les opinions différentes sont caractérisées d’ennemies qu’il faut combattre et vaincre. Le centralisme démocratique est nécessairement hypercentralisé, militarisé, avec hiérarchie descendante et cloisonnement vertical.

Toutes les tentatives d’inflexion ou d’ouverture de la recherche ont fini par buter sur les revirements politiques. En même temps, cette pauvreté, ce schématisme, cet économisme théoriques concourent à limiter le champ de l’élaboration stratégique. Les deux aspects renforcent dialectiquement leurs effets.

Ces éléments critiques des conceptions instrumentales mentionnés fournissent les bases d’une théorisation renouvelée de l’État dans la France contemporaine, prenant en compte l’ensemble des aspects que recouvre l’État aujourd’hui, *l’ensemble des contradictions* qui régissent l’État et que [117] l’État régit, analysant l’État comme sujet et comme objet, comme *unité contradictoire*.

Des tentatives d’inflexion

Sans procéder ici à un recensement exhaustif de toutes les écoles, ou chapelles, qui, d’une manière ou d’une autre, se revendiquent de Marx, il apparaît intéressant d’aborder également les tentatives d’inflexion par rapport à l’instrumentalisme dominant mises en œuvre par ce qu’il est convenu d’appeler le courant néo-marxiste.

Le courant « néo-marxiste » s’est développé dans les années 1960 et 1970, en particulier autour de Louis Althusser et de Nicos Poulantzas, en utilisant des concepts élaborés par Gramsci, tant ils semblaient susceptibles d’appréhender les nouvelles réalités politiques en sortant du cadre de l’économisme et du dogmatisme. Le concept d’hégémonie, en particulier, devait permettre d’avancer dans l’articulation du politique, de l’économique et de l’idéologique.

Louis Althusser part de la distinction entre le pouvoir d’État, qui appartient à la classe (ou fraction de classe ou alliance de classes) dominante dans la production, et l’appareil d’État, qui est l’instrument d’exercice du pouvoir étatique, pas nécessairement aux mains de la classe qui détient le pouvoir d’État. Il constate que la théorie marxiste de l’État a insisté sur les aspects répressifs (gouvernement, administration, armée, police, justice, etc.) mais qu’à côté de cet instrument de coercition existent des « *appareils idéologiques d'État*» tant « *aucune classe ne peut durablement détenir le pouvoir d’État sans exercer en même temps son hégémonie sur les appareils idéologiques d’État*». Ce concept recouvre pour Louis Althusser non seulement des institutions « *publiques* », mais aussi des institutions « *privées* » - partis politiques, organisations syndicales ou socioprofessionnelles, école, Églises, famille, médias, entreprises culturelles, etc. - car selon lui la distinction des domaines public et privé relève du droit bourgeois. Il se rattache ainsi à la définition large de l’État qu’utilisait fréquemment Gramsci.

Ces appareils ont pour fonction d’assurer la reproduction des rapports sociaux de production dominants et du pouvoir d’État bourgeois ; mais alors que les appareils répressifs sont fondés sur le monopole de la coercition et fonctionnent « *à la violence*», les appareils idéologiques le font « *à l’idéologie*» : ils portent les idées de la classe au pouvoir et modèlent les consciences et l’inconscient des individus et groupes sociaux. Ils usent d’ailleurs de leur caractère privé comme de leurs formes diversifiées, de leur apparente neutralité, de leur relative autonomie et de la tradition humaniste [118] dont ils se prévalent, pour renforcer plus subtilement le pouvoir, en le rendant « acceptable », en le légitimant.

Pour [Louis Althusser](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030140239), l’harmonie - relative - entre les divers appareils idéologiques d’État est assurée par l’idéologie dominante, celle de la classe dominante, « *sous le bouclier de l’appareil répressif d’État*». Tous concourent, chacun à sa manière, à assurer la reproduction des rapports sociaux de production, qui est la raison d’être de l’idéologie : « *L’appareil politique en assujettissant les individus à l'idéologie politique d’État, l’idéologie démocratique indirecte (parlementaire) ou directe (plébiscitaire ou fasciste) ; l’appareil d’information en gavant par la presse, la radio, la télévision tous les citoyens de doses quotidiennes de nationalisme, chauvinisme, libéralisme, moralisme, etc*. ». Il insiste particulièrement sur l’appareil scolaire, qualifié d’appareil idéologique dominant, soulignant que le couple école/famille a remplacé le couple Église/famille qui régentait la vie politique à l’époque médiévale. L’école inculque non seulement des savoir-faire mais aussi l’acceptation de l’ordre établi, car elle enseigne « *dans les formes qui assurent l’assujettissement à l’idéologie dominante* ». En même temps, le pluralisme et la nature des appareils idéologiques d’État en font un lieu que traverse la lutte des classes et donc un enjeu du combat pour le socialisme.

Si ces thèses présentent l’avantage de mettre l’accent sur l’idéologique et le politique, et leur autonomie relative, par rapport au déterminisme économiste, elles n’en comportent pas moins des limites. D’abord, en élargissant, comme le fait Louis Althusser, le concept d’État à l’ensemble des appareils idéologiques, il ne permet pas de procéder à une analyse des rapports contradictoires qu’ils entretiennent l’un et les autres et est amené à surestimer la place de l’idéologie bourgeoise dans la société. Il devient ainsi impossible et sans utilité de distinguer les démocraties bourgeoises et le fascisme, tant celui-ci, justement, prétend assurer un contrôle étatique total sur l’ensemble des appareils idéologiques et des institutions. D’autre part, le concept d’appareil idéologique apparaît à la fois trop vaste et réducteur pour appréhender par exemple les partis, syndicats ou ce que peut recouvrir le mouvement associatif. De même, la distinction entre appareils répressifs et appareils idéologiques d’État ne permet pas de prendre en compte les rôles économique et organisateur de l’État. Enfin, la détermination des « *appareils idéologiques d’État*» par l’idéologie dominante relève, même s’il s’agit de « *détermination en dernière instance*», d’une conception qui repose encore sur une forme d’instrumentalisme.

C’est à l’État que Nicos Poulantzas a consacré l’essentiel de sa réflexion, qui se concrétise en une œuvre riche, dense et complexe. Il refuse, comme Louis Althusser, de réduire l’appareil d’État au pouvoir d’État et rejette dans *L’État, le pouvoir, le socialisme* à la fois : « *L’État comme Chose : la vieille conception instrumentaliste de l’État, outil passif, sinon* [119] *neutre, totalement manipulé par une seule classe ou fraction, auquel cas nulle autonomie n’est reconnue à l’État ; et l’État comme Sujet : l’autonomie de l’État, considérée ici comme absolue, est ramenée à sa volonté comme instance rationalisante de la société civile, conception qui remonte à Hegel, reprise par Max Weber et le courant dominant de la sociologie politique, qui rapporte cette autonomie au pouvoir propre qu’est censé détenir l'État et aux porteurs de ce pouvoir et de la rationalité étatique, la bureaucratie et les élites politiques notamment*». Dans ces deux conceptions, « *la relation État-classes sociales et, en particulier, État-classes et fractions dominantes, est saisie comme relation d’extériorité. Soit les classes dominantes se soumettent l’État (chose) par jeu d’influences et de groupes de pression, soit l’État (sujet) se soumet les classes dominantes. Elles ne peuvent donc saisir un problème décisif, celui des contradictions internes de l’État*».

À la place, Nicos Poulantzas propose de définir l’État « *comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d’un rapport de forces entre classes et fractions de classe, tel qu’il s’exprime, de façon spécifique toujours, au sein de l’État*». Il montre, en effet, que « *l’établissement de la politique de l’État en faveur du bloc au pouvoir, le fonctionnement concret de son autonomie relative et son rôle d’organisation sont organiquement liés à ces fissures, divisions et contradictions internes de l’État*». Et de préciser : « *L’établissement de la politique de l’État doit être considéré comme la résultante des contradictions de classe inscrites dans la structure même de l’État. L’État est constitué-divisé de part en part par des contradictions de classe. Les contradictions de classe constituent l’État, présentes dans son ossature matérielle, et charpentent ainsi son organisation : la politique de l’État est l’effet de leur fonctionnement au sein de l'État*».

Nicos Poulantzas aborde les rapports de l’État et des classes dominantes en affirmant que l’*« autonomie de l’État par rapport à telle ou telle fraction du bloc au pouvoir existe concrètement comme autonomie relative de telle ou telle branche, appareil ou réseau de l’État par rapport aux autres* ». Dès lors, «*il faut saisir l’État comme un champ et un processus stratégiques, où s'entrecroisent des nœuds et des réseaux qui à la fois s’articulent et présentent des contradictions et des décalages les uns par rapport aux autres*». Pour autant, l’État *« présente une unité d’appareil, ce que l’on désigne habituellement par le terme de centralisation ou de centralisme, rapportée cette fois à l’unité, à travers ses fissures, du pouvoir d’État. Cela se traduit par sa politique globale et massive en faveur de la classe ou fraction hégémonique, actuellement le capital monopoliste. Mais cette unité du pouvoir d’État ne s’établit pas par une mainmise physique des porteurs du capital monopoliste sur l’État et par leur volonté cohérente. Cette unité-centralisation est inscrite dans l’ossature hiérarchique-bureaucratisée* [120] *de l'État capitaliste et résulte de la place prépondérante en son sein de la classe ou fraction hégémonique sur les autres classes et fractions du bloc au pouvoir ».*

Par rapport aux classes dominées, Nicos Poulantzas écrit : « *Les appareils d’État consacrent et reproduisent l’hégémonie en mettant en place un jeu (variable) de compromis provisoires entre le bloc au pouvoir et certaines classes dominées. L’autonomie relative de l’État à l’égard de telle ou telle fraction du bloc au pouvoir est également nécessaire à l’organisation de l’hégémonie, à long terme et d’ensemble, du bloc au pouvoir à l’égard des classes dominées, et ceci en imposant souvent au bloc au pouvoir, à telle ou telle de ses fractions, les compromis matériels indispensables à cette hégémonie. L'État concentre non seulement le rapport de forces entre fractions du bloc au pouvoir, mais également le rapport de forces entre celui-ci et les classes dominées* ». Et d’ajouter : « *Les luttes populaires traversent l’État de part en part et cela ne se fait pas en pénétrant du dehors une entité intrinsèque, ce n’est pas qu'elles s’épuisent par une inclusion dans un État-Moloch totalisant, mais bien plutôt parce que c’est l’État qui baigne dans les luttes qui le submergent constamment*». Nicos Poulantzas prend soin de préciser : « *L’existence des classes populaires ne se matérialise pas au sein de l’État de la même façon que celle des classes et fractions dominantes, mais de façon spécifique. Ce n'est pas par le biais d’appareils concentrant un pouvoir propre aux classes dominées que celles-ci existent dans l’État mais, pour l’essentiel, sous forme de foyers d’opposition au pouvoir des classes dominantes*». Et il souligne que « *les différences de tactique, ou même de stratégie politique, dans une conjoncture donnée ou à plus long terme, face aux masses populaires, sont un des facteurs primordiaux de division au sein du bloc au pouvoir lui-même*».

Ces conceptions amènent Nicos Poulantzas à affirmer : « *Toutes les dispositions prises par l’État capitaliste, même celles imposées par les masses populaires, sont finalement et à la longue insérées dans une stratégie en faveur du capital, ou compatible avec sa reproduction élargie. C’est en tenant compte du rapport de forces avec les classes dominées et de leurs résistances, que l’État prend en charge des mesures essentielles en faveur de l’accumulation élargie du capital et qu’il les élabore de façon politique, c’est-à-dire de telle sorte qu’elles puissent, par certaines concessions aux classes dominées (les conquêtes populaires), garantir la reproduction de l’hégémonie de classe et de la domination de l’ensemble de la bourgeoisie sur les masses populaires. Non seulement l'État assure ce mécanisme, mais il est le seul à pouvoir l'assurer : les classes et fractions dominantes, livrées à elles-mêmes et à leurs intérêts économico-corporatifs à court terme et contradictoires, s’en révèlent incapables*».

Nicos Poulantzas poursuit son analyse en avançant que s’impose, à notre époque, une nouvelle forme d’État, désignée comme « *étatisme autoritaire* », [121] qui « *marque un véritable virage par rapport aux formes précédentes ». Il s’agit de « l’accaparement accentué, par l’État, de l’ensemble des domaines de la vie économico-sociale articulé au déclin décisif des institutions de la démocratie politique et à la restriction draconienne, et multiforme, de ces libertés dites “formelles” dont on découvre, maintenant qu’elles vont à vau-l’eau, la réalité*». Ce concept d’« *étatisme autoritaire*», étayé par une analyse de la crise politique et de la crise de l’État, repose en particulier pour Nicos Poulantzas sur « *l’irrésistible ascension de l’administration d’État*» ainsi que sur le rôle d’un « *parti dominant de masse*» et débouche sur un mouvement de « *renforcement-affaiblissement*» de l’État.

Les thèses avancées par Nicos Poulantzas comportent un renouvellement des conceptions marxistes de l’État par la prise en compte de ses contradictions, de leurs articulations et de la dimension « stratégique » de l’État. Pour autant, apparaissent contestables les développements en termes d’« *autonomie relative*», même si Nicos Poulantzas prend soin d’appréhender « *le rôle déterminant de l’économie en son sens le plus complexe : non pas la détermination par les forces productives, mais par les rapports de production et la division sociale du travail*». Il semble plus pertinent de raisonner en termes d’« unité contradictoire », comme le fait d’ailleurs Nicos Poulantzas à propos du bloc au pouvoir, chacun des aspects étant à la fois spécifique et interdépendant, faute de quoi il serait impossible d’appréhender l’« autonomie » de quelque élément de la société que ce soit. Il semble, par ailleurs, que subsistent des formes de « mécanisme » dans le rapport entre fraction hégémonique du bloc au pouvoir et politique globale de l’État, comme dans celui qu’il établit entre telle fraction du bloc au pouvoir et « *telle branche, appareil ou réseau*» de l’État, ce qui finalement relève d’une conception instrumentaliste. Il en est de même de la définition de l’État comme « *condensation matérielle d’un rapport* », dans la mesure où elle se traduit, même s’il n’y a pas « *mainmise physique*», par une « *ossature hiérarchique-bureaucratisée qui résulte de la place prépondérante en son sein de la classe ou fraction hégémonique*». Enfin, les thèses de Nicos Poulantzas reposent sur la même définition, par trop extensive, de l’État que celles de Louis Althusser.

L’État-stratège

Les éléments critiques des conceptions instrumentales fournissent les bases d’une théorisation renouvelée de l’État dans la France contemporaine, s’appuyant sur un marxisme profondément renouvelé - consistant à repartir de Marx pour laïciser le marxisme-, prenant en compte l’ensemble des aspects que recouvre l’État aujourd’hui, *l’ensemble des* [122] *contradictions* qui régissent l’État et que l’État régit, analysant l’État comme sujet et comme objet, comme *unité contradictoire*.

L’étude des rapports dialectiques entre l’État et la société implique tout d’abord de prendre en compte le fait que cette dernière est tout à la fois *une* et *diverse*, qu’elle est composée d’une infinité d’individus et de groupes qui rassemblent ceux-ci selon une multitude de réseaux maillant le tissu social.

L’État, pris en compte à la fois comme État politique et État appareil, dans le foisonnement de ses contradictions internes et de ses rapports à la société, apparaît particulièrement bien adapté à cette réalité structurée par le rapport unité/diversité. Par son immersion en profondeur dans la société, à tous les niveaux du corps social, en contact étroit avec les groupes, corporations et réseaux qui le constituent, il semble permettre d’agréger la multiplicité des aspirations et intérêts qui s’expriment, de les réguler, de dégager des orientations stratégiques qui concourent à l’unité de la société, de les légitimer et de les mettre en œuvre.

Pour autant, bien des dysfonctionnements se produisent dans ce foisonnement de rapports entre l’État et les différentes composantes de la société et viennent perturber ce bel ordonnancement, qu’il s’agisse de l’inefficacité des interventions publiques, en particulier des politiques économiques, de la montée des dépenses publiques, entraînant une crise financière de l’État, de l’incapacité de choisir, ou de ce qu’il est convenu d’appeler les « effets pervers ».

Au-delà de ces effets pervers, les crises sociales et les crises politiques montrent l’incapacité de l’État de se faire le régulateur-rationalisateur intégral de la société. Si le « micro-sociétal », les individus, les groupes sociétaux, qui se décomposent et se recomposent en permanence, sont reliés à l’État de multiples façons, ils n’en disposent pas moins d’une réelle autonomie. Outre les « demandes d’État » qu’ils expriment régulièrement, tout particulièrement en France, ils manifestent, aujourd’hui sans doute différemment d’hier et même davantage, la volonté de préserver, voire d’étendre, cette autonomie. En témoignent la renaissance du local, le redéploiement du mouvement associatif, le repli sur la sphère du privé et le développement d’un certain individualisme ou d’une nouvelle individualité sociale, mais aussi l’écho qu’ont pu rencontrer les thèses autogestionnaires ou écologistes, voire même les facteurs de crise qui affectent les grandes organisations ou la progression de l’abstentionnisme électoral, tant lors des consultations politiques que lors des scrutins professionnels. Les appels à la prise en compte et au respect de la diversité des intérêts et expériences, des identités, des aspirations, des liens à la réalité, s’expriment avec une force qui gagne en intensité.

La complexité - croissante - des rapports entre l’État et le microsociétal est encore amplifiée par le développement rapide de l’internationalisation auquel on a assisté au cours du dernier demi-siècle. Sans doute le [123] phénomène est-il beaucoup plus ancien ; mais son accélération récente vient déstabiliser l’État-nation.

Quels que soient ces aspects, l’État a été amené à y jouer un rôle déterminant, en soutenant, accompagnant, orientant, initiant le déploiement des capitaux français, ou même en le réalisant directement. Bien loin de conduire à un affaiblissement ou à un dessaisissement de l’État, l’impérialisme a favorisé son renforcement ; il s’est fait le garant des intérêts impérialistes. C’est à l’échelle mondiale, en intégrant les données et évolutions de l’internationalisation des économies et des sociétés, que l’État concourt à l’accumulation du capital. L’État peut ainsi être considéré comme le *stratège économico-politique collectif du capitalisme français au sein du marché mondial*.

La valorisation et l’accumulation du capital se mettent en œuvre à l’échelle mondiale, mais les rapports sociaux continuent de se structurer et de se reproduire à l’échelle nationale. En même temps, les rapports de forces internationaux conditionnent, imprègnent et modèlent les réalités nationales. Plus que jamais, l’État doit se faire stratège.

L’État ne saurait donc s’analyser dans le seul cadre des contradictions nationales mais sur la base du *réseau de contradictions*, du « microsociétal » à l’international, au centre desquelles il se trouve.

Sur ces bases, il semble possible d’appréhender le rôle que joue finalement l’État contemporain en France dans la reproduction des rapports sociaux et du système et de donner toute sa mesure au concept d'*État-stratège*, alternative de l’État-instrument comme de l’État neutre.

Pas plus qu’au plan international il n’existe aujourd’hui d’autre stratège que l’État-nation, on ne saurait déceler dans le cadre national d’autre centre que l’État, où serait décidée et mise en œuvre une stratégie d’ensemble du système capitaliste. La concentration du capital a débouché sur l’existence de grands groupes financiers, mais ceux-ci ne suppriment pas la concurrence inhérente au capital. Chaque groupe ne prend en compte que ses seuls intérêts et non ceux de l’ensemble du système, caractérisé par de multiples réalités économiques, sociales, culturelles et politiques.

Par la série de spécificités qui le caractérisent, l’État est la *seule instance de la société* à pouvoir élaborer, décider et mettre en œuvre cette stratégie.

Tout d’abord, il dispose du monopole de la violence légitime, il est seul à avoir le droit d’exercer un pouvoir de coercition sur l’ensemble de la société comme sur chacune de ses composantes, pour mettre en œuvre ses décisions, faire appliquer le Droit ou défendre les principes fondateurs du système. Sans doute cet aspect, que nombre de marxistes ont pris pour le tout, a-t-il perdu beaucoup de son importance avec la pacification de la société, la stabilisation de réelles libertés civiques, mais aussi avec les rejets croissants dont ont été l’objet les régimes qui ont prétendu accéder à un [124] stade supérieur de l’histoire. Si la recherche du consentement a pris le pas sur la répression, les moyens de celle-ci n’en restent pas moins présents.

L’État dispose ensuite, grâce à l’étendue de son appareil et à son immersion dans la société, d’un réseau sans équivalent pouvant permettre de connaître la réalité, de prendre en compte la diversité des intérêts et aspirations qui s’expriment dans la société, d’en organiser la confrontation, la concertation et la synthèse, d’en dégager des orientations, des politiques, des mesures acceptées, ou du moins acceptables, par la majorité de la population. Ce même réseau peut être à la disposition de l’État pour appliquer et mettre en œuvre ses décisions au plus près du terrain et organiser le « retour d’expérience » lui permettant de s’adapter aux évolutions de la société. L’État dispose ainsi de la capacité (certes relative) d’avoir une vision d’ensemble de la société.

En même temps, la plupart de ces appareils concourent à la satisfaction d’une série de besoins matériels, sociaux et culturels de la population et donnent de l’État l’image d’être au service de l’ensemble de la société.

Il faut ajouter que l’État a une position dominante, et dans certains secteurs le monopole, dans le domaine de la diffusion culturelle et idéologique. Par la maîtrise et le contrôle des principaux moyens de communication, la centralisation poussée de l’ensemble du système d’enseignement, l’importance des subventions destinées à la production culturelle et à sa diffusion, l’État peut contribuer, même s’il n’est pas seul à le faire, à l’existence d’un consentement au sein de la société.

Surtout, l’État bénéficie, depuis deux siècles, d’une légitimité qui doit certes beaucoup aux spécificités de son histoire et de sa sédimentation historique, marquées en particulier par la Révolution de 1789, l’adhésion largement partagée à la République et à la laïcité. Mais qui est aussi redevable à la relative permanence des règles démocratiques de désignation de ses dirigeants, ainsi qu’à la place de l’État-Providence, à une certaine reconnaissance du monde du travail, du mouvement ouvrier et de leurs luttes.

De par l’ensemble de ces aspects, l’État relève d’une logique spécifique par rapport à la logique d’ensemble du système. Les rapports gouvernants/ gouvernés ne sont pas de même nature que les rapports exploiteurs/ exploités, ce qui justifie d’ailleurs l’existence du politique. Pour autant, il serait erroné de considérer l’État comme une institution indépendante, séparée du système capitaliste. Il est un élément de ce système, ayant à la fois une fonction de représentation et d’organisation de la société. C’est la capacité de l’État d’avoir une vision d’ensemble, prenant en compte les différents aspects de la société, et de conserver au sein du système une logique spécifique, qui explique qu’il puisse ramener chaque élément au tout et jouer le rôle de stratège. On doit donc saisir l’État à la fois dans sa logique [125] spécifique et dans son rapport avec la logique d’ensemble du système, bref dans l’unité contradictoire que forment ces logiques.

La principale caractéristique de la logique spécifique de l’État par rapport à la logique d’ensemble du système tient à sa capacité d’appréhender, de prendre en compte et d’articuler les différentes contradictions de la société et de son insertion dans l’internationalisation ; de mettre en œuvre des processus de régulation de ce réseau de contradictions, sur la base des rapports de forces qui s’expriment ; ce qui lui permet tout à la fois de résoudre ou de dépasser certaines d’entre elles, d’en intégrer la plupart, dans un projet, des orientations, une politique globale, à moyen ou long terme, de cohésion sociale, de reproduction (élargie) des rapports sociaux et finalement du système. Le concept d'*État-stratège* rend compte de cette capacité globale.

Cette dernière est cependant relativisée par le poids du court terme, les pressions qui s’exercent sur l’État à tous les niveaux, les événements imprévus - et imprévisibles -, de multiples dysfonctionnements et les effets pervers de l’État en actions. À tel point que l’image d’un État aveugle ou réducteur ne manque pas de fondements. Cette image est cependant unilatérale.

Le concept d'*État-stratège* permet de rendre compte de ces relations - qui sont autant de contradictions - complexes. Car le terme de « stratégie » met l’accent sur la combinaison de facteurs différents, sur des orientations générales, sur la souplesse et l’adaptabilité, sur les interactions, sur le long terme. Il écarte toute forme de mécanisme ou de déterminisme et restitue le caractère dynamique propre à l’analyse en termes d’unité contradictoire.

Le concept d'État-stratège, correspondant au fait que globalement l’État assure la reproduction du système, apparaît proche du concept d’hégémonie tel que défini par Gramsci à propos des classes. Gramsci insiste en effet par là sur le consentement obtenu par les classes dirigeantes, sur leur direction idéologique et politique acceptée, sur l’intégration sociale qu’elles réalisent, sur les alliances de classes qui se nouent dans l’État, sur le fait que l’État fonctionne au consensus et pas seulement à la domination, sur la nécessité pour l’État de tenir compte des intérêts des classes dominées.

L’État n’est donc ni un instrument-jouet du grand capital, ni un arbitre-neutre au-dessus des classes. Produit de la lutte des classes, il est en même temps pénétré par les contradictions de classes. D’une part, du fait de l’ampleur et de la diversité de ses appareils et de ses personnels, l’État reproduit en son sein la division sociale du travail ; la lutte de classes est présente dans la structure même de l’État. D’autre part, par la multiplicité de ses liens à la société, l’État est perméable aux intérêts des différentes classes et catégories sociales. De plus, compte tenu de la place décisive qu’il occupe dans la régulation des différentes contradictions de la société, l’État [126] est très fréquemment placé au cœur des luttes et il en est même souvent l’enjeu central. L’État est le lieu où convergent les pressions sociales, où s’institutionnalisent et se régulent les conflits. L'*État-stratège* tente de les canaliser pour en faire un élément de la dynamique de l’accumulation du capital et de la reproduction du système.

Le concept d'*État-stratège*, en situant l’État de la France contemporaine dans une problématique d’unité contradictoire, comme *seule instance de la société susceptible d’avoir de celle-ci une vision d’ensemble et d’assurer la reproduction des rapports sociaux et du système*, présente l’avantage d’être le support d’une perspective qui s’écarte tant des conceptions instrumentales de l’État que de celles qui en stipulent la neutralité. Il permet de rendre compte de l’État sans le sous-estimer ni le surestimer. L’État n’est pas plus cette « idée » sans consistance et sans impact que ce « Moloch » omniscient, omniprésent, autoritaire sinon totalitaire.

Placé au cœur du réseau de contradictions de la société, traversé par elles et en même temps par ses propres contradictions internes, l’*État-stratège* les légitime, les régule et en assure une reproduction qui, pour n’être jamais à l’identique, en conserve les principaux équilibres - ou déséquilibres.

[127]

**Champs nouveaux**

“Marxisme et écologie politique,  
le rendez-vous manqué de  
Sergueï Podolinsky.”

Franck-Dominique VIVIEN

[Retour à la table des matières](#tdm)

Aristocrate repenti, populiste révolutionnaire, penseur engagé dans la « question agraire », Sergueï Andreïvitch Podolinsky (1850-1891) est un des premiers propagandistes du marxisme en Ukraine. Contraint à l’exil, il arrive en France et est nommé professeur à la faculté de médecine de Montpellier en 1879. L’année suivante, il publie plusieurs textes dans diverses revues socialistes européennes où il s’efforce de concilier pensée socialiste et sciences physiques et biologiques de son temps. On y reviendra, mais disons de suite que, dans un de ses textes, Podolinsky écrit contre Ernst Haeckel, ce zoologiste darwiniste féru de néologisme qui a inventé le terme « écologie ». Le rapprochement, on l’aura compris, n’est pas fortuit. Bien au contraire, même si Podolinsky n’utilise pas le terme « écologie », même si probablement il n’a pas lu *Generelle Morphologie der Organismen* (1866) de Haeckel où il figure pour la première fois, même s’il faudra attendre encore quelques décennies pour que la science écologique s’institutionnalise, l’écologie - tant humaine que naturaliste - constitue la trame même du travail de Podolinsky. Pour autant, ses textes n’ont, semble-t-il, pas suscité un grand intérêt. À part quelques épisodiques mentions, on peut dire que l’œuvre de Podolinsky n’a connu une réévaluation scientifique que depuis la fin des années 70, et ce, grâce notamment aux travaux de Joan Martinez-Alier et José Manuel Naredo (1979, 1982) et de René Passet (1979, 1985). Ce nouveau regard porté sur le travail de Podolinsky s’organise autour de deux problématiques. La première, dont *Actuel Marx* (1991, 1992) s’est fait l’écho à plusieurs reprises, porte sur la teneur des liens unissant pensées écologique et socialiste. De ce point de vue, Podolinsky peut être considéré comme un des premiers à avoir tenté de conjuguer critiques marxiste et écologique du mode de production capitaliste. La seconde problématique porte sur les liens pouvant être noués [128] entre économie et écologie. Comme Nicholas Georgescu-Roegen (1977) [[61]](#footnote-61) le signifiait à ses collègues, une partie du programme de recherche de cet *Ecological Economies* repose sur l’idée que la science économique doit reconnaître la portée heuristique des messages de la biologie et de la thermodynamique ; une visée finalement assez proche de celle qui occupait Podolinsky, qui fait figure, là aussi, de précurseur.

Se pose alors la question touchant à la confluence de ces deux chantiers théoriques ; ce d’autant plus que rares sont ceux qui, comme Joan Martinez-Alier (1989, 1992), participent simultanément aux deux. Une fois encore, la figure de Podolinsky apparaît incontournable pour la construction d’une pensée articulant l’économie, l’écologie et le politique.

Ces différentes approches ont un point commun : les évocations de l’œuvre de Podolinsky y sont souvent l’occasion de conter un destin tragique. Presque toujours, on a l’impression d’être en présence de l’un de ces rendez-vous manqués qui, dit-on, jalonnent l’histoire des sciences et des idées. Ce texte vise à apprécier le bien-fondé de cette vision. Dans un premier point, nous présenterons les thèses de Podolinsky en les replaçant dans leur contexte. Dans un deuxième point, nous passerons en revue les arguments qu’y opposa Engels. Dans un troisième point, nous ferons une brève présentation de la postérité des idées de Podolinsky.

Le projet de Podolinsky :  
le socialisme avec Darwin,  
mais sans Malthus

Le socialisme, selon Marx et Engels, doit être établi sur des bases scientifiques. Il faut donc qu’ils confrontent leur pensée politique à l’enseignement des sciences et tout particulièrement à l’enseignement des sciences naturelles. Il est peu d’écrits de ces deux penseurs qui ne témoignent de ce souci. Pour ne prendre que cet exemple, les *Lettres sur les sciences de la nature* fourmillent d’informations échangées sur des domaines aussi divers que la physique, la chimie, la cosmologie, la géologie, la biologie, la physiologie, etc. Parmi toutes ces sciences, comme le reconnaît Engels (1888, p. 37), la thermodynamique et la théorie de l’évolution peuvent être considérées comme deux des découvertes les plus décisives qu’a connues le XIXe siècle. Hormis cette importance, la question de la compatibilité de ces deux révolutions scientifiques avec la philosophie politique marxiste mérite d’autant plus d’être posée que ces deux théories fournissent des arguments de poids aux ennemis des socialistes. Dans sa version « gladiatrice », le darwinisme peut légitimer la concurrence exacerbée que loue l’économie [129] politique classique. De son côté, comme l’a bien compris Engels (1973, pp. 71-72), le second principe de la thermodynamique et l’idée de « mort thermique » de l’univers qu’il induit à l’époque peuvent servir un discours religieux et nourrir un renouveau créationniste.

Les titres de ces deux principaux textes écrits en français en témoignent, le projet intellectuel général de Podolinsky (1880a, 1880c), qui a une formation de médecin et a étudié l’économie et la physique, se fonde sur la volonté de concilier le socialisme, le transformisme et la thermodynamique. Pour Podolinsky, il importe tout d’abord de reconnaître le bien-fondé de la théorie de Darwin. Mais, ce faisant, il s’agit aussi de critiquer un certain darwinisme social libéral. Il s’agit donc, pour reprendre l’expression de Daniel Todes (1989), d’accepter Darwin sans Malthus. Nous allons voir que la critique de la loi de Malthus s’appuie sur la thermodynamique. Nous verrons ensuite comment Podolinsky entrevoit une compatibilité entre la doctrine socialiste et le transformisme darwinien.

Critique de la loi de Malthus

Doctrines nées toutes deux du paupérisme, le socialisme et le malthusianisme s’opposent. Avant tout, comme le rappelle Michelle Perrot (1984), plus sur les conséquences que sur les causes. C’est plus le message politique de Malthus - à savoir, l’impossibilité d’un progrès social durable et l’abolition des *Poor Laws* - qui est combattu par nombre de socialistes que sa loi proprement dite. Pour ceux-ci, la désadéquation entre les rythmes d’accroissement des êtres vivants et des ressources vivrières apparaît bien comme une donnée naturelle qui fait peser sur toute société humaine un risque de famine, de misère et de mort.

Karl Marx provoque une rupture épistémologique radicale entre socialisme et malthusianisme. Outre qu’il brocarde son manque d’originalité, Marx rejette, non seulement les solutions proposées par Malthus, mais sa loi même. En grands pourfendeurs de robinsonades, Marx et Engels mettent en cause le naturalisme du principe de population. « Chacun des modes historiques de la production sociale, écrit Marx (1867, p. 1146), a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s’applique qu’à lui, qui passe avec lui et n’a par conséquent qu’une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n’existe que pour la plante et l’animal, et encore seulement tant qu’ils ne subissent pas l’influence de l’homme. » La loi de population en vigueur sous le régime capitaliste est la création de « l’armée de réserve ». « En produisant l’accumulation du capital, et à mesure qu’elle y réussit, écrit encore Marx (1867, p. 1146), la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise à la retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà la *loi de population* [130] qui distingue l’époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. »

Podolinsky (1880b) se pose lui aussi en critique de la loi de Malthus. En s’appuyant sur des statistiques agricoles concernant la France, l’Espagne et la Suède, il met en doute le bien-fondé de cette loi jugée « toute empirique » [[62]](#footnote-62). Podolinsky (1880b, pp. 140-139) s’attache ainsi à montrer que, par le jeu de sa volonté, l’espèce humaine peut modifier la loi qui régit l’augmentation de sa population. Plusieurs possibilités s’offrent à elle pour ce faire : l’élimination des organismes vivants qui entrent en concurrence avec les hommes, le perfectionnement de l’agriculture et l’augmentation des surfaces cultivables. Podolinsky mobilise alors les enseignements de la thermodynamique pour affirmer sa critique de la théorie malthusienne. En dernier ressort, comme dans certaines études écologiques modernes, l’énergie lui apparaît comme le facteur limitant de la quantité de vie sur terre. Le premier principe de la thermodynamique (« principe de conservation de l’énergie ») stipule que l’énergie ne peut être ni créée ni détruite. Dès lors, souligne Podolinsky, le travail des hommes ne peut agir que par le biais de *transformations* d’énergie ; lesquelles, conformément au second principe de la thermodynamique (principe d’entropie), s’accompagnent nécessairement d’une dissipation, d’une déperdition qualitative de l’énergie. Une autre interrogation surgit alors, portant sur le pouvoir créateur du travail. « Depuis la théorie de la production formulée par Marx (...), écrit Podolinsky (1880a, p. 353), le travail humain, en s’exprimant dans le langage de la physique, accumule dans ses produits une plus grande quantité d’énergie que celle qui a dû être dépensée pour la production de la force des travailleurs. Pourquoi et comment s’effectue cette accumulation ? » Un des buts de Podolinsky, comme il l’écrira à Marx dans une lettre en date du 18 avril 1880 [[63]](#footnote-63), est donc de relier la théorie de la valeur travail et la physique de son temps. En d’autres termes, Podolinsky veut montrer à l’aide de la thermodynamique pourquoi et jusqu’où le travail est productif. De tous les animaux, disait Marx, l’homme est le seul qui puisse modifier fondamentalement ses conditions de vie. Podolinsky (1880a, p. 356) veut aller plus loin en montrant jusqu’à quel point s’exerce l’« influence décisive du travail des hommes ou des animaux dirigés par l’homme sur la quantité d’énergie solaire accumulée par une surface donnée de terrain ». Podolinsky (1880a) va donc s’efforcer de démontrer qu’une nouvelle loi de la population peut être définie grâce à une analyse qu’on qualifiera d’écoénergétique. [131] « Une loi vraiment fondamentale de la population ne pourra être reconnue, écrit Podolinsky (1880b, p. 140), avant que ne soit déterminé le rapport qui existe entre la quantité générale d’énergie sur la terre et la quantité d’hommes pouvant y vivre. »

Pour déterminer la quantité d’énergie disponible sur terre, Podolinsky (1880a, p. 353) considère d’abord « la distribution générale de l’énergie dans l’univers ». On ne doit pas s’en étonner, les travaux de William Thomson (1824-1907) et de Rudolf Clausius (1822-1888) - tous deux mentionnés par Podolinsky (1880c, p. 58) - ont d’emblée donné une dimension cosmologique au message de la thermodynamique. Selon la célèbre formulation de Clausius (1865), reprise textuellement par Podolinsky, les deux premiers principes de la thermodynamique peuvent s’exprimer ainsi : l’énergie de l’univers est constante ; l’entropie de l’univers tend vers un maximum. On ne s’étonnera pas non plus que, dans ce contexte cosmologique, la thèse de la mort thermique de l’univers soit évoquée par Podolinsky, cela est fréquent à l’époque. De même, comme le fait Podolinsky, il n’est pas rare depuis les travaux de Joseph Fourier (1786-1830) et de John Tyndall (1820-1893) de présenter la terre comme une machine à feu de Carnot : plongée dans « le glacial espace interstellaire » et réchauffée par l’énergie solaire, notre planète se trouve prise dans un différentiel de températures et des flux d’énergie qui expliquent, pour une grande part, les climats et la vie sur terre. Par contre, il importe de dire à nouveau -ainsi que Nicholas Georgescu-Roegen (1971, p. 276) a pu le faire au sujet de Sadi Carnot (1796-1824), un auteur souvent cité par Podolinsky- que ce ne sont pas tant les « affaires célestes » que les « problèmes terrestres » - entendons les conditions de vie sur terre - qui intéressent Podolinsky. De ce point de vue, note-t-il en s’appuyant sur les travaux de l’astronome Angelo Secchi (1818-1878), la quantité d’énergie solaire arrivant sur terre est très importante et, compte tenu de ce que l’on sait de la « durée de vie » du soleil, elle continuera à l’être encore longtemps. Le problème n’est donc pas celui de l’épuisement de la ressource énergétique (qui renvoie à l’idée de mort thermique de l’univers), mais plutôt celui de l’utilisation efficace de cette énergie solaire arrivant sur terre, laquelle, précise Podolinsky, est en dernier ressort la source de presque toutes les énergies disponibles. « La majeure partie des forces physiques qui se trouvent sur la surface de la terre et dont les hommes peuvent profiter pour la satisfaction de leurs besoins, écrit Podolinsky (1880c, p. 59), ne se trouvent nullement investies dans des formes qui seraient les plus avantageuses à ce dessein. »

Suivant une autre tradition à l’origine de la thermodynamique, Podolinsky considère ensuite les organismes comme des échangeurs énergétiques. Deux logiques énergétiques sont principalement à l’œuvre dans l’univers du vivant : « On peut admettre comme hors de doute, écrit Podolinsky (1880c, p. 61), que l’existence des plantes a, dans un plus haut degré [132] que celle des animaux, pour résultat une accumulation de l’énergie solaire sur la terre. Les terrains houillers en sont une preuve évidente. Il faut convenir même, malgré les nouvelles théories sur l’unité de la vie dans les deux règnes, que les animaux, en respirant, en se mouvant, en perdant la chaleur de leur corps, dispersent dans l’espace une grande quantité de la force solaire accumulée sur la terre par les végétaux ». L’espèce humaine appartient à cette deuxième catégorie. Elle est hétérotrophe, disent les écologues, c’est-à-dire qu’elle est dépendante de l’énergie captée par l’activité photosynthétique des autotrophes (les végétaux verts, essentiellement). Mais, comme nous l’avons vu précédemment, grâce à son activité agricole, l’homme peut augmenter cette quantité d’énergie captée par les végétaux ; il peut améliorer en sa faveur le « budget énergétique » terrestre. Pour le démontrer, Podolinsky mesure le rendement énergétique - le rapport de la quantité d’énergie obtenue à la quantité dépensée - de certaines productions agricoles. En moyenne, selon ses calculs [[64]](#footnote-64) établis d’après des statistiques agricoles françaises, chaque calorie de travail humain et animal dépensée sur les prairies artificielles permet d’accumuler environ 41 calories. Le même calcul portant sur la production de froment donne 22 calories accumulées pour une calorie dépensée. Démonstration est donc faite, selon Podolinsky, que le travail est productif et qu’il crée de la valeur puisqu’il accumule de l’énergie sur terre. Il va sans dire que le travail humain bénéficie pour ce faire de l’énergie solaire, du « travail » - le mot est utilisé par Podolinsky (1880c, p. 58) - fourni gratuitement par la nature. On trouve là - Podolinsky [[65]](#footnote-65) y fait allusion - un écho aux conceptions physiocratiques.

Podolinsky essaie ensuite de déterminer une loi plus générale. Il lui suffit pour cela de reprendre les études de physiologie inspirées par la thermodynamique [[66]](#footnote-66). Il estime ainsi que le rendement de la machine humaine - ce que Podolinsky nomme, conformément au langage de la thermodynamique, le « coefficient économique » - est de 20 % ; un chiffre qu’il divise ensuite par deux, compte tenu de l’énergie nécessaire pour se vêtir, se loger, etc. Il faut donc qu’avec l’aide de la technologie chaque calorie dépensée par l’homme ou les animaux qu’il dirige puisse en produire au moins 10. Si cela est, en conclut Podolinsky, les conditions de vie s’amélioreront [133] et une croissance démographique sera possible. Dans le cas con traire, c’est la misère qui s’installera et la population pourra décroître. Voilà donc ce nouveau principe de population que cherchait à établir notre auteur et que Joan Martinez-Alier et Klaus Schlüpmann (1987, p. 64) n’hésitent pas à appeler le « principe de Podolinsky ».

Mais on ne peut en rester là. Cette loi définie par Podolinsky n’est pas déterminée une fois pour toutes ; cela reviendrait à retomber dans un naturalisme tant décrié. « Il est aisé de voir, écrit Podolinsky (1880a, p. 360), que le coefficient économique de la machine humaine n’est point une quantité toujours constante. Elle varie à travers les siècles et les espaces d’une façon assez considérable. » Il importe donc de prendre en compte le développement des moyens de production pour déterminer la loi de population ; un point de vue qui est très proche de celui de Marx. Les besoins des individus et les moyens techniques dont dispose la société pour satisfaire ceux-ci ne sont pas les mêmes à travers les âges. Il convient d’aborder, comme l’écrit Podolinsky (1880a, p. 365), « les relations qui existent entre la théorie de l’accumulation de l’énergie et les différentes formes de la production. » Afin de pouvoir répondre à cette seconde question, il importe d’introduire les éléments théoriques concernant la théorie de Darwin.

La critique de la lecture « gladiatrice »  
de Darwin

Dès sa parution, l’œuvre de Darwin a fait l’objet de traductions sociales et politiques. Ces transpositions et les controverses auxquelles elles ont donné lieu se nourrissent en partie de la question des liens existant entre l’œuvre de Darwin [[67]](#footnote-67) et la pensée de Malthus. Alors que certains auteurs vont mettre en avant cette filiation, d’autres, au contraire, qui cherchent à concilier théorie socialiste et théorie darwinienne, vont s’efforcer de les dissocier, acceptant la première et rejetant la seconde. Il s’agit, pour l’essentiel, de montrer que l’évolution biologique a aussi sélectionné nombre d’exemples d’organisation sociale et de coopération entre individus appartenant à une même espèce. Cette idéologie de l’aide mutuelle et de la solidarité biologique, comme le montre Daniel Todes (1989), a trouvé sa terre de prédilection en Russie. Les populistes, en particulier, voient dans l’image de « la guerre de tous contre tous » quelque chose de radicalement étranger à la tradition et à l’esprit russe, quelque chose qui contraste fortement avec l’organisation égalitaire et coopérative des communautés villageoises [134] russes. Pierre Kropotkine (1842-1921) est une des figures de ce mouvement. Piotr Lavrov (1823-1899), un ami de Podolinsky, en est une autre. Émigrés réfugiés en Suisse, ces deux derniers mettent sur pied la publication de la revue socialiste *Vperiod* (littéralement *En avant*). En 1873, Lavrov y fait paraître un texte dont le titre russe peut se traduire par « Socialisme et lutte pour l’existence ». Il y met l’accent sur l’évolution de l’aide mutuelle dans le règne animal et sur le lien entre celle-ci et l’évolution des sociétés humaines. Lavrov envoie son texte à Engels, et les deux hommes en viennent à confronter leurs vues. Dans une lettre du 10 août 1878, Engels (1973, p. 95) fait part à Lavrov de son inquiétude au sujet des attaques lancées contre le socialisme par certains darwinistes. Ernst Haeckel (1834-1919) et Oscar Schmidt (1823-1886) sont nommément mis en cause.

C’est précisément pour critiquer ces deux hommes que Podolinsky (1880b) écrit un article au titre fort proche de celui de Lavrov. Si l’on en croit les citations relevées par Podolinsky, Haeckel déclare que « Le darwinisme est tout plutôt que socialiste. Si l’on veut attribuer une tendance politique à cette théorie anglaise - ce qui est permis -, cette tendance ne saurait être qu’aristocratique, nullement démocratique, encore bien moins socialiste ». De son côté, Schmidt dit que « Le darwinisme est la base scientifique de l’inégalité ». Les arguments utilisés par Podolinsky pour contrer de telles assertions apparaissent assez courants. Il s’agit tout d’abord de remarquer, ainsi que l’avait noté Darwin, que si on peut l’observer dans la nature, c’est que la sociabilité constitue un avantage pour certaines espèces dans la lutte pour l’existence. Ensuite, en s’appuyant sur de nombreux exemples, Podolinsky (1880b, p. 138) cherche à montrer que « Chez les animaux, le développement de la sociabilité marche à peu près parallèlement avec l’évolution progressive de leur organisation physique et intellectuelle ». Reste alors à aborder les sociétés humaines, qui ne peuvent être assimilées sans nuance à des sociétés animales. En effet, remarque Podolinsky (1880b, p. 148), à la différence des animaux qui, dans leur grande majorité, ne disposent dans leur lutte pour l’existence que d’organes biologiques qui sont une « propriété inaliénable de chaque individu », les hommes disposent en outre de moyens techniques dont la propriété, elle, n’est ni naturelle ni inaliénable. Comme dirait Georgescu-Roegen (1971, p. 307), il faut distinguer les organes « endosomatiques » des instruments « exosomatiques » puisque c’est là que se trouve l’un des fondements de la lutte des classes.

On peut revenir maintenant sur l’analyse des modes de production laissée en suspens, en ayant bien à l’esprit que, d’une certaine manière, Podolinsky (1880a, p. 364) conçoit une société humaine comme un « organisme » collectif qui dispose de moyens de production biologiques et techniques et qui, s’il veut lutter le plus efficacement pour l’existence, se [135] doit de développer la coopération et la solidarité entre ses membres. C’est de ce double point de vue - développement des forces productives et solidarité entre ses membres - que les sociétés sont jugées. Les cultures primitive et esclavagiste, le servage, rappelle Podolinsky (1880a, p. 362), n’étaient pas les plus aptes à accumuler l’énergie. En outre, elles étaient basées sur des luttes et guerres perpétuelles entre leurs membres. De son côté, la société capitaliste a pour elle d’avoir permis un développement extraordinaire des moyens de production. Mais, de par son système d’appropriation privée des moyens de production, les moyens techniques n’y sont pas seulement au service de « la lutte contre la nature » - « le vrai but des machines », précise Podolinsky (1880b, p. 148)- ils sont aussi le moyen d’asservissement de l’homme par l’homme, le moyen d’exploitation d’une classe par une autre. Les machines fatiguent et déforment le corps des travailleurs, et chassent les ouvriers de leur travail. « Le capitalisme, écrit Podolinsky (1880a, p. 363), (...) ne fait que jeter, aux époques de crises (engendrées par lui), des milliers d’ouvriers sur le pavé (...), c’est dire qu’il disperse une partie de l’énergie qui se trouve à la disposition de l’humanité dans l’espace interstellaire au lieu d’augmenter son accumulation sur la surface de la Terre. » L’analyse de Podolinsky est proche de celle de Marx. Tout en continuant à œuvrer au développement des forces productives, la révolution socialiste rompra avec cette logique. Une fois instaurée la propriété collective des moyens de production, ceux-ci serviront exclusivement aux hommes solidaires à lutter contre la nature. « Les hommes, écrit encore Podolinsky (1880b, p. 144), ne périront ou ne survivront plus sous l’influence des qualités favorables pour la lutte intestine, mais seulement sous l’influence des différences qui touchent à la lutte contre la nature extérieure. » La « guerre de tous contre tout » se substitue donc à « guerre de tous contre tous ». Comme chez Lavrov et, dans une certaine mesure, Engels, la lutte pour l’existence existe toujours, mais elle se voit transcendée, transformée en une lutte collective contre la nature. On trouve ainsi chez Podolinsky une préfiguration de « l’effet réversif » tel que l’a défini Patrick Tort (1992, p. 13), à savoir le fait évolutif qui veut que « la sélection naturelle sélectionne la civilisation, qui s’oppose à la sélection naturelle ». Même si Podolinsky demeure très prudent [[68]](#footnote-68), voilà ce qui lui permet de concilier, voire de lier, la théorie de Darwin et le socialisme.

[136]

La critique de Engels

Le 30 mars 1880, Podolinsky envoie « Le socialisme et l’unité des forces physiques » à Marx. Le 18 avril, il lui envoie une seconde lettre. Bien qu’il ait probablement répondu à celle-ci, à notre connaissance, la correspondance de Marx n’en a pas gardé trace. Deux ans plus tard, c’est Engels qui est chargé par Marx de faire le compte-rendu des travaux de Podolinsky. Pour ce faire, il a relu la version italienne du texte de Podolinsky (1880a) parue dans *La Plèbe* en 1881. En deux lettres datées des 19 et 22 décembre 1882, Engels va rendre un verdict sans appel. Même s’il est un peu plus nuancé dans la seconde de ses lettres, Engels dénie quasiment tout intérêt à la démarche proposée par Podolinsky.

Premier type de critique avancé par Engels, le travail physique n’est pas le travail économique. Si, comme l’a bien montré François Vatin (1993), la référence au travail économique des hommes a effectivement permis l’élaboration du concept mécanique de « travail », on ne peut pour autant confondre ces deux notions. On ne peut raisonnablement réduire tous les labeurs humains au « produit d’une force par le déplacement opéré dans la direction de cette force ». Comme l’a noté Engels [[69]](#footnote-69), un problème apparaît pour appréhender la « qualité » et la qualification du travail. (Un problème d’ailleurs que l’on trouve aussi - mais Engels n’en souffle mot à Marx - dans leur propre théorie de la valeur travail). Par conséquent - et c’est un autre point avancé par Engels - les évaluations énergétiques ne sont pertinentes que pour les branches de production les plus primitives, l’agriculture essentiellement. On l’a souvent dit [[70]](#footnote-70), Engels se trompe quant à l’impossibilité d’établir un calcul énergétique pour les branches industrielles. Cependant, on peut noter que c’est dans les secteurs de l’agriculture et de l’agroalimentaire - pensons à la célèbre étude dirigée par David Pimentel (1973) - que les analyses écoénergétiques ont été les plus nombreuses et les plus significatives. Le fait que le but de la production de tels secteurs - la fourniture de nourriture - puisse être exprimé dans les mêmes termes caloriques que les dépenses effectuées pour la production apparaît en effet crucial. Enfin, troisième argument d’Engels - et il a la mauvaise grâce de ne pas reconnaître que ce point est présent dans le texte de Podolinsky - le produit du travail ne dépend pas uniquement du rendement de la « machine humaine », mais bien davantage du développement des moyens de production, et donc de l’usage d’une grande quantité d’énergie fossile.

[137]

Cela nous amène à un deuxième type de critique formulé par Engels. On lui fait souvent grief de n’avoir pas compris le concept d’entropie, ce qui l’aurait empêché de bien saisir le sens de la démarche de Podolinsky. Or, ce dernier met surtout en avant le principe de conservation de l’énergie. De plus, si Podolinsky classe avec raison l’espèce humaine dans la catégorie écologique des « consommateurs » énergétiques, l’aspect « dissipateur » de l’activité humaine qu’il souligne concerne le gaspillage de la force de travail. Il est donc juste, comme le fait Engels, de reprocher à Podolinsky d’oublier le fait que l’homme est aussi un dissipateur d’énergie et de matières, un destructeur de son environnement naturel [[71]](#footnote-71). De nombreuses fois, Marx et Engels ont décrit les dommages écologiques causés par l’activité humaine en général et par l’exploitation capitaliste en particulier. On peut reconnaître là, comme l’a montré Jussi Raumolin (1984), l’idée d’une *Raubwirtschaft*, d’une « économie destructrice », particulièrement à l’œuvre dans le domaine agricole. Dans *Le Capital*, par exemple, en s’appuyant sur les écrits de Liebig (1803-1873), Marx (1867, pp. 998-999) présente clairement la modification du « métabolisme », de la « circulation matérielle » entre l’homme et la nature intervenue suite à l’application de la chimie à l’agriculture. Or, de ce point de vue, répétons- le, le texte de Podolinsky apparaît en retrait. Bien qu’étudiant lui aussi l’agriculture, il ne mentionne pas cet usage des engrais chimiques. Il ne considère pas non plus l’aspect « renouvelable » ou non des ressources naturelles entrant dans le procès de production agricole. Or, s’il est bien vrai que toute l’énergie disponible pour l’homme provient peu ou prou du soleil, il n’est pas indifférent que cette énergie se présente sous forme d’un flux ou d’un stock.

Troisième type de critique de Engels, il n’y a nul besoin de trouver de nouvelles preuves scientifiques du socialisme, l’idée de lutte des classes se suffit à elle-même. Cet argument se trouve aussi dans la lettre d’Engels à Lavrov du 12/17 mars 1875 où il commente « Socialisme et lutte pour l’existence ». Même si Marx (1973, p. 21) a pu parfois laisser entendre le contraire, même si lui-même esquisse un tel rapprochement dans le discours lu à l’enterrement de Marx, Engels, par crainte d’une dérive naturaliste, entend qu’on ne confonde pas « lutte des classes » et « lutte pour l’existence ». Cela vaut pour l’analyse écoénergétique de Podolinsky. Celle-ci, note Engels [[72]](#footnote-72), lui permet de définir ce qu’est, à son sens, le « travail utile », à savoir le travail qui capte une certaine quantité d’énergie [138] solaire. Or, ajoute-t-il, le captage de l’énergie solaire est une activité que font *naturellement* les plantes. Là encore, Engels semble craindre qu’on en oublie ce qui fait la spécificité de la production sociale. De nombreux exemples d’« énergétisme social » témoigneront que les craintes d’Engels sont loin d’être infondées. La remarque d’Engels peut aussi se comprendre dans le sens où, d’une certaine façon, Podolinsky ne fait que réaffirmer la place centrale du travail [[73]](#footnote-73) dans la critique du capitalisme et dans la construction du socialisme. Même si, à partir de ses réflexions, il est possible logiquement de présenter une théorie énergétique de la valeur [[74]](#footnote-74), Podolinsky ne va pas jusque-là dans ses écrits en français.

Ce type de critique amène à évoquer, comme le fait Mauro Borromeo (1991), des raisons plus politiques à l’opposition d’Engels. Martinez-Alier rappelle que Podolinsky est un narodniki, un représentant du socialisme agraire qui se développa dans les années 1880. On peut penser que la priorité donnée à la paysannerie, et non à la classe ouvrière, devait constituer une position inacceptable pour Marx et Engels.

La postérité des idées de Podolinsky

La discussion ne s’arrêtera pas là pour autant. Pour ce qui concerne la pensée socialiste, elle se poursuivra jusque dans les années 1920-30. La NEP verra encore fleurir des projets de comptabilité énergétique. De plus, à cette époque, l’écologie scientifique russe sera exceptionnellement avancée, dans le domaine de l’étude de la dynamique trophique des écosystèmes notamment. Des analyses énergétiques de la Biosphère et des systèmes écologiques - où l’on peut voir des références à Podolinsky - seront ainsi proposées par Vernadsky (1924, pp. 334-335) et Stanchinsky. L’écologie russe décapitée par Staline, l’analyse écoénergétique va prendre son essor aux États-Unis dans les années 1940-60. Comme l’a montré Jacques Grinevald (1987), l’influence des travaux de Vernadsky, qui lui aussi devra s’exiler, sera prépondérante sur l’écologie des écosystèmes développée par Hutchinson, Lindeman et les frères Odum. Le travail pionnier de Podolinsky est reconnu par Howard Odum (1988, n. 4, p. 1138). À partir des années 70, la « crise de l’énergie » aidant et les hypothèses et les méthodes de mesure étant davantage éprouvées, on verra se multiplier les analyses [139] éco-énergétiques. On notera avec Martinez-Alier et Naredo (1982, p. 212) que la méthodologie généralement retenue pour mener celles-ci apparaît fort proche de celle suivie par Podolinsky. De même, les auteurs qui, comme Hall et al. (1986, p. 140), ont réalisé ces études écoénergétiques, ont souligné que leurs résultats ne peuvent être correctement analysés qu’à la lumière des données concernant les rapports de production et la propriété des moyens de production. Leurs conclusions, en un certain sens, n’en sont peut-être pas si éloignées non plus. En reprenant les termes de Podolinsky, on peut dire que « les résultats inespérés » dont se « glorifie » l’agriculture ne s’expliquent que par une très forte consommation d’énergie fossile. Somme toute, à l’échelle géologique des temps, avec ce déstockage énergétique au profit essentiellement de la minorité des pays riches, le capitalisme opère, là aussi, une formidable « dispersion énergétique ».

Conclusion

Au terme de cette étude, on peut se reposer la question : y a-t-il eu « rendez-vous » manqué entre les idées de Podolinsky et celles défendues par Marx ? Oui, dans le sens où les formulations de Podolinsky ne sont pas toujours explicites et, parfois, non dénuées d’ambiguïté. Oui, dans le sens où le jugement d’Engels est fait d’un mélange de bonne et de mauvaise foi, d’arguments justes et d’erreurs d’appréciation, d’avis relevant de la science et de la stratégie politique. Oui, dans le sens où les remarques d’Engels n’ont pas fait l’objet d’une véritable discussion avec Podolinsky. Oui, dans le sens où, certaines études écoénergétiques modernes en témoignent, il est possible de mener de front une interrogation scientifique et politique où, par exemple, calculs énergétiques et étude de la structure des droits de propriété se complètent. Oui enfin, puisque pour appréhender les enjeux écologiques contemporains il est nécessaire de lier les conceptions de Marx et Engels et celles de Podolinsky. Nous avons noté l’attention portée par Marx et Engels aux dégradations environnementales. La réalité sociale qu’ils décrivent est inscrite dans la nature. Le matérialisme historique, comme l’a encore rappelé récemment Alfred Schmidt (1994), est une vision écologique. « Une société entière, écrit Marx, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n’en sont que les possesseurs, elles n’en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l’avoir améliorée en *boni patres familias*» [[75]](#footnote-75). Il est probable qu’un partisan actuel du « développement durable » ne trouverait rien à redire à cette citation. Marx aspire à ce que Schmidt (1971, p. 23) appelle « la maîtrise par l’ensemble de la société de la maîtrise de la nature ». C’est bien aussi, nous semble-t-il, le [140] sens de la proposition de Podolinsky. Par les informations qu’elle fournit sur ce que les écologues appellent « l’état de santé » des systèmes écologiques, l’analyse écoénergétique, dont Podolinsky donne une première, peut assurément aider à ce but. Bien sûr, comme le laisse entendre Engels [[76]](#footnote-76), cette « maîtrise » ne va pas de soi et ne peut jamais être véritablement complète. Les dynamiques écologiques et sociales sont complexes et pleines d’incertitude. La nature et la connaissance de la nature évoluent dans le temps et dans l’espace. Et puis les dangers sont grands qu’une telle visée de « maîtrise de la maîtrise de la nature » se transforme en simple application d’une idéologie scientiste, productiviste et hygiéniste.

Bibliographie

*Actuel Marx* (1991), « L’idée du socialisme a-t-elle un avenir ? », Actes du colloque, Paris, 6-8 juin, pp. 163-224.

*Actuel Marx* (1992), « L’écologie, ce matérialisme historique », n° 12, pp. 15-112.

Borromeo M. (1991), « Podolinkij, un intellectuale organico », *Quaderni di Storia Ecologica*, 131-137.

Darwin C. (1859), [*L’origine des espèces*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24756283), trad. fr., Paris, Flammarion, 1992.

Engels F. (1873-1886), [*Dialectique de la nature*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.dia), trad. fr., Paris, Ed. Sociales, 1975.

Engels F. (1888), *Ludwig Feuerbach*, trad. fr., Paris, Ed. Sociales, 1976.

Georgescu-Roegen N. (1971), *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press.

Georgescu-Roegen N. (1977), « What Thermodynamics and Biology can teach Economists », *Atlantic Economie Journal*, 5, (1) : 13-21.

Georgescu-Roegen N. (1986), « Man and Production », in M. Baranzini, R. Scazzieri (eds), *Foundations of Economics*, Oxford, Basil Blackwell, pp. 247-280.

Grinevald J. (1987), « On a Holistic Concept for Global and Deep Ecology : The Biosphère », *Fundamentae Scientae*, 8, (2) : 197-226.

Hall C., Cleveland C., Kaufmann R. (1986), *Energy and Resource Quality*: *The Ecology of the Economie Process*, New-York, John Wiley & Sons.

Martinez-Alier J., Naredo J. M. (1979), « La nocion de “ fuerzas producivas ” y la cuestion de la energia », *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, 63-66.

Martinez-Alier J., Naredo J. M. (1982), « A Marxist Precursor of Energy Economies : Podolinsky », *Peasant Studies*, 9, (2) : 109-122.

Martinez-Alier J. (& Schlüpmann K.) (1987), *Ecological Economies*, Oxford, Basil Blackwell.

Martinez-Alier J. (1989), « Ecological Economies and Ecosocialism », *Capitalism, Nature, Socialism*, 1, (2) : 109-122.

[141]

Martinez-Alier J. (199 ?), « La confluence dans l’écosocialisme », *Actuel Marx*, n° spécial « L’idée du socialisme a-t-elle un avenir ? », pp. 181-193.

Marx K., Engels F. (1973), *Lettres sur les sciences de la nature*, trad. fr., Paris, Ed. Sociales.

Marx K. (1867), [*Le Capital*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.cap2), trad. fr., Paris, Gallimard, 1965.

Odum H. T. (1988), « Self-Organisation, Transformity, and Information », *Science,* 242, 1132-1139.

Passet R. (1979), *L’économique et le vivant*, Paris, Payot.

Passet R. (1 985), « La pensée marxienne sous les feux de la thermodynamique », in *Mélanges en l’honneur du Professeur Jean Weiller*, Paris, Economica, pp. 119-127.

Perrot M. (1984), « Malthusianisme et socialisme », in A. Fauve-Chamoux (éd.) *Malthus, hier et aujourd'hui*, Paris, Ed. Du CNRS, pp. 357-370.

Pimentel D. et al. (1973), « Food Production and Energy Analysis », *Science*, 182, 443-449.

Podolinsky S. (1880a), « Le socialisme et l’unité des forces physiques », *La revue socialiste*, 8, 353-365.

Podolinsky S. (1880b), « Le socialisme et la théorie de Darwin », *La revue socialiste*, 3, 129-148.

Podolinsky S. (1880c), « Le travail humain et la conservation de l’énergie », *Revue internationale des sciences*, 5, 57-70.

Raumolin J. (1984), « L’homme et la destruction des ressources naturelles : la Raubwirtschaft au tournant du siècle », *Annales E. S. C*., 39, (4) : 798-817.

Schmidt A. (1971), « Préface à la seconde édition allemande », in *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF, pp. 19-24.

Schmidt A. (1994), « Pour un matérialisme écologique », préface à I’éd. fr. de *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF, pp. 1-18.

Todes D. (1989), *Darwin without Malthus : The struggle for Existence in Russian Evolutionnary Thought*, Oxford, Oxford University Press.

Tort P. (1992), « L’effet réversif de l’évolution. Fondements de l’anthropologie darwinienne », in P. Tort (éd.). *Darwinisme et société*, Paris, PUF, pp.13-46.

Vatin F. (1993), *Le travail : économie et physique - 1780-1830*, Paris, PUF.

Vernadsky V. (1924), *La géochimie*, Paris, Félix Alcan.

Vivien F.-D. (1994), *Économie et écologie*, Paris, Ed. La Découverte.

[142]

[143]

***Actualiser l’économie de Marx***

AUTEURS

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Pierre Bauby**, Docteur de l’IEP de Paris ; membre du comité de rédaction de la revue *M* et de *Politis-La Revue*; auteur de *L’État-stratège*, Éditions ouvrières, 1991 ; *Électricité et société*, InterEditions, 1994 ; avec Jean-Claude Boual, *Les services publics au défi de l’Europe*, Éditions ouvrières, 1993 ; *Pour une citoyenneté européenne, quels services publics ?*, Éditions de l’Atelier, 1994 ; éditeur de *Énergie et société*, Publisud, 1995.

**Paul Boccara**, économiste, Université de Picardie, directeur de la revue Issues. À notamment publié : *Sur la mise en mouvement du « capital »*, Éditions sociales, 1978 ; *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Messidor-Editions sociales, 1985 ; « Cycles longs, mutations technologiques et originalité de la crise de structure actuelle », *Issues*, n°16, 1983 ; « Pour des institutions permettant des avancées autogestionnaires, des partages efficaces et une maîtrise nouvelle des marchés », *Issues*, n°45 et 46 (1993 et 1994).

**François Chesnais**, professeur d’économie internationale à l’Université de Paris-XIII. À notamment publié *La mondialisation du capital*, Syros, 1994. Membre du comité de rédaction de la revue *Carré Rouge*.

**Patrick Dieuaide**, maître de conférence à l’Université de Paris-I. À notamment publié, en collaboration avec R. Motamed-Nejad, « Théories du rapport salarial et la question de la transition dans les économies de type soviétique : bilan et perspective », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, n°2, juin 1993 ; « Méthodologie et hétérodoxie en économie : retours sur H. Lefebvre », *Espaces et Sociétés*, n° 1, mars 1994.

**Gérard Duménil**, économiste, directeur de recherches au C.N.R.S. (Modem, Nanterre). Auteur de plusieurs ouvrages dont *Le concept de loi économique dans « Le Capital »*, avant-propos de L. Althusser, Paris, Maspéro, 1978 ; *Marx et Keynes face à la crise*, Economica, 1977 ; en collaboration avec D. Lévy, *The Économies of the Profit* *Rate* : *Compétition, Crises and Historical Tendancies in Capitalism*, Edward Elgar Publishing, 1993.

**Dominique Lévy**, économiste, directeur de recherches au CEPREMAP. En collaboration avec G. Duménil, il a appliqué une problématique marxiste, dans le cadre de la méthodologie moderne des sciences économiques, à [144] l’analyse de l’histoire des États-Unis et aux problèmes contemporains de l’économie capitaliste. A publié, avec G. Duménil, *The Economies of the Profit Rate : Compétition, Crises and Historical Tendancies in Capitalism*, Edward Elgar Publishing, 1993.

**Gilles Rasselet**, économiste. Université de Reims. À notamment publié : *Le procès de reproduction élargie du capital social et les crises de surproduction*. Thèse de doctorat d’État, Université de Reims ; « Contradictions de la reproduction élargie du capital social, régulation et articulation du cycle quasi décennal Juglar et du “ cycle long ” Kondratieff », *Économies et Sociétés*, F33, n°7-8 ; « Mode dominant d’accumulation intensive du capital et tendance à l’augmentation de la composition organique du capital », *Les cahiers du CERAS*, n°9, février 1993.

**Franck-Dominique Vivien**, maître de conférence à l’Université de Reims, travaille sur l’économie de l’environnement. Auteur de *Économie et écologie*, La Découverte (coll. « Repères »), 1994 ; il a récemment publié le texte de Podolinsky dans Écologie et politique n°15.

[145]

Table des matières

PRÉSENTATION [5]

APPROFONDISSEMENTS ET RENOUVELLEMENTS

Gilles Rasselet, “L’analyse marxienne des crises de surproduction par la contradiction production-consommation : un essai de reconstitution de l’analyse.” [9]

Paul Boccara, “Au-delà de Marx : pour des analyses systémiques, ouvertes à la créativité d’une nouvelle régulation, en économie et en anthroponomie.” [31]

CHANGEMENTS ET MUTATIONS

Gérard Duménil et Dominique Lévy, “Mutation du capitalisme ? Révision du marxisme.” [49]

François Chesnais, “Contribution au débat sur le cours du capitalisme à la fin du XXe siècle.” [63]

CHAMPS NOUVEAUX

Patrick Dieuaide, “Distribution de la production et rapport marchand. Un premier aperçu.” [87]

Pierre Bauby, “Marx, marxistes et État.” [101]

Franck-Dominique Vivien, “Marxisme et écologie politique, le rendez-vous manqué de Sergueï Podolinsky.” [127]

AUTEURS [143]



Direction : Jacques Bidet, Jacques Texier

Collectif de rédactionT. Andréani, E. Balibar, Ch. Barrère, M. Bertrand, J-P. Cotten, J-C. Delaunay, J. Grandjonc, F. Hincker, G. Labica, J-J. Lecercle, C. Leneveu, M. Löwy, Y. Quiniou, J. Robelin, M. Saint-Upéry, Y. Sintomer, N. Tertulian, A. Tosel, M. Vakaloulis. Rédaction : Élisabeth Godfrid, 19, bd du Midi, 92000 Nanterre, France. Info : Fax 33146950351. Internet : <http://www.u-parisx.fr/Actuel>

**1987** - N° 1. *L’état du marxisme*, N° 2. *Le marxisme au Japon*, **1988** - N°3. *Société occidentale, idée du socialisme*, N° 4. *Marxisme italien, Quelle identité*, **1989** - N° 5. *Libéralisme, société civile, État de droit* - **1990** - N° 7. *Le marxisme analytique anglo-saxon*, N° 8. *Liberté, égalité, différence*, **1991** - N° 9. *Le monde est-il un marché ?* N° 10. *Ethique et politique*, **1992** - N° 11. *Weber et Marx*, N° 12. *L’écologie, ce matérialisme historique*, **1993** - N° 13. *Théories de l’action*, N° 14. *Nouveaux modèles de socialisme*, **1994** - N° 15. *L'inconscient du social*, N° 16. *Amérique Latine, Le monde vu du Sud,* **1995** - N° 17. *Théorie de la régulation, théorie des conventions*, N° 18. *L'impérialisme aujourd'hui*, **1996** - N° 19. *Philosophie et politique*, N° 20. *Autour de Pierre Bourdieu*.

**Collection Actuel Marx Confrontation :**

*Fin du communisme ? Actualité du marxisme*, 1991, 260 p., 170 fr. *L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ?* 1992, 285 p., 172 fr. *Le nouveau système du monde*, 1994, 288 p., 146 fr. *Les paradigmes de la démocratie*, 1994, 260 p., 198 fr. *La crise du travail*, 280 p., 198 fr., 1995. L. Althusser, *La reproduction des rapports de production*, 1995, 320 p. 198. fr. J. Bidet, *J. Rawls et la théorie de la justice*, 1995,145 p., 98 fr.

**Actes du Congrès Marx International en 6 volumes :**

Aux PUF : *Congrès Marx International*, 320 p., 198 fr., *Philosophie et politique*, 224 p., 160 fr., *L'ordre capitaliste*, 150 p., 98 fr., *Actualiser l'économie de Marx*, 150 p., 98 fr., *Utopies, théologie de la libération, philosophie de l'émancipation*, 150 p., 98 fr.

Au Centre Tricontinental, B-1348 Louvain : Le marxisme vu du Sud.

Abonnement I 2 volumes de 224 pages par an

France . 1994 : 265 francs ; 1995 : 280 francs ; 1996 : 290 francs.

Étranger. 1994 : 315 francs ; 1995 : 330 francs ; 1996 : 340 francs.

Le prix au numéro est de 160 francs.

Adressez votre chèque aux PUF, 14 av. du Bois-de-l'Epine - BP90 - 91003 Evry Cédex- France. Tél 1.60778205, C. C. P. 130269C- Paris

NOM Prénom

Rue

Code Ville

Je m'abonne à ACTUEL MARX année 95, 96, 97 Je passe commande des N°

Je passe commande des ouvrages suivants :

Imprimé en France, à Vendôme  
Imprimerie des Presses Universitaires de France  
ISBN 2 13047843 3 — ISSN n° 1158-5900 — lmp. n° 42 794  
Dépôt légal : Mai 1996  
© Presses Universitaires de France, 1996  
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

1. Remerciements à Sonia Feltesse, qui a assuré le secrétariat de rédaction des *Actes du Congrès Marx International*. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les références sont données en abrégé comme suit : (K) pour *Le Capital*, (TPV) pour les *Théories sur la plus-value* et (F) pour les *Fondements de la critique de l’économie politique*. Le sigle qui désigne l’ouvrage est suivi de deux chiffres, le premier désignant le tome et le second la page auxquels correspond la citation. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le contexte montre qu’il s’agit bien de la contradiction production-consommation finale. Dans l’ensemble des développements qui suivent, et pour faire court, nous utiliserons l’expression de contradiction production-consommation pour désigner la contradiction production-consommation finale. [↑](#footnote-ref-3)
4. Par ailleurs, il faut noter que dans les *Théories sur la plus-value* un paragraphe entier est consacré à l’étude de la « contradiction entre le développement irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation en tant que base de la surproduction » (TPV, 2, 628). Marx écrit encore, à propos de Sismondi, que celui-ci « ressent notamment la contradiction fondamentale : d’une part développement sans entrave des forces productives et accroissement de la richesse, qui en même temps se compose de marchandises, doit être nécessairement transformée en argent ; d’autre part, comme base, limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires » (TPV, 3, 58). [↑](#footnote-ref-4)
5. Le mode de production capitaliste se distingue ainsi des modes de production qui l’ont précédé historiquement, que ceux-ci soient ou non fondés sur la division de la société en classes.

   – Le mode de production de la commune primitive et celui de la petite production marchande, à propos desquels Marx explique qu’ils reposent l’un et l’autre sur le principe de la coopération entre producteurs (regroupés dans le cadre du clan dans le système de la commune primitive ou indépendants mais reliés entre eux par le marché dans le système de la petite production marchande) et que la production y a comme finalité la satisfaction des besoins de ces derniers.

   – Mais également les modes de production asiatique, esclavagiste et féodal à propos desquels Marx explique que dans ces différents modes de production la consommation finale (individuelle ou collective) des classes dominantes constituait de manière spécifique le véritable objectif assigné à la production par les « dirigeants » du procès de travail social ; l’aggravation de l’exploitation des producteurs constituant le moyen d’accroître cette consommation finale. Analyse confirmée à propos du mode de production féodal pour lequel les historiens ont établi, par exemple, que l’accentuation de l’exploitation féodale qui s’observe en Europe à partir des XIII-XIVe siècles est directement liée au développement de nouveaux modes de consommation dans la classe féodale (Vilar, 1960). [↑](#footnote-ref-5)
6. La notion de production « en valeur » utilisée ici désigne la production mesurée en quantité de valeur-travail. [↑](#footnote-ref-6)
7. « Le capital est ainsi une contradiction vivante : il impose aux forces productives une limite spécifique tout en les poussant à dépasser toute limite. Le capital pose donc le surtravail et son échange contre du surtravail comme condition du travail nécessaire, en faisant de la force de travail un centre de l’échange, si bien qu’il resserre, en ce sens déjà, la sphère de l’échange et la conditionne ; mais, en outre, il est essentiel pour lui de ramener la consommation de l’ouvrier à la partie nécessaire à la reproduction de la force de travail. 11 cherche à faire de la valeur exprimant le travail nécessaire la limite de valorisation de la force de travail, et donc de la capacité d’échange de l’ouvrier, en même temps qu’il cherche à réduire à un minimum le rapport entre le travail nécessaire et le surtravail. Ce sont de nouvelles limites à la sphère de l’échange, bien qu’elles s’identifient elles aussi avec la tendance du capital à considérer toute limite à son autovalorisation comme une entrave » (F, 1, 379-380). [↑](#footnote-ref-7)
8. « En outre, le capitaliste industriel (...) en tant que capital personnifié produit, lui, pour produire, veut l’enrichissement pour l’enrichissement. Dans la mesure où il n’est qu’un fonctionnaire du capital, donc le support de la production capitaliste, l’important pour lui est la valeur d’échange et son accroissement et non pas la valeur d’usage et son accroissement. Ce qui lui importe c’est l’augmentation de la richesse abstraite, l’appropriation croissante du travail d’autrui. Il est possédé du même désir absolu d’enrichissement que le thésauriseur, avec la seule différence qu’il cherche la satisfaction de ce désir, non sous la forme illusoire de la constitution de trésors d’or ou d’argent, mais dans la constitution de capital qui est une production réelle (...). Plus sa richesse augmente cependant, il ne satisfait certes plus à cet idéal et devient dépensier à son tour, ne serait-ce que pour faire étalage de sa richesse. Mais s’il jouit de sa richesse, c’est toujours avec mauvaise conscience : il le fait avec l’arrière-pensée de l’épargne et des comptes. En dépit de toute sa prodigalité, il est, comme le thésauriseur, essentiellement avare » (TPV, 1, 321). [↑](#footnote-ref-8)
9. Dans les *Théories sur la plus-value* Marx insiste cependant à différentes reprises sur le fait que la consommation de la classe capitaliste s’accroît avec son enrichissement qui résulte de l’accumulation. Si cet accroissement de la consommation finale de la classe capitaliste ne peut permettre de résoudre la contradiction production-consommation c’est non seulement parce qu’il n’empêche pas la poursuite de l’accumulation, c’est aussi parce que la croissance de la production dans la section II concerne principalement les articles de consommation pilotes qui entrent dans la norme de consommation ouvrière, alors que l’accroissement de la consommation finale des capitalistes concerne principalement des biens qui ne font pas partie de cette norme. (Dans les *Théories*, Marx explique que les capitalistes consomment simultanément des biens qui entrent par ailleurs dans la norme de consommation ouvrière (cf. *infra*) et des biens qui leur sont spécifiques et qui sont donc exclus de cette norme). [↑](#footnote-ref-9)
10. La plus-value produite et réalisée peut être affecté à trois emplois différents : le financement de la consommation finale des capitalistes, la thésaurisation et l'accumulation en capital. Marx n’envisage généralement, à titre de simplification, que deux emplois seulement de la plus-value disponible : la consommation finale des capitalistes d’une part, l’accumulation en capital d’autre part, ce qui revient à assimiler l’épargne des capitalistes et l’accumulation du capital. *En reprenant cette hypothèse*, on appelle ici taux de capitalisation de la plus-value le rapport de la plus-value accumulée (c’est-à-dire, sous l’hypothèse de Marx concernant les emplois de la plus-value, la plus-value épargnée) sur la plus-value totale produite et réalisée. Selon que le taux de capitalisation de la plus-value reste constant, augmente ou diminue, le taux de croissance de la consommation finale en valeur de la classe capitaliste sera identique, inférieur ou supérieur à celui de la quantité de plus-value produite. [↑](#footnote-ref-10)
11. En tout état de cause, Marx semble rejeter explicitement l’hypothèse d’une baisse du taux de capitalisation de la plus-value. Celle-ci supposerait que la consommation finale de la classe capitaliste soit l’objectif ultime assigné à la production, alors que « dire enfin que les capitalistes n’ont en somme qu’à échanger et à consommer leurs marchandises entre eux, c’est oublier qu’il s’agit de mettre le capital en valeur, non de le consommer » (K, 6, 269- 270). [↑](#footnote-ref-11)
12. Si Marx associe ainsi l’accroissement de la productivité et l'augmentation de la production en volume, c’est parce que, à l’échelle sociale qui est celle à laquelle il situe son analyse des déterminants de l’accroissement de la productivité, cette augmentation de la production en volume est la condition de la reproduction élargie comme de la reproduction simple du capital social. Dans un contexte d’accroissement de la productivité du travail total (travail vivant + travail cristallisé dans les moyens de production), la reproduction simple du capital social suppose en effet nécessairement que la production sociale en volume progresse au rythme auquel s’accroît la productivité, tandis que la reproduction élargie du capital social suppose qu’elle progresse à un rythme supérieur à celui de la productivité. [↑](#footnote-ref-12)
13. Dans la suite, on utilisera la notion de production *globale* (en valeur et/ou en volume) pour désigner la production totale d’une section et la notion de production sociale (en valeur et/ou en volume) pour désigner la production totale des deux sections I et II réunies. [↑](#footnote-ref-13)
14. L’expression de *pleine réalisation des marchandises* désigne le fait que la totalité des marchandises produites dans une branche ou une section donnée au cours d’une période déterminée sont effectivement vendues à des prix de marché correspondant à l’expression monétaire de la valeur sociale de ces marchandises ou à leur prix de production. Par opposition, il n’y a pas pleine réalisation dès lors que, soit la totalité des marchandises produites sont effectivement vendues mais à des prix de marché inférieurs aux valeurs (prix de production), soit les marchandises sont vendues à des prix de marché correspondant aux valeurs (prix de production) mais une partie de la production n’est pas écoulée. [↑](#footnote-ref-14)
15. Soit encore, compte tenu de ce que c’est l’accroissement de la productivité du travail total qui est à l’origine de l’augmentation respective du taux de plus-value et du taux de capitalisation de la plus-value, par un taux de croissance de la production globale en valeur de la section II supérieur à celui de la consommation finale en valeur de la société. [↑](#footnote-ref-15)
16. Niveau d’abstraction qui exclut en particulier de prendre en compte les éventuelles solutions aux contradictions du procès de reproduction élargie du capital social qui résultent de l’articulation du mode de production capitaliste à son environnement extérieur (autres formes sociales d’organisation de la production à l’intérieur de la formation sociale considérée, autres formations sociales). [↑](#footnote-ref-16)
17. Le terme de norme de consommation ouvrière est employé ici avec le sens que lui donne A. Lipietz (1979). [↑](#footnote-ref-17)
18. La référence faite par Marx à cette notion d’articles de consommation pilotes est essentielle. Elle atteste de ce qu’il a bien saisi que la norme de consommation ouvrière se structure, à chaque période, autour de quelques biens qui jouent effectivement un rôle pilote et qui tiennent une place prépondérante dans les dépenses de consommation de la classe ouvrière (du moins les dépenses de biens de consommation produits par le secteur capitaliste). Dans *Les Théories sur la plus-value*, il évoque les produits textiles. On parlerait aujourd’hui, avec M. Aglietta (1982, 1984) de l’automobile et des biens d’équipement du logement. [↑](#footnote-ref-18)
19. Si la reproduction élargie du capital peut se poursuivre un certain temps dans la section II malgré le freinage de la croissance de la demande de biens de consommation, celui-ci finira cependant par y engendrer une baisse du taux d’accumulation du capital. Les entreprises de cette section, et en particulier celles des branches où le ralentissement de la croissance de la demande induit par l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value est le plus marqué, c’est-à-dire les branches des biens de consommation pilotes, réviseront en baisse leurs anticipations concernant l’évolution des débouchés. Corrélativement, elles réduiront leur taux d’accumulation (qui détermine, conjointement avec les taux de croissance respectifs de la composition valeur du capital et du taux de plus-value, le taux de croissance de la production potentielle en valeur) pour l’ajuster au nouveau taux de croissance anticipé de leurs débouchés. Cette baisse du taux d’accumulation du capital dans la section II se répercutera sur la demande globale en valeur de moyens de production de la section II à la section I (en fait à la sous-section IB qui produit les moyens de production destinés à la section II).

    La baisse du taux de croissance de la demande de biens de consommation induit donc une baisse du taux de croissance de la demande de moyens de production de la section II à la section I ; laquelle demande correspond à la somme de l’amortissement du capital constant consommé productivement et de l’accumulation en capital constant. La théorie de l’accélérateur montre que cette baisse du taux de croissance de la demande de biens de consommation doit finalement aboutir à une baisse en valeur absolue de la demande de moyens de production de la section II à la section I. [↑](#footnote-ref-19)
20. Le freinage de la croissance des débouchés de la sous-section IB induit une baisse du taux d’accumulation du capital dans cette section qui est à l’origine d’un freinage de la croissance de la demande de moyens de production adressé à la sous-section IA dont l’intensité est supérieure à celle du freinage de la croissance des débouchés de la sous-section IB en raison du jeu de l’accélérateur. [↑](#footnote-ref-20)
21. Si on lève cette hypothèse il est à tout le moins possible de construire des schémas de reproduction élargie, sur le modèle de ceux que Marx présente au livre II du *Capital*, pour lesquels la reproduction élargie *équilibrée*, sans surproduction, est compatible avec l’augmentation du taux de plus-value et celle du taux de capitalisation de la plus-value (A. Emmanuel, 1974, G. Rasselet, 1990). [↑](#footnote-ref-21)
22. Dans la mesure où ils « n’aperçoivent pas... les conditions matérielles de l’émancipation du prolétariat » et où, « à l’activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité ; aux conditions historiques de l’émancipation, des conditions fantaisistes ; à l’organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes » (K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*. Éditions sociales, Paris 1961, pp. 43-44). [↑](#footnote-ref-22)
23. Voir dans [*La Sainte Famille*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.sai) les appréciations, d’une part, sur « l’expérience *réelle*, dont on ne peut jamais savoir à l’avance... où elle va » (*ibidem*, p. 32) et, d’autre part, sur ce que le prolétariat « sera obligé historiquement de faire », conformément à son « être » (*ibidem*, p. 48). [↑](#footnote-ref-23)
24. Voir par exemple la lettre de Marx à Ruge du 13/3/1843, à propos des *Thèses provisoires*: « les aphorismes de Feuerbach ne me conviennent pas sur ce seul point qu’il renvoie trop à la nature et pas assez à la politique » (MEGA I, 1.2., p. 308). [↑](#footnote-ref-24)
25. Voir mon article : « En deçà ou au-delà de Marx ? Pour des systémiques ouvertes en économie et en anthroponomie », *La Pensée*, n° 303, juillet-août-septembre 1995. [↑](#footnote-ref-25)
26. Voir, sur l’analyse de la régulation systémique par crises, opposée aux analyses postérieures structuralistes de la régulation, mes articles : « Théories de la régulation et suraccumulation-dévalorisation du capital » (*Issues*, n° 32, 33, 34, 3ème trimestre 1988, 1er et 2ème trimestre 1989) ; « Aperçu sur la théorie de la régulation systémique. Oppositions aux autres théories et enjeux d’une nouvelle régulation » (*Actuel Marx*, 1er semestre 1995). [↑](#footnote-ref-26)
27. Voir sur l’exclusion explicite de la réalité phénoménale de la concurrence concrète du plan du *Capital* de Marx, P. Boccara, *Sur la mise en mouvement du Capital*, Éditions sociales, 1978. [↑](#footnote-ref-27)
28. Voir mon article, déjà cité, de *La Pensée* de juillet-août-septembre 1995. [↑](#footnote-ref-28)
29. « Jusqu’ici, nous avons considéré principalement un seul aspect de l’activité humaine : le travail des hommes sur la nature. L’autre aspect : le travail des hommes sur les hommes... origine de l’État et rapport de l’État à la société civile » (K. Marx, F. Engels, *L'Idéologie allemande*, Éd. sociales, p. 65). [↑](#footnote-ref-29)
30. Voir notamment P. Boccara, « Suraccumulation/dévalorisation du capital », *La Pensée*, septembre-octobre 1990 (article pour le vol. 4 de *l’Europaïsche Enzyklopädie Zur Philosophie und Wissenschaften*, sous la direction de H. J. Sandkühler, Hamburg, 1990) [↑](#footnote-ref-30)
31. Voir, sur mon analyse théorique des fluctuations de longue période, mes articles : « Cycles longs, mutations technologiques et originalité de la crise de structure actuelle » (*Issues*, n° 16, 2ème, 3ème trimestre 1983) ; « Les cycles longs et la longue phase de difficultés en cours. Population et finance » (*Issues*, n° 29, 3ème trimestre 1987) ; « Poussées périodiques de la pensée sur les cycles longs, récurrence et irréversibilité » (*Économie et Sociétés*, Série Développement, Croissance et Progrès, F. 33, juillet-août 1993). [↑](#footnote-ref-31)
32. Sur la révolution informationnelle et les partages de coûts informationnels, voir notamment mon article : « Révolution informationnelle et débuts possibles d’un nouveau type de régulation dans un système mixte ouvert » (*Mondes en développement*, T. 20, 1992, n° 79-80). [↑](#footnote-ref-32)
33. Voir mon étude en cours de parution : « Sur de nouveaux principes et institutions mixtes pour la création d’emplois et l’insertion dans un autre plein emploi et une pleine activité » (Issues, n° 46, 3ème trimestre 1994, Issues, n° 47-48, 2ème, 3ème trimestre 1995). [↑](#footnote-ref-33)
34. Voir sur les nouveaux critères de gestion d’efficacité sociale des entreprises que je propose : P. Boccara, Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères, Messidor/Éditions sociales, 1985 ; J. C. Louchart (coordonné par) avec la participation de P. Boccara, A. Dubourg, M. Lepetit, C. Quin, Nouvelles approches des gestions d'entreprises, L’Harmattan, 1995.

    Et sur les propositions récentes plus ou moins apparentées ou rivales, voir : P. Boccara « Une rentabilité réformée ? ou une mixité de critères à prépondérance publique et sociale ? » (Économie et Politique, mai-juin 1994) ; Commissariat général du plan, mission présidée par M. Jacques Barraux, « La performance globale : outils et évaluation », rapport provisoire, reprographié, octobre 1994. [↑](#footnote-ref-34)
35. Soulignons que si la valeur ajoutée remplace comme but le profit, comme elle comprend le profit, les salaires et les prélèvements publics ou sociaux, ces deux derniers éléments sont aussi des buts et plus seulement des coûts. [↑](#footnote-ref-35)
36. Voir notamment P. Boccara « Crise d’identité des salariés au travail et valeurs autogestionnaires » (*La Pensée*, janvier-février 1988). [↑](#footnote-ref-36)
37. Voir mon « Séminaire d’introduction à l’anthroponomie, 1993-1994 » (à paraître). [↑](#footnote-ref-37)
38. Je laisse de côté la délégation représentative des déposants aux banquiers et des actionnaires aux dirigeants des sociétés par actions. [↑](#footnote-ref-38)
39. Ces interventions directes et décentralisées pourraient avoir lieu dans des comités ayant des pouvoirs de décision sur des attributions de fonds et des incitations financières, et donc de politique économique concernant tout particulièrement l’emploi, depuis le niveau local, avec des concertations pour les autres niveaux. Actuellement, en France, des comités de contrôle de l’utilisation des fonds publics pour l’emploi, de l’utilisation des fonds des entreprises et du crédit, ont été proposés du côté des organisations sociales et politiques qui se réclament des travailleurs. Mais aussi des comités départementaux et régionaux sont activés par le nouveau gouvernement (dans une visée intégratrice certes) où peuvent se rencontrer représentants des préfets, des élus, des chefs d’entreprises, des travailleurs, etc... pilotés par l’administration préfectorale.

    Dans ces comités existants, il est possible, dès maintenant, de chercher à instituer un rôle bien plus actif et autonome pour les représentants des travailleurs, en relation avec la mobilisation de leurs mandants, pour des propositions hardies sur l’emploi, la formation et l’utilisation de l’argent, liées à des luttes et consultations précises dans les entreprises et les localités. Déjà pourrait avancer une représentation éclatée des travailleurs, informant et consultant sans cesse les mandants avec une rotation du rôle de représentant. [↑](#footnote-ref-39)
40. Il correspond d’ailleurs à une représentation culturelle fondée sur les points particuliers et les catégories générales, l’abstraction et l’objectivation analytiques, à l’opposé du holisme hiérarchisé et fusionnel plus ou moins archaïque, tandis que l’analyse systémique ouverte pourrait constituer un dépassement. [↑](#footnote-ref-40)
41. Cette étude fait usage des analyses théoriques ou empiriques développées dans Duménil G., Levy D., *The Economics of the Profit Rate Competition, Crises, and Historical Tendencies in Capitalism*, Edward Elgar Publishing, 1993. [↑](#footnote-ref-41)
42. On en trouve déjà la marque dans l’œuvre de Marx. [↑](#footnote-ref-42)
43. Exception faite de la part des profits qui demeure assez constante. [↑](#footnote-ref-43)
44. On ne peut pas expliquer la hausse du taux de profit moyen par la prétendue accentuation du caractère monopoliste de l’économie américaine comme l’ont fait Paul Baran et Paul Sweezy. Les modifications de la concurrence ne pourraient expliquer que des transferts de profit. [↑](#footnote-ref-44)
45. Il existe d’ailleurs un rapport entre les deux aspects de ces processus, car, aux États-Unis, le « gros » État de l’après-guerre a largement été financé par les profits restaurés des entreprises. [↑](#footnote-ref-45)
46. Cette analyse reprend les thèses présentées dans : Duménil G., *La position de classe des cadres et employés ; la fonction capitaliste parcellaire*, Presses Universitaire de Grenoble, 1975, et Duménil G., Levy D., « The Emergence and Functions of Managerial and Clerical Personnel in Marx’s *Capital* », pp. 61-81, dans Garston N., *Bureaucracy Three Paradigms*, Kluwer Academie Publishers, 1994. [↑](#footnote-ref-46)
47. Voir Chesnais (1994), chapitre 1. [↑](#footnote-ref-47)
48. Voir par exemple les articles réunis dans « Les nouveaux maîtres du monde », *Manière de voir*, n° 28, novembre 1995. [↑](#footnote-ref-48)
49. À de nombreuses reprises à partir des années 40, Joseph Schumpeter a souligné que Marx est le seul grand économiste à avoir accordé à cette tendance la place qu’elle mérite. [↑](#footnote-ref-49)
50. Voir Chesnais (1994), où je discute notamment le sens des résultats des travaux de F. Sachewald. [↑](#footnote-ref-50)
51. Dans M. Aglietta (1995) par exemple, on trouve une défense argumentée mais passionnée de la supériorité des relations banque-industrie sur toutes les autres formes d’interconnexion entre la finance et les firmes ; voir pages 40-46 en particulier. [↑](#footnote-ref-51)
52. M. Husson a récemment défendu l’hypothèse d’un « *schéma de reproduction dont la cohérence lui permet de s’installer dans une relative durée »* (1995, p. 24), dans lequel la consommation des rentiers viendrait compenser celle en baisse des salariés. L’économie capitaliste mondiale a déjà vécu dans les années 30 le schéma de reproduction dont il fait le modèle ; il n’est pas certain qu’en termes relatifs par rapport à la puissance de l’appareil de production, la consommation rentière puisse aujourd’hui mieux remplir la fonction qu’il lui assigne que ce ne fut le cas alors. [↑](#footnote-ref-52)
53. « Ainsi, la production apparaît comme le point de départ, la consommation comme le terme, la distribution et l’échange comme le moyen terme » (Marx, 1965, pp. 241-242). [↑](#footnote-ref-53)
54. « Les rapports dits “ de distribution ” correspondent et doivent leur origine à des formes spécifiquement sociales, historiquement déterminées, du processus de production et des rapports mutuels que les hommes assument dans les processus de reproduction de leur vie. Le caractère historique des rapports de distribution, c’est le caractère historique des rapports de production dont les premiers ne sont qu’un aspect » (Marx, 1965, p. 1483). [↑](#footnote-ref-54)
55. La citation suivante, tirée du Livre III du Capital et dirigée contre les Classiques est éclairante à ce sujet : « On pourrait certes affirmer que le Capital (et la propriété foncière qu’il implique comme son antithèse) suppose déjà une distribution : l’expropriation des travailleurs de leurs conditions de travail, la concentration de ces conditions entre les mains d’une minorité d’individus, la propriété exclusive de la terre au profit d’autres individus, bref, tous les rapports que nous avons analysés dans la section sur l’accumulation primitive (Livre I, section VIII, chap. XXVI). Mais cette distribution n’a rien de commun avec ce qu’on entend par rapport de distribution, si l’on reconnaît à ceux-ci, à la différence des rapports de production un caractère historique » (Marx, 1965, p. 1477). [↑](#footnote-ref-55)
56. « Le processus de travail est une opération entre choses qu’il (le capitaliste, P. D.) a achetées, qui lui appartiennent. Le produit de cette opération lui appartient donc au même titre que le produit de la fermentation dans son cellier » (Marx, 1965, p. 736). [↑](#footnote-ref-56)
57. Ainsi, M. Aglietta définit-il le capital dans sa détermination la plus générale comme « un rapport social d’appropriation en tant que marchandises des produits du travail et des forces de travail vendues par des individus libres » (Aglietta, 1976, p. 35, souligné par nous). [↑](#footnote-ref-57)
58. Cf. chapitre IV du Capital : « La circulation des marchandises est le point de départ du capital. *Il n’apparaît que là où la production marchande et le commerce ont atteint un certain degré de développement* (...). Si nous faisons abstraction de l’échange des valeurs d’usage, c’est-à-dire du côté matériel de la circulation des marchandises, pour ne considérer que les formes économiques qu’elle engendre, nous trouvons pour dernier résultat, l’argent. Ce produit final de la circulation est la première forme d’apparition du capital » (Marx, 1965, p. 631, souligné par nous). [↑](#footnote-ref-58)
59. « (Aux yeux des économistes), la production d’une part, la distribution, l’échange et la consommation d’autre part, forment un syllogisme dans les règles : le principe général, c’est la production ; le cas particulier, c’est la distribution et l’échange ; le fait singulier où l’ensemble se referme, c’est la consommation. C’est là certes un enchaînement, mais bien superficiel » (Marx, 1965, p. 242). [↑](#footnote-ref-59)
60. Cette carence de la théorie à rendre compte du réel est justifiée par Marx de la manière suivante : « (...) les catégories simples expriment des rapports dans lesquels le concret insuffisamment développé s’est peut-être réalisé, sans avoir encore posé la relation ou le rapport plus complexe qui s’exprime théoriquement dans la catégorie plus concrète ; tandis que le concret plus développé laisse subsister cette même catégorie comme un rapport subordonné (...). A cet égard, on pourrait affirmer que la catégorie la plus simple peut exprimer des rapports dominants d’un ensemble moins développé ou des rapports subordonnés d’un ensemble plus développé qui existent déjà historiquement avant que l’ensemble ne se développât dans le sens qui s’exprime par une catégorie plus concrète. C’est dans cette mesure que la démarche de la pensée abstraite, qui s’élève du plus simple au plus complexe, pourrait correspondre au processus historique réel » (Marx, 1965, pp. 256-257). [↑](#footnote-ref-60)
61. On notera que Martinez-Alier et Naredo (1982, n. 1, p. 220) remercient Georgescu-Roegen pour ses commentaires sur Podolinsky. Georgescu-Roegen (1986, p. 270) fait lui- même référence à Podolinsky. [↑](#footnote-ref-61)
62. « Cette loi, écrit Podolinsky (1880b, p. 141), est encore loin d’être prouvée dans les faits. La production par le travail s’accroît dans beaucoup de pays plus rapidement que la population, et beaucoup de savants pensent qu’avec une culture plus élevée en corps et en intelligence des hommes, avec une prolongation de leur vie moyenne, le nombre des naissances diminuera sensiblement. » Les statistiques sont données dans Podolinsky (1880c, pp. 66-67). [↑](#footnote-ref-62)
63. Voir Martinez-Alier et Naredo (1982, p. 209). [↑](#footnote-ref-63)
64. Pour le détail de ces calculs, voir Martinez-Alier et Schlüpmann (1987, p. 48) et Vivien (1994, pp. 40-41). [↑](#footnote-ref-64)
65. Selon Martinez-Alier et Naredo (1982, p. 215), Podolinsky mentionne Quesnay dans la version allemande du « Socialisme et l’unité des forces physiques ». [↑](#footnote-ref-65)
66. Pour penser l’homme comme une « machine thermique », Podolinsky (1880a, p. 361) utilise les « considérations remarquables de Sadi Carnot sur les machines thermiques ». Podolinsky (1880a, p. 359) cite aussi les noms de Helmholtz (1819-1892), Hirn (1815-1890), Marey (1830-1904). [↑](#footnote-ref-66)
67. Darwin (1859, pp. 112-113) écrit en effet : « La lutte pour l’existence résulte inévitablement de la rapidité avec laquelle tous les êtres organisés tendent à se multiplier (...) C’est la doctrine de Malthus appliquée avec une intensité beaucoup plus considérable à tout le règne animal et tout le règne végétal ». [↑](#footnote-ref-67)
68. « Nous convenons volontiers, écrit Podolinsky (1880b, p. 141), que ni les paroles du penseur anglais (Podolinsky vient de faire référence à Spencer), ni nos arguments précédents ne prouvent d’une façon sévèrement scientifique que le socialisme est une conséquence nécessaire de la théorie pour la lutte pour l’existence de Darwin, mais nous espérons avoir fourni assez de données pour démontrer, à tout lecteur sans préjugés, qu’entre la science et la démocratie sociale, il n’existe pas du tout cette contradiction radicale qui paraît le fondement principal de toute l’argumentation de MM. Ernst Haeckel et Oscar Schmidt. » [↑](#footnote-ref-68)
69. « Que l’on transforme donc n’importe quel skilled labour en kilogrammètres et qu’on essaie de déterminer le salaire sur cette base ! », écrit Engels (1873-1886, p. 319). [↑](#footnote-ref-69)
70. Voir notamment René Passet (1985) et François Vatin (1993, p. 113). [↑](#footnote-ref-70)
71. Selon Martinez-Alier (communication personnelle), la version russe du texte de Podolinsky comporterait de tels éléments. [↑](#footnote-ref-71)
72. « Sa véritable découverte, écrit Engels, est que le travail humain est capable de retenir et de prolonger l’action terrestre au-delà de ce qu’elle durerait sans ce travail. Toutes les conséquences économiques qu’il en tire sont fausses », in Lettres sur les sciences de la nature, *op. cit*., p. 109. [↑](#footnote-ref-72)
73. « Nous pensons, écrit Podolinsky (1880a, p. 361), que c’est seulement le travail, et justement le travail musculaire, qui doit servir en dernier lieu de base pour la définition de la valeur de la production et c’est lui qui par conséquent entrera comme un élément prépondérant dans toute théorie d’une juste (...) distribution des produits. » [↑](#footnote-ref-73)
74. Au terme de son analyse des réflexions de Podolinsky, René Passet (1985, p. 122) écrit ainsi : « La plus-value apparaît alors comme un surplus énergétique représentant la différence entre une quantité d’énergie reçue sous forme de salaire, rigoureusement limitée à la couverture des besoins de la reproduction de la ressource humaine et une quantité d’énergie produite correspondant à un temps de travail supérieur au précédent ». [↑](#footnote-ref-74)
75. Marx, Le Capital, livre III, cité par Alfred Schmidt (1994, p. 13). [↑](#footnote-ref-75)
76. « Cependant ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d’elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais, en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui en détruisent que trop souvent ces premières conséquences », [*Dialectique de la nature*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.dia), *op. cit*., p. 180. [↑](#footnote-ref-76)